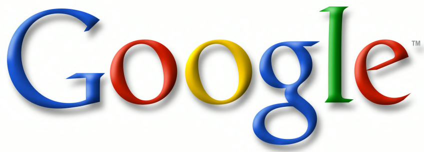


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

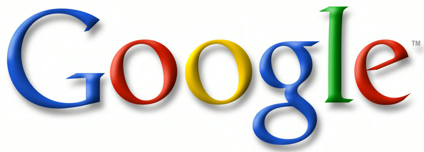
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

76a
47.5



Grecs et Bulgares

AU DIX-NEUVIÈME ET AU VINGTIÈME SIÈCLES

PAR

Néoclès KASASIS
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ D'ATHÈNES
Président de la Société "Hellénismos"



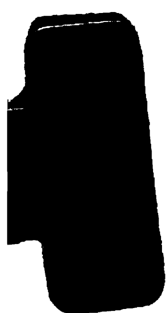
PARIS
P.-V. STOCK, Editeur
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
155, Rue Saint-Honoré
(Devant le Théâtre-Français)

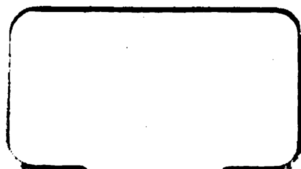
1907
(Tous droits réservés)

76a
47.5

BIBLIOTECA LUCCHINI
12440
N.° d' ord. 8539

HARVARD
LAW
LIBRARY





76 a
47. 5

Grecs et Bulgares

AU DIX-NEUVIÈME ET AU VINGTIÈME SIÈCLES

PAR

Néoclès KASASIS
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ D'ATHÈNES
Président de la Société "Hellénismos"



PARIS
P.-V. STOCK, Editeur
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
155, Rue Saint-Honoré
Devant le Théâtre-Français

1907
(Tous droits réservés)

DEC. 20, 1930

PRÉFACE

Le présent ouvrage a été écrit à la suite des persécutions et des atrocités dont les populations grecques de la Roumélie Orientale et de la Bulgarie furent les victimes l'an dernier.

Il a d'abord été publié en anglais, sous forme de lettre ouverte à Sir Charles Dilke, membre du Parlement britannique.

Dans la présente édition, l'auteur en exposant dans leur triste réalité les faits, rendus plus significatifs par les aveux des Bulgares mêmes, les soumet au jugement de l'opinion publique en France, toujours prête à soutenir la cause de la justice et de la vérité.

Paris, novembre 1907.

INTRODUCTION

Il y a un an à peine, l'écho de nouveaux massacres, des rumeurs de pillage et d'incendie parvenaient des contrées balkaniques en Occident. C'est en pays chrétien, par un peuple qui se considère comme civilisé, que des villes ont été saccagées et livrées aux flammes, que des hommes paisibles, des femmes et des enfants sans défense ont été massacrés, tandis que les survivants se voyaient réduits à chercher refuge loin du sol natal. Les héros de ces scènes sauvages étaient des Bulgares, les victimes en furent les Grecs de la principauté, les habitants de Philippopoli, de ce qui fut Anchialos et des autres communautés grecques.

Les excès commis furent empreints d'une telle atrocité qu'ils devaient nécessairement soulever l'indignation de tout homme civilisé. Mais l'astuce et l'audace des champions du bulgarisme ont été telles, leurs sophismes tellement captieux, ils ont su si bien profiter de l'ignorance où l'on se trouve généralement en Occident concernant les questions balkaniques, qu'ils ont réussi à étouffer l'écho de l'indignation soulevée et, sinon à justifier les actes inqualifiables qui l'avaient provoquée, du moins à les couvrir d'une apparence de vengeance patriotique qui les rendait excusables et presque sympathiques. Peu s'en est fallu que l'Europe ne prît les victimes pour les bourreaux.

C'est en Angleterre surtout que les Bulgares ont réussi à accréditer leurs insinuations fallacieuses ; qu'ils ont réussi, en se prétendant les libérateurs des Macédoniens opprimés, à flatter les tendances de libéralisme plus ou moins sincère qui a toujours inspiré les Anglais et à gagner toutes les sympathies au moment où ils commettaient les plus grands crimes. Cet état d'esprit des hommes les plus distingués de la société britannique nous est révélé pleinement dans la réponse que l'archevêque de Canterbury fit au métropolite d'Athènes lorsque, au lendemain de la destruction d'Anchialos, celui-ci le priait d'user de son influence pour faire cesser des excès qui étaient une honte pour le monde civilisé. Le prélat anglican, sollicité ainsi en faveur d'une œuvre éminemment chrétienne ou simplement humaine, répondit que l'Eglise anglicane ne saurait se mêler de questions politiques, et que, personnellement, il lui était impossible de faire quoi que ce soit qui pût sembler une justification de l'invasion des bandes grecques en Macédoine (1).

Depuis lors, la spoliation et l'injustice continuent à faire leur œu-

vre en Bulgarie, mais l'aveuglement créé par les sophismes bulgares continue à régner en Occident ; l'anniversaire de l'avènement du prince Ferdinand a été l'occasion de dithyrambes enthousiastes entonnés à la louange d'un gouvernement qui aurait fait de la Bulgarie le dernier refuge du bon ordre et de la sécurité en Orient.

Cette conception faussée des conditions où se trouvent les différentes races de l'Orient balkanique exerce une très mauvaise influence sur la situation de ces malheureuses populations ; elle contribue à éterniser un état de choses déplorable, ou fait préconiser des remèdes inefficaces ou dangereux. Dans les quelques lignes qui vont suivre l'auteur s'efforcera de montrer sous leur vrai jour le caractère et les causes de l'antagonisme des races dans les Balkans. Il pense que son œuvre ne sera pas stérile s'il parvient à dissiper quelques erreurs et quelques préjugés sur les choses d'Orient, si peu ou plutôt si mal connues.



Tous ceux qui ont étudié avec attention la question macédonienne, en prenant pour base les faits ; ceux qui ont visité cette partie de la péninsule balkanique et ont examiné sa situation sans prévention, en dehors de tout préjugé de race, de politique ou de religion, sont forcés de reconnaître que les conflits actuels ne sont pas dus à des haines de confession ou de religion, à des divergences de dogme, à l'attachement manifesté pour l'exarque ou le patriarche. Ce ne sont pas non plus des conflits dus à la haine existant entre les races slaves et la race hellénique ; les Grecs ne sont pas seuls à lutter pour leur défense contre les Bulgares ou contre les Turcs. Les Serbes aussi se battent avec les Bulgares de même que les quelques roumanisants luttent avec les Grecs.

C'est un véritable *bellum omnium contra omnes*. Quelles sont les causes de ces dissensions déplorables, des conflits sanglants qui se déroulent devant les peuples et les gouvernements européens, conflits que ces derniers ne font souvent qu'attiser dans la poursuite d'intérêts égoïstes, et cela sans qu'une force supérieure se lève et crie : « A bas les mains ! »

En me basant sur les faits historiques, je m'efforcerai de mettre en lumière quelques-uns des motifs de ces luttes fratricides.

Je dois d'abord insister sur le fait que la lutte n'est pas entre patriarchistes et exarchistes. L'Eglise serbe est autonome et n'est pas soumise à l'administration du patriarcat ; les Serbes, d'autre part, n'ont aucun motif d'être particulièrement bien disposés envers l'Eglise de Constantinople ; cependant dans le vilayet de Cossovo, dans ce qu'ils appellent la Vieille Serbie, la lutte entre Serbes et Bulgares est aussi sanglante qu'entre ces derniers et les Grecs dans les vilayets de Salonique et de Monastir.

Il est certain, et des faits journaliers l'attestent, que le clergé patriarchiste, aussi bien que celui de l'exarchat, prennent part à la lutte en Macédoine. Il ne saurait en être autrement. Le clergé ne peut se

tenir en dehors du mouvement politique et national des peuples, ni rester indifférent à leurs intérêts et à leurs aspirations. En France, en Italie, en Allemagne, en Espagne, dans l'empire britannique lui-même, nous le voyons tous les jours se mêler aux questions sociales et nationales, nous le voyons même se lancer dans la mêlée avec plus d'ardeur que les laïques. Il n'en est pas autrement dans les Balkans. Ce fait s'explique d'autant mieux pour l'Eglise orthodoxe qu'elle a joué de tout temps un rôle politique en Turquie, et cela pour le plus grand bien de tous les chrétiens sans distinction de race. Au lendemain de la prise de Constantinople, Mahomet le Conquérant, par des bérats impériaux, accordait certains privilèges politiques au patriarche œcuménique et le reconnaissait comme chef des communautés orthodoxes de Turquie. Personne n'ignore la manière dont le chef de l'Eglise grecque usa de ses pouvoirs pour alléger en faveur de ses ouailles le joug implacable des Ottomans. L'histoire vient nous montrer que si les peuples chrétiens de l'Orient musulman ont pu résister à l'islamisation et conserver leur entité ethnique, ils le doivent à la protection de leur mère commune, l'Eglise orthodoxe, et non à l'Europe chrétienne qui restait impassible devant les maux qui accablaient ces populations opprimées, quand l'intolérance religieuse ne la faisait se réjouir des malheurs des orthodoxes. De nos jours encore, l'appellation de *Roum millet bachi* (chef de la nation des Romains, des orthodoxes) est appliquée au patriarche œcuménique.

Lorsque, dans la seconde moitié du siècle dernier, sous les inspirations d'une politique bien connue, la question bulgare surgissait et la race bulgare était poussée à affirmer sa conscience nationale, les instigateurs du mouvement incitèrent les populations du Danube et des Balkans à se soulever contre le patriarcat et à demander, à l'encontre des principes canoniques, leur émancipation ecclésiastique, c'est-à-dire leur indépendance en face de l'Eglise orthodoxe. Sous le couvert de cette autonomie ecclésiastique, on visait évidemment à l'indépendance politique. Contre celle-ci, aucune conscience grecque ne pouvait trouver à redire, mais quant à l'autonomie ecclésiastique, l'hellénisme s'était rendu compte qu'elle ne se basait qu'en apparence sur des motifs religieux, qu'en réalité elle masquait les projets panslavistes et n'avait pour but que de soumettre des pays grecs à la puissance slave. Le patriarcat, soutenu par l'élément hellène, résista à ces prétentions ; en 1872, le schisme fut déclaré et les Bulgares, sous l'inspiration et avec l'appui de la politique russe, obtenaient la création d'une autorité ecclésiastique autonome, l'exarchat, dont le siège fut fixé à Constantinople.

On peut aisément se convaincre, par ce qui précède, que ce sont les Bulgares qui, sous le couvert de la religion, ont semé la discorde et ouvert le conflit entre les éléments grec et bulgare dans les provinces à population mixte de l'empire ottoman.

Le schisme religieux eut, comme on sait, pour conséquence la guerre russo-turque de 1876-1877. Le traité de San-Stéfano qui termina les hostilités marque le point culminant de la politique panslaviste ; en vertu de cet acte, le projet d'une Grande Bulgarie prenait

corps (1) ; les limites du nouvel Etat, en outre des provinces bulgares du Bas-Danube, comprenaient une grande partie de la Thrace et la presque totalité de la Macédoine, s'étendant d'une part jusqu'à la mer Egée qu'elles atteignaient à Cavalla, de l'autre jusqu'au lac d'Ochrida et à l'Albanie. Les populations grecques de la Turquie d'Europe se trouvaient ainsi complètement démembrées, livrées à la voracité bulgare. Le général comte Ignatieff, ambassadeur de Russie à Constantinople, pouvait s'écrier en triomphe : « Maintenant les Grecs iront à Constantinople à la nage. » En effet, toute communication était rompue entre les populations grecques du Pinde et de la Chalcidique et celles de la Thrace, et la « Grande Bulgarie », solidement assise en Macédoine, devenait la puissance prépondérante de la péninsule balkanique.

La diplomatie européenne, menée par l'Angleterre, mit en lambeaux le traité imposé par la Russie ; le Congrès de Berlin venait réduire les limites de la Bulgarie et la fractionner en deux parties, dont l'une, au nord des Balkans, forma une principauté tributaire, tandis que l'autre, composée de la moitié septentrionale de la Thrace, était constituée, sous le nom de Roumélie Orientale, en province autonome placée sous la suzeraineté directe du sultan.

En ce qui concerne l'hellénisme et ses droits, le Congrès se borna à attribuer à la Grèce une partie des provinces d'Epire et de Thessalie ; il accordait en outre une certaine autonomie à la Crète, qui s'était de nouveau soulevée contre la domination ottomane, et de plus décrétait l'exécution d'importantes réformes en Macédoine, en Thrace, en Albanie et en Arménie, réformes qui s'effectueraient sous la surveillance et le contrôle des grandes puissances.

En parlant de la Macédoine et de la Thrace devant le Congrès, le marquis de Salisbury soutenait que *la Thrace et la Macédoine sont grecques, au même titre que la Crète*.

---

(1) Article 6. — L'étendue de la principauté de Bulgarie est fixée en traits généraux sur la carte ci-jointe, qui devra servir de base à la délimitation définitive. En quittant la nouvelle frontière de la principauté serbe, le tracé suivra la limite occidentale du caza de Vranïa jusqu'à la chaîne de Karadagh.

Tournant vers l'ouest, la ligne suivra les limites occidentales des cazas de Coumanovo, Kotchani, Kalkandelen jusqu'au mont Korab ; de là, par la rivière Velestchitza jusqu'à sa jonction avec le Drine-Noir. Se dirigeant vers le sud par le Drine et après par la limite occidentale du caza d'Ochride vers le mont Sinas, la frontière suivra les limites occidentales des cazas de Gortcher et Starovo jusqu'au mont Grammos. Ensuite, par le lac de Kastoria, la ligne frontière rejoindra la rivière Moglénitza et après avoir suivi son cours et passé au sud de Yanitza (Wadar-Yenidjé) se dirigera par l'embouchure du Wardar et par le Galliko vers les villages de Parga et le Saraikini ; de là, par le milieu du lac Bechik-Quel à l'embouchure des rivières Strouma et Karasson et par la côte maritime jusqu'au Buru-Quel ; plus loin, partant dans le nord-ouest vers le mont Tchaltépé par la chaîne du Rhodope jusqu'au mont Krouscovo, par les Balkans-Noirs (Kara-Balkan) par les monts Eschek Koulatchi, Tchépellon, Karakolas et Tchiklar jusqu'à la rivière Arda.

De là, la ligne frontière sera tracée dans la direction de la ville de Tchirmen, et, laissant la ville d'Andrinople au midi par les villages de Suguthion, Karahamdja, Arnaoutkeni, Akardji et Enidjé jusqu'à la rivière Tckédereni. En suivant le cours du Tékédereni et du Tchorlondereni jusqu'à Loulé-Bourgas et de là, par la rivière Tondjakdéré jusqu'au village de Serquen, la ligne frontière ira par les hauteurs directement vers Hakim Tablani où elle aboutira à la mer Noire. Elle quittera la côte maritime près de Mangalia en longeant les limites méridionales du Sandjak de Toultcha et aboutira au Danube au-dessus de Bassova.

Traité de San-Stéfano

Les résolutions prises au Congrès de Berlin par les grandes puissances ne furent que bien incomplètement mises à exécution ; tel fut notamment le cas pour celles visant à réglementer les prétentions slaves. Ces prétentions étaient appuyées par le gouvernement russe, comme le montrait si bien le grand homme d'Etat anglais, lord Salisbury, répondant aux objections formulées par le prince Gortchakoff contre la proposition anglaise tendant à l'admission au Congrès de représentants du royaume de Grèce (1).

Les événements n'ont fait, jusqu'à ce jour, que corroborer les déclarations de lord Salisbury. Mais ce qui est plus désolant encore, c'est que trente ans à peine après que ces paroles eurent été prononcées, nous trouvons les défenseurs les plus ardents et les plus déterminés des prétentions bulgares, non plus seulement parmi les conseillers du tsar, mais bien parmi ceux qui dirigent la politique de nations qui ont le plus fermement défendu les droits helléniques aussi bien sur les rives du Bosphore qu'au Congrès de Berlin. Nous voyons ainsi aujourd'hui que les documents officiels du ministère britannique des Affaires étrangères en arrivent à considérer la Macédoine et la Thrace comme provinces bulgares. Il y a à peine deux ans que l'homme d'Etat qui dirigeait la politique extérieure du cabinet britannique n'hésitait pas à se prononcer sur le caractère bulgare de ces provinces. Voici les paroles du marquis de Lansdowne telles qu'elles sont rapportées

---

Protocole n° 2. Séance du 17 juin 1878

(1) *Le marquis de Salisbury.* — « Le Congrès n'ignore pas que pendant ces dernières années les liens d'amitié qui unissaient autrefois les sujets grecs et slaves de la Porte ont été rompus. D'alliés, ils sont devenus rivaux. Les Slaves qui reconnaissaient autrefois l'autorité du patriarche grec, se sont ralliés à une nouvelle organisation ecclésiastique qui a réclamé leur soumission. Dans une grande partie du territoire habité par la race grecque, le droit de posséder les églises et les écoles a donné lieu à des contestations souvent même à des luttes entre les populations des deux races.

Le conflit s'est profondément aggravé à la suite des événements qui se sont passés pendant ces derniers mois et les passions engendrées par ces conflits ont de plus en plus éloigné ces deux races l'une de l'autre. Il s'agissait de quelque chose de plus que d'une divergence d'opinions sur la question du régime ecclésiastique. Les Grecs redoutent, et avec raison, la subjugation de leur Eglise la suppression de leur langue et l'absorption et la disparition progressive de leur race, si leurs rivaux se trouvaient dans une position prépondérante.

Ces points sont pour eux d'un intérêt capital et leur sort dépend de la forme que donnera le Congrès aux dispositions qui seront arrêtées dans le but de protéger les chrétiens et d'assurer l'ordre et la sécurité aux provinces de la Turquie européenne,

Mais les deux races ne sont pas devant le congrès sur un pied égal.

Les Slaves ont pour défenseurs dans cette salle un puissant peuple militaire, leur frère par le sang et par la foi, fort du prestige des victoires récentes. Les Grecs, au contraire. n'ont ici comme représentants aucune nation de même race.

Le gouvernement de Sa Majesté est d'avis que des décisions prises dans ces conditions ne contenteraient pas la race grecque et par conséquent, n'amèneraient ni la tranquillité de l'empire ottoman ni la paix de l'Europe. Il est à craindre que de nouvelles agitations ne surgissent parmi ce peuple profondément dévoué à sa foi et à sa nationalité qui aura la conviction que l'Europe l'a abandonné et l'a livré à la domination d'une race de laquelle ses sympathies sont tout à fait éloignées.

L'Angleterre propose donc que le royaume hellénique soit admis à remplir ce rôle en faveur des Grecs et à prendre part aux délibérations du Congrès : du moins à assister à toutes les séances dans lesquelles des questions se rattachant aux intérêts de la race grecque seront discutées. »

Le prince Gortchakow. — « Le prince Gortchakow déclare donc d'avance qu'il associera même pour les Grecs de l'empire ottoman une autonomie pareille à celle qui est réclamée pour les Slaves. Le but de son gouvernement est de rapprocher ces deux races. Quant à la question religieuse à laquelle Lord Salisbury a fait allusion, Son Altesse doit faire remarquer qu'il n'y a point de dissidence religieuse au fond entre le patriarcat grec et l'exarcat bulgare ; c'est uniquement une question de liturgie qui a amené la séparation des deux Eglises. »

par M. Cambon, ambassadeur de France à Londres, dans sa note du 9 janvier 1905 :

« Le secrétaire d'Etat, marquis de Lansdowne, répondit qu'il me donnerait un exposé écrit de ses vues concernant les solutions probables, mais que dès maintenant il était d'avis que l'intervention des puissances devrait s'étendre aux vilayets d'Andrinople et de Jannina, le premier comprenant les populations bulgares, le second les populations grecques. »

Pour mettre en lumière la situation, je n'aurai que les faits pour guide ; je m'abstiendrai de toute considération subjective dans l'exposition de la crise qui s'est abattue sur la péninsule hellénique, crise dont les grandes puissances portent en grande partie la responsabilité par leur politique égoïste, n'ayant d'autre objet que la poursuite de leurs intérêts particuliers dans ces malheureuses régions. Mille faits, dont l'exactitude est attestée par l'Europe officielle, viennent prouver d'une manière indiscutable qu'on doit chercher l'origine de l'anarchie qui règne depuis si longtemps en Macédoine dans l'attitude peu sincère et la politique tortueuse des puissances d'une part, dans l'avidité insatiable de la Bulgarie et l'action criminelle des comitadjis d'autre part. Les puissances, dont plusieurs ont intérêt à prolonger l'état de trouble actuel, ne manquent pas, d'ailleurs, d'encourager et d'appuyer cette action pour le plus grand malheur des populations macédoniennes. Donc, les conflits sanglants qui divisent ces populations ne sont pas l'œuvre de divergences religieuses, ecclésiastiques ni dogmatiques, comme on persiste à le soutenir.

Je me suis efforcé de montrer par ce qui précède, et j'aurai l'occasion de revenir sur cette question par la suite, que les populations grecques de la Macédoine ne font que défendre leur existence nationale dans la lutte de tous les instants qu'elles soutiennent contre les bandes féroces déchaînées contre elles par le gouvernement même de la principauté bulgare aux acclamations d'une grande partie de l'opinion de l'Europe civilisée. Mais le gouvernement de Sofia, non content de fomenter les querelles entre Grecs et Bulgares de Macédoine, s'en est servi de prétexte pour perpétrer les pires excès contre les Grecs de la principauté, en excitant contre eux la lie de la population bulgare. Les faits révoltants commis à cette occasion sont attestés non seulement par les Hellènes ou les étrangers qui en ont été témoins, mais encore par des Bulgares dont les sentiments d'humanité se sont réveillés à la vue de tant d'atrocités et dont le cœur s'est soulevé devant les horreurs commises.

L'état précaire de ma santé a retardé la publication de ce travail dont le but était d'éclairer l'opinion publique, tant en France que dans le reste du monde civilisé, sur les faits que je viens de mentionner dans l'espoir d'arriver à vaincre l'indifférence montrée par les cercles officiels et l'opinion publique en Europe au sujet des souffrances infligées aux populations grecques sous la domination bulgare.

Que l'on consulte les documents. Ils montrent clairement à qui l'Europe doit s'en prendre des atrocités macédoniennes : à ceux qui s'efforcent de défendre leurs droits les plus sacrés, ou bien aux

agitateurs de Sofia ? Après avoir considéré la situation sous son vrai jour l'Europe doit se demander s'il est dans son intérêt, celui de la civilisation, s'il est conforme à l'ordre moral régnant parmi les races civilisées que des crimes soient commis impunément en Europe qui, eussent-ils eu pour théâtre les terres sauvages du continent noir ou les pays barbares de l'Asie, auraient justement motivé la croisade de tous les peuples européens.

***

Le Congrès de Berlin avait pour but, d'un côté, de soustraire les chrétiens à la mauvaise administration de la Porte, et de l'autre d'assurer la liberté individuelle à toutes les populations. En premier lieu, il fallait établir la liberté de culte et de conscience, la liberté d'enseignement, et régler la vie sociale et politique des populations détachées de l'empire ottoman.

Toutes les mesures nécessaires furent prises pour atteindre à ce but, et les débats nous montrent le ferme désir des représentants des puissances prenant part au Congrès, de respecter les droits des populations dans l'organisation du nouvel état de choses, et tout fut réglé pour le mieux.

La Bulgarie fut ainsi créée avec l'obligation de respecter les droits politiques et sociaux des populations de race étrangère qui lui étaient attribuées. Il est clair que les membres du Congrès de Berlin prévoyaient que la lutte de race et de religion depuis longtemps commencée entre Grecs et Bulgares ne devait pas trouver un terme dans le nouvel ordre de choses. Cette haine et ces passions politiques qui divisent les deux peuples, quoique d'éclosion récente, ont des racines trop anciennes pour pouvoir être facilement effacées, et se manifestèrent avec violence sous un régime qui visait à l'assimilation — *per fas et nefas* — de l'élément hellène. Lors Salisbury, ainsi que je l'ai déjà indiqué, en combattant le traité de San Stéphano se basait principalement sur le sort qui était fait à l'hellénisme dans la péninsule balkaniques où les populations grecques étaient exposées à être englouties par le flot insatiable des peuples slaves. Il indiquait avec précision les dangers qu'encourrait la race grecque dans la principauté nouvellement fondée si on ne lui assurait ses libertés politiques et religieuses. Les paroles prononcées alors par le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne furent véritablement prophétiques. Malgré les mesures adoptées par le Congrès ces populations arrachées à un pouvoir tyrannique qui a toujours méconnu le droit à la liberté et livrées à un autre pouvoir, celui de la Bulgarie, ont subi et subissent encore des persécutions bien plus cruelles que sous la domination ottomane. C'est ce que je ne me ferai pas faute de prouver en exposant les faits seuls pour la défense de la justice et de la vérité.

I

CARACTÈRE DU PEUPLE BULGARE

Avant de s'engager dans le récit des atrocités dont les populations helléniques de la Bulgarie ont été les victimes, il ne serait peut-être pas inutile de tracer le portrait du Bulgare actuel. Je le tracerai d'après nature et le témoignage de tous les écrivains anciens ou modernes : celui qui est dépeint par des Bulgares eux-mêmes en atteste la fidélité.

Le Bulgare de nos jours ne diffère pas essentiellement de ses ancêtres, ceux que le chef des Huns entraînait à sa suite, au v[e] siècle de notre ère dans ses courses dévastatrices à travers l'Europe. Le poète bulgare Dachoff qui est mort tout récemment, dans un de ses poèmes intitulé : *Un sombre héros*, s'adressant à ses compatriotes, s'écrie :

« *O mon peuple ! je regarde ton visage que les souffrances ont rendu féroce et inhumain et je frémis. Des mères asservies t'ont donné le jour ! La voix de la pitié t'est étrangère, car la cruauté est l'élément profond de ta vie !* »

Si ces traits ne suffisent pas, nous pouvons recourir à la peinture du peuple bulgare que nous donne l'historien Amédée Thierry : (1)

« Le Bulgare, ou plus correctement Voulgar, appartenait au groupe des Huns finnois et à l'arrière-ban de ce groupe : amené par les dernières guerres civiles, il était venu du fond de la Sibérie planter ses tentes au bord du grand fleuve qui s'appelait alors et s'appelle encore aujourd'hui dans les langues tartares, Athel ou Athil, et qui prit le nom de Volga (fleuve des Voulgars) quand la domination bulgare fut devenue célèbre en Europe. Il faudrait remonter au IV[e] siècle, époque de l'apparition des premiers Huns, pour retrouver dans l'histoire une impression de terreur et de dégoût comparable à celle qu'excitèrent ces nouveau-venus des solitudes septentrionales, aussi brutes que les bêtes des forêts au milieu desquelles ils avaient vécu jusqu'alors. A côté d'eux, le Hun d'Europe, en contact depuis plus d'un siècle avec les Romains et les Germains, pouvait presque se dire civilisé. Leur laideur, leur saleté, leurs instincts féroces semblaient dépasser tout ce qu'on avait jamais connu. Le Bulgare détruisait pour détruire, tuait pour tuer, s'attachait à effacer tout travail de l'homme, comme pour ne laisser après lui que la représentation de ses déserts. On ne lui savait ni religion, ni culte, si ce n'est le chamanisme qu'il pratiquait avec un grand luxe de superstitions. Quelque chose de diabolique s'attachait à ce peuple hideux, dont les sorciers, plus hideux que lui, évoquaient les esprits de ténèbres avec d'effroyables convul-

(1) *Histoire d'Attila et de ses successeurs*, par Amédée Thierry.

sions. C'étaient ses devins, ses conseillers politiques et ses prêtres, et l'on racontait d'eux des choses étranges auxquelles la crédulité ne manquait pas d'ajouter foi. On disait que placés dans un coin de l'armée pendant la bataille, ils avaient l'art de fasciner l'ennemi, de le troubler, de l'abuser par des visions fantastiques. Le Bulgare, sans frein dans ses appétits, avait la lubricité des bêtes : tous les vices étaient son partage, et il en est un auquel il a la gloire infâme d'avoir donné son nom dans presque toutes les langues de l'Europe. Ses institutions semblaient combinées pour le meurtre, plus encore que pour la guerre ; nul chez lui n'arrivait au commandement qu'après avoir tué un ennemi de sa propre main. Il n'y avait pas jusqu'à sa manière de combattre, jusqu'à son arc énorme et ses longues flèches sûres de toucher le but, jusqu'à son coutelas de cuivre rouge, et à ce filet dont il emmaillottait ses ennemis tout en courant, qui n'inspirassent une appréhension involontaire, soit par leur nouveauté, soit par sa dextérité prodigieuse à s'en servir. Aussi, de tous les barbares qui ravagèrent l'empire romain, celui-ci est resté le plus abominé des contemporains et le plus flétri par l'histoire. Maudit-de-Dieu devint l'épithète ordinaire, ou, pour mieux dire, le synonyme du mot Bulgare, et cette qualification, arrachée par la souffrance aux générations romaines du VIe siècle, est entrée dans l'histoire qui lui a donné sa consécration. »

Un célèbre diplomate anglais, sir William White, celui qui en 1885 était ambassadeur de la Grande-Bretagne à Constantinople, avait été envoyé en 1876 pour étudier le peuple bulgare sur place ; voici comment il nous dépeint un des éléments les plus caractéristiques de la jeune Bulgarie, l'instituteur bulgare :

« Les instituteurs ont pour la plupart reçu leur instruction en Russie. Rentrés dans leur pays, ils y ont apporté en plus de leur savoir incomplet, des idées très bizarres sur le panslavisme. Voici quel est leur plan : il faudrait détruire le plus possible de lignes ferrées, incendier Andrinople et Philippopoli, mettre le feu à Sofia et aux villages environnants, se jeter sur les agglomérations musulmanes où l'on massacrerait tous ceux qui resisteraient et pillerait leurs biens... Le soulèvement aurait lieu partout au même moment. Les Bulgares qui se refuseraient à suivre les insurgés y seraient contraints par la force et leurs villages seraient livrés aux flammes. »

Depuis lors, le Bulgare est arrivé à l'indépendance politique sans que, jusqu'à nos jours, le fond de sa nature morale se soit modifié. A cela rien d'étonnant, vu la manière dont se poursuit l'éducation du peuple. Cette dernière ne se fonde dans la Bulgarie actuelle sur aucune base morale. Le matérialisme le plus grossier règne sur les conceptions intellectuelles des Bulgares ; gouvernants et gouvernés s'y inspirent de tendances nettement anarchistes. Les livres d'enseignement, y compris ceux de l'enseignement supérieur, n'ont d'autre objet que d'éveiller ou de fortifier dans le peuple les instincts les plus féroces. M. Michaïlowsky, professeur et député, un des chefs les plus en vue du mouvement intellectuel en son pays, dans un ouvrage où il s'occupe de la question de l'instruction publique, a dû reconnaître que la jeunesse bulgare a été pervertie par de tels enseignements, qu'elle a dégénéré sous leur influence.

Tels sont les éléments moraux et intellectuels dont se compose l'Etat bulgare actuel, celui que les admirateurs enthousiastes de la cause bulgare en Europe considèrent comme devant revivifier et

rajeunir les peuples dégénérés de l'Europe orientale, les Grecs, les Albanais, les Serbes, les Osmanlis, celui qu'ils n'hésitent pas à comparer tantôt au Piémont, tantôt à la Prusse et, tout dernièrement, au Japon. Je m'abstiens de citer les noms de ces admirateurs à outrance. Avec quelques-uns d'entre eux, j'entretiens des relations personnelles et je ne laisse pas que de leur être reconnaissant lorsque je songe à l'intérêt chaleureux qu'ils témoignaient, tout récemment encore, à l'égard de la nation grecque.

Ceux qui professent cette admiration et partagent cet enthousiasme pour les destinées du peuple bulgare devraient jeter un regard sur son histoire contemporaine, sociale, politique ou ethnique ; qu'ils pensent seulement aux récents événements de Bulgarie et de Roumélie Orientale, événements dont nous allons entreprendre l'exposé le plus fidèle basé sur les témoignages de Bulgares et d'étrangers n'ayant aucun point de contact avec l'hellénisme. Que celui qui aura médité ces faits nous dise si les Bulgares d'Asparoukh, de Krumm et du tzar Syméon diffèrent de ceux de nos jours, des Bulgares de Stambouloff et du prince Ferdinand.

Il y a trois ans, à l'époque des attentats multiples commis tant en Thrace qu'en Macédoine, un journaliste français qui se trouvait sur les lieux, après avoir profondément étudié et analysé le caractère bulgare, disait entre autres : « Pour le Bulgare, un héros ce n'est ni Canaris, ni Garibaldi, mais Ravachol. » M. de Pressensé lui-même, après avoir à maintes reprises, dans les colonnes du *Temps* ainsi qu'à la tribune de la Chambre et dans des meetings à Paris et à Londres, plaidé la cause des Bulgares et contesté les droits de l'hellénisme en Macédoine, se vit contraint il y a trois ans, au moment de l'émotion soulevée par les crimes bulgares, d'écrire dans l'organe parisien déjà cité la conclusion suivante : « Le gouvernement du sultan devrait passer au cou des dynamiteurs non pas la corde des exécutions mais le cordon de l'Osmanié, car ils lui ont rendu un grand service. Les bombes des révolutionnaires de Salonique ont tué le fantôme de la Macédoine héroïque qui, pendant un instant, avait troublé le monde. Derrière le patriote, l'Europe voit aujourd'hui l'anarchiste, le sauvage. L'illusion s'est évanouie. »

Tel est, dans ses grandes lignes, le caractère du Bulgare de notre époque en tant qu'homme et que citoyen. A-t-on jamais étudié les causes et les circonstances du meurtre du lieutenant-colonel bulgare Panitsa, des assassinats de Dimitroff, de Veltcheff, de Stambouloff, de Petkoff ? Une telle étude faite par des hommes éclairés et impartiaux renseignerait l'opinion européenne sur la valeur morale d'une race qu'elle soutient de ses sympathies, et qui, pendant les trente années de son existence indépendante, n'a d'autres titres à faire valoir que des coups d'Etat et des crimes. L'organisation militaire dont l'Europe fait un si grand mérite aux Bulgares, ceux-ci la doivent entièrement aux bases posées par les Russes et par le général Kaulbars ; encore resterait-il à savoir si la force brutale est tellement digne d'admiration lorsqu'elle s'exerce aux dépens des intérêts les plus précieux du genre humain.

II

PERSÉCUTION DE L'ÉLÉMENT GREC EN BULGARIE ET ROUMÉLIE ORIENTALE.

La jeune Bulgarie, à peine affranchie, fut d'abord confiée à des organisateurs russes qui posèrent les premiers jalons de son organisation militaire et civile. Bientôt, à la tête du nouvel Etat était placé Alexandre de Battenberg, jeune prince allemand doué de grandes vertus civiques et militaires et d'une ambition proportionnée à ses qualités. Ce prince réussit en peu de temps, grâce, il est vrai, aux bases solides posées par le général Kaulbars, à réveiller l'esprit militaire et à former le caractère guerrier des Bulgares qui, sous la domination ottomane, avaient perdu tout instinct belliqueux, et pendant les cinq siècles que cette domination avait duré, ne s'étaient signalés par aucun soulèvement contre leurs oppresseurs. Les résultats des efforts du prince Alexandre ne se firent pas attendre ;en sept ans, il réussit à créer une force militaire, inspirant confiance aux puissances occidentales elles-mêmes et attirant leur sympathie sur la jeune principauté. On le vit bientôt au changement d'orientation de cette politique qui, sept années auparavant, s'opposait à la création de la Grande Bulgarie de San-Stéfano, et qui, en 1855, encouragea les amibitions du prince Alexandre et le poussa à occuper Philippopoli et à réunir sous son sceptre la Bulgarie et la Roumélie Orientale, province habitée par une population mixte composée de Bulgares, de Grecs et de Musulmans.

Ce coup d'Etat, dirigé contre l'Europe entière qui avait autrement disposé des destinées de ces régions par le traité de Berlin, s'accomplit à un moment propice pour les Bulgares. En effet, l'élément grec, jouissant d'une certaine liberté en Roumélie, résistait victorieusement dans tous les centres importants contre l'élément bulgare, à Philippopoli et à Sténimachos aussi bien qu'à Bourgas, Anchialos et les autres villes grecques du littoral ; il y avait même lieu de supposer que par sa supériorité intellectuelle il allait bientôt recouvrer son antique ascendant sur ces régions en face de l'élément bulgare ; pour ce qui est des musulmans, leurs rangs s'étaient bien éclaircis par l'émigration, et ceux qui restaient s'occupaient tranquillement de travaux agricoles dans les districts ruraux. Les Bulgares, se rendant compte du danger que leur faisait courir le progrès graduel de l'élément grec, voulurent y couper court : ils résolurent d'occuper la Roumélie-Orientale et de l'annexer à la principauté. L'Angleterre de 1885, oubliait l'Angleterre de 1878. Ce que lord Salisbury dénonçait devant l'Aréopage européen de 1878 prenait corps par le coup d'Etat de Philippopoli. La politique britannique regrettait son

intervention généreuse en faveur des populations helléniques de la péninsule balkanique. Par la reconnaissance du coup d'Etat, elle décidait l'abandon des populations grecques au nom desquelles elle avait protesté contre le traité de San-Stéfano à l'avidité bulgare et, dans un proche avenir, il faut le craindre, aux ambitions panslavistes.

Sur les conseils des représentants des grandes puissances à Constantinople, notamment de celui de la Grande-Bretagne, la puissance souveraine reconnaissait le prince Alexandre en qualité de vali de la Roumélie Orientale.

Un diplomate bulgare, Elie Zaneff, à ce moment-là agent de la principauté à Constantinople, dans ses mémoires, publiés il y a quelques années, s'exprime en ces termes sur l'appui qu'il avait rencontré auprès des représentants britanniques à Constantinople :

« Les représentants d'Angleterre et d'Italie m'ont félicité plus d'une fois sur les conditions 2e et 3e de l'accord (1). Le premier les qualifia de *splendides ;* le second les traita de *succès inespéré.*

Ces quelques traits témoignent de l'inconsistance qui caractérise l'action de la diplomatie européenne dans les Balkans, et lui fait changer d'objet et de plan au gré du moment. La Russie officielle simulait le mécontentement, bien qu'elle fût au fond très satisfaite qu'on tirât pour elle les marrons du feu. Mais lorsque, après quelque temps, le prince Alexandre, le héros de Slivnitza, fit preuve de sentiments russophobes, se refusant à devenir un instrument entre les mains des hommes d'Etat moscovites, il fut bientôt chassé par un complot auquel les agents de la Russie prêtèrent leur appui, et forcé de renoncer au trône bulgare.

Aussitôt, la reconnaissance du nouvel état de choses obtenue, les Bulgares, se sentant appuyés par la politique européenne, déclarèrent une guerre implacable à tout ce qui portait le nom d'Hellène dans leur pays. Les populations helléniques furent mises au ban de la loi. Les églises grecques, les écoles furent fermées ou envahies, la langue grecque, dès les premiers temps persécutée, fut officiellement proscrite en ces dernières années.

La violence s'exerce en plein jour contre la conscience des populations grecques, et cela sous les yeux des agents des grandes puissances. C'était un plan préconçu de mettre hors de combat les forces helléniques de la Roumélie, et ce plan fut mis en exécution avec succès.

Les moyens employés pour arriver à ce but considéré comme sacré

---

(1) Les stipulations auxquelles il est fait allusion sont les suivantes :

Art. 2. — Tant que Son Altesse observera à l'égard de la puissance suzeraine une conduite loyale et fidèle, tant qu'il emploiera ses efforts au maintien de l'ordre et de la sécurité dans la province autonome et à la prospérité des habitants de la Roumélie orientale, sa nomination en qualité de gouverneur général sera ratifiée directement par S. M. le Sultan par un firman renouvelé à l'expiration de chaque période quinquennale, déterminée par l'article 17 du même traité (le traité de Berlin).

Art. 3. — Aussi longtemps que l'administration de la Roumélie orientale et celle de la principauté de Bulgarie resteront réunies dans les mains d'une seule et même personne, le gouvernement ottoman administrera directement les villages musulmans du district de Kerdjali qui seront détachés de la Roumélie orientale ; il en sera de même pour les villages musulmans se trouvant dans les montagnes qui, jusqu'à ce jour, se trouvaient compris dans les limites de cette province. Ces modifications auront lieu en échange du droit qu'attribue au gouvernement impérial l'article 15 du traité de Berlin. Les travaux de délimitation de cette province et des villages susmentionnés seront confiés à une commission nommée par la Sublime Porte d'une part, par le prince Alexandre de l'autre ; les points stratégiques seront réservés au profit du gouvernement impérial.

par les patriotes bulgares sont aussi nombreux que variés. Il y en a qui ont un caractère officiel et légal. Dans cette première catégorie, on doit citer les mesures prises pour exclure les Hellènes de tous les corps électifs, non seulement du Sobranié, où l'élément grec n'est plus représenté, mais aussi des Conseils départementaux et communaux. Le moyen employé pour les communes où l'élément grec domine, celles, notamment, du littoral de la mer Noire, est bien simple : il consiste à leur adjoindre, pour former les circonscriptions électorales, des districts souvent éloignés et géographiquement distincts, uniquement parce que, peuplés de Bulgares, ils assurent à ceux-ci la suprématie dans les élections. C'est ainsi que les villes entièrement grecques d'Anchialos, Sozoupolis et Mésembrie n'arrivent pas à élire un député de leur nationalité, et qu'à Bourgas où, jusqu'aux dernières persécutions tout au moins, l'élément grec dominait, les autorités municipales elles-mêmes sont en majorité bulgares. La prospérité des communautés grecques est l'objet d'autres attaques non moins efficaces. Leurs intérêts matériels sont complètement négligés. Tandis que le territoire de la principauté tout entière se couvrait d'un réseau étendu de routes et de lignes ferrées, les villes d'Anchialos, de Mésembrie et de Sozoupolis, comptant pourtant parmi les rares hâvres que présente la côte inhospitalière de la mer Noire, n'étaient et ne sont encore reliées avec l'intérieur que par de vagues pistes serpentant dans les sables et les marais ; séparés du reste du pays, ces ports grecs sont condamnés au marasme et à la mort. Mais là ne se bornent pas les attentats dirigés contre la prospérité des communautés grecques ; les propriétés communales dont les revenus doivent subvenir aux dépenses de leurs écoles, de leurs églises, de leurs établissements de bienfaisance, sont incessamment exposées aux entreprises spoliatrices des Bulgares entraînant des procès ruineux qui, après avoir absorbé toutes les ressources de ces communautés, aboutissent, car on ne peut reprocher aux magistrats bulgares de manquer de patriotisme, à reconnaître les spoliations les plus manifestes.

Que dire enfin des vexations journalières dont les Grecs sont victimes de la part de leurs concitoyens bulgares ? Même dans le réduit sacré de leur foyer familial les Grecs ne sont pas à l'abri de ces persécutions inspirées autant par l'avidité que par le fanatisme national. Qu'il nous soit permis de citer un exemple à l'appui de ce que nous avançons. Il y a quelques années, un des membres les plus en vue de la communauté grecque de Philippopoli laissait, en mourant, sa fortune à ses filles, spécifiant dans son testament qu'elles ne devaient pas épouser des Bulgares. Mais ceux-ci n'entendaient pas laisser passer en d'autres mains des dots assez rondelettes ; des prétendants bulgares se présentèrent, jouissant de l'appui des autorités ; ils se firent agréer de force par la famille et par les jeunes filles terrorisées, et la clause du testament qui défendait ces mariages mixtes fut violée sans que personne osât s'y opposer, tellement on était sûr que les tribunaux n'auraient pas hésité à l'annuler s'ils avaient été saisis de l'affaire. C'est ainsi qu'une des familles grecques les plus patriotes de Philippopoli et de la Roumélie Orientale en général a disparu.

Ce n'est pas là un fait isolé. Malheur au père qui aurait refusé la main d'une de ses filles à un Bulgare qui l'aurait demandée : sa perte et celle de toute sa famille est décidée ; elle ne tarde guère et la ruine de sa maison sert d'exemple à ceux des Grecs qui voudraient se montrer récalcitrants à l'avenir.

La haine bulgare ne recule pas, comme l'on sait, devant l'assassinat, et les Grecs vivent sous un régime de terreur qui rappelle les jours les plus sombres de la tyrannie ottomane des premiers siècles de la conquête ; la nuit venue, ils doivent s'enfermer chez eux par crainte des patriotes ou des comitadjis en rupture de ban qui, au lieu d'opérer en Macédoine, trouvent plus commode et tout aussi méritoire d'attaquer les Grecs paisibles de Philippopoli et de Bourgas. Quelquefois, ces attaques prennent l'apparence d'exploits patriotiques. Un épisode qui eut lieu à Philippopoli, il y a trois ans, est fait pour montrer la manière dont les droits des populations grecques y sont respectés.

Les élèves de l'école grecque de cette ville passaient leurs examens de gymnastique. Tous les notables grecs aussi bien que les représentants de l'autorité assistaient à cette solennité. Les exercices gymnastiques obtinrent le plus grand succès ; les élèves y déployèrent beaucoup de force et d'adresse, et tout le monde fut d'accord pour louer leur belle prestance et leurs progrès dans l'athlétisme.

Ce succès et les éloges qu'il provoqua suffirent à réveiller la jalousie bulgare ; un article paru le lendemain dans un journal grec du pays porta cette jalousie à son comble. L'auteur de l'article, professeur au gymnase grec, fut attaqué par un parti de patriotes exaltés dans un des cafés les plus fréquentés, et laissé pour mort. Aux réclamations des chefs de la communauté grecque, le préfet fit la réponse suivante qui caractérise bien la situation des Grecs dans ces pays :

« Mais n'était-ce pas téméraire, dit le préfet, de donner tant de solennité à vos examens ? Si vous étiez en Turquie, cela vous serait-il permis ? »

Les notables de Philippopoli, outrés par cette réponse du représentant de l'autorité : « Pardon, Monsieur le préfet, dirent-ils, vous faites erreur en nous prenant pour des rayas. La loi organique de la Roumélie Orientale dispose que tous les habitants, en dehors de toute question de race, jouissent des mêmes droits, et personne n'a pouvoir pour frustrer les populations grecques de leurs droits naturels. »

Le préfet fit mine de se laisser convaincre, mais aucun des auteurs de l'attentat ne fut puni. La seule conséquence de cet épisode fut que le malheureux professeur dut, aussitôt guéri de ses blessures, quitter le pays pour ne pas recevoir de nouvelles marques du patriotisme bulgare, édifié, comme il l'était, sur l'impartialité de la justice de ce pays.

La haine bulgare dépasse quelquefois les bornes de la férocité pour tomber dans l'absurde et le ridicule. Dans la ville grecque de Bourgas il existe un café qui s'intitule « Antihellénisme » ; tout Bulgare qui se respecte est tenu d'y fréquenter, et sous l'œil bienveillant des autorités l'assistance vocifère des chansons soi disant nationales, pleines d'injures et de provocations et dont la plus modérée annonce et glorifie le massacre des Grecs et l'abolition de leur tyrannie (!) On voit que la valeur des termes est bien changée dans ces chansons.

Un autre exemple de ces sentiments de haine bas et vils nous est fourni par un journal de Sofia, la *Narodni Bulgaria :* dans une chronique de Philippopoli parue dans ce journal nous trouvons ce passage : « Les réunions d'hiver ont commencé au Club militaire de notre ville. Comme toujours, les Grecs et les Juifs occupent la première place parmi les invités, et la langue qu'on y parle est le grec. Nous ne pensons pas que dans un autre club on manifeste une telle préférence pour ces deux *éléments répugnants*. Il est consolant, en cette circonstance, que, d'après nos informations, tous les

officiers aient protesté dans le livre du club contre l'invitation des Grecs et des Juifs. Il n'y a que ceux qui sont chargés de ces invitations, les colonels Doloff et Botcheff, qui aient exprimé un avis contraire à celui de toute la garnison, étant donné, d'ailleurs, que le premier a son cœur en Palestine et le second à Athènes. Heureux les Grecs qui ont pour agents de l'hellénisme des colonels bulgares. »

Laissant de côté ces commérages des journaux dits patriotiques, nous plublions quelques passages d'un article paru dans le journal grec *les Nouvelles de l'Hémus*, sous le titre de « Opprimés », passages qui semblent résumer fidèlement la situation où se débat l'hellénisme en Bulgarie : « Nos églises, nos écoles, nos fortunes, notre gagne-pain sont à la merci d'hommes sortis des bas-fonds de la politique. Une communauté grecque veut-elle faire construire une école, elle doit accepter les offres du premier entrepreneur qui se présente, fussent-elles inacceptables, au risque, le bâtiment une fois terminé, de le voir saisir par les autorités, sous prétexte qu'il est construit sur terrain bulgare. Une maison appartenant à la communauté grecque est louée au plus simple des Bulgares. Si la communauté veut lui donner congé, soit pour y faire des réparations, soit pour l'affecter à un autre usage, ce vulgaire locataire bulgare se change en un grand patriote et, aidé du clergé bulgare et des fidèles, il s'empare de l'immeuble. Lorsqu'un Grec veut exercer quelque métier ou bien donner de l'extension à quelque entreprise, la Commission des impôts surgit et le ruine en lui imposant des taxes écrasantes parce qu'il est Grec. Devant les tribunaux, les témoins et avocats bulgares s'efforcent d'influencer la justice et soutiennent que dans les conflits entre Grecs et Bulgares ces derniers doivent avoir le dessus. Les Grecs, à l'égal des autres citoyens, payent des taxes scolaires pour un montant de 100.000 fr. ; pourtant leurs écoles ne reçoivent pas un sou des subventions dont jouissent les écoles de toutes les autres communautés. La censure la plus tracassière est en outre exercée sur les livres d'enseignement, et de telles conditions sont exigées pour la nomination du personnel enseignant que le recrutement en devient des plus difficiles. Si nous voulons donner quelque solennité aux fêtes scolaires, nous provoquons des persécutions ; des professeurs et des journalistes pris de boisson attaquent la nuit tous les Grecs qu'ils rencontrent dans la rue ou au café... Lorsque Tatardjieff, membre de ce qu'on veut appeler l'Organisation intérieure en Macédoine, fut arrêté à Athènes comme instigateur des troubles dont pâtissent les populations macédoniennes, c'est nous autres, habitants paisibles de Bulgarie, qui n'étions pour rien dans cette arrestation, qui en payâmes les frais. Les Bulgares prétendent que cette arrestation était illégale, que Tatardjieff n'était membre d'aucune société révolutionnaire, et c'est sur les Grecs qu'ils se vengent, les chassant des tribunaux, de l'armée, de l'administration, de tous les emplois dans lesquels ils rendaient des services appréciés ; mais la haine aveugle préside aux procédés des Bulgares envers nous, en vain réclamons-nous la justice la plus élémentaire, celle que les nations conquérantes elles-mêmes, fussent-elles les plus barbares, ne refusent pas aux peuples conquis par le glaive... Pourquoi les Bulgares font-ils main basse sur les couvents, sur les églises, sur les biens ecclésiastiques, à Pyrgos, Varna, Stenimachos, Haskovo et autres lieux ? Est-ce parce qu'ils ont besoin d'églises ou de monastères ? Non, ne vous y trompez pas, c'est parce que ces églises et ces

couvents sont grecs. Ce ne sont pas là de simples spoliations, ce sont les premiers jalons de l'anéantissement progressif de l'élément grec en Bulgarie. »

Les protecteurs de la Bulgarie ne sont pas sans porter quelque responsabilité dans l'état de choses actuel et l'accueil bienveillant fait à Saint-Pétersbourg par le comte Lamsdorf, alors chancelier de l'empire, au représentant du Comité d'organisation intérieure en Macédoine au trop fameux Tatardjieff, montrant avec quelle indulgence, pour ne pas dire avec quelle bienveillance, étaient jugés les crimes bulgares en cette province, n'a pas été étranger à la genèse des événements qui ont ensanglanté l'année dernière les villes grecques de Bulgarie. Dès lors, faisant allusion à cette attitude de la Russie officielle dans une étude parue dans l'*Hellenismos*, nous en indiquions les conséquences désastreuses : « Que peuvent faire les Grecs, disionsnous, pour sortir de la situation lamentable qui leur est créée avec l'encouragement de protecteurs si haut placés ? Devront-ils se soumettre ? Ils ont maintenu pendant trop longtemps leur foi nationale pour l'abandonner de sitôt. Devront-ils fuir, à la recherche d'une terre moins inhospitalière ? » Je ne savais pas alors que mes prédictions se réaliseraient en si peu d'années, que des milliers de foyers, à l'heure qu'il est, seraient désertés, que des milliers d'existences se traîneraient sur les voies de l'exil.

Avant de clore ce récit des souffrances des Grecs en Roumélie Orientale, qu'il me soit permis, après avoir fait état de toutes les vexations dont ils sont victimes, d'illustrer la manière dont leurs oppresseurs s'y prennent pour se les assimiler et les fondre dans l'élément bulgare. Les faits que je vais raconter se passent dans l'antique ville de Méssembrie, qui fut le boulevard de l'empire byzantin, contre les hordes bulgares, ville restée complètement grecque jusqu'à nos jours. Des écoles grecques y sont entretenues à grand'peine par une population appauvrie, mais les Bulgares y ont ouvert une école enfantine, et ils s'efforcent d'y attirer les enfants des habitants.

Le 11 mars 1898, à l'occasion de la fête de Cyrille et de Methodius, les moines byzantins qui ont converti les Slaves au christianisme, une solennité scolaire eut lieu à l'école bulgare de Méssembrie. Les petits élèves, tous Grecs, devaient chanter des chants patriotiques bulgares célébrant les hauts faits de Krumm et du tzar Syméon contre leurs ancêtres, ces ennemis séculaires de la Bulgarie, et l'empereur de Byzance était représenté courbant le front devant le chef des envahisseurs et lui demandant de prendre son or mais de lui laisser le trône. Une des institutrices, aux mœurs rien moins qu'austères, à ce qu'assuraient les habitants, prononça un discours plein d'invectives grossières contre les Grecs qu'elle traitait de fourbes et de dépravés. Voilà ce que les petits élèves étaient obligés d'entendre, et tels sont les moyens doux employés par les Bulgares quand ils n'ont pas recours aux violences et aux procédés d'extermination.

D'ailleurs, pour être juste, il faut reconnaître que si les Grecs, étant de beaucoup l'élément le plus actif et le plus industrieux en Bulgarie, portent le plus ombrage à la race dominante et sont plus exposés à être molestés, ils ne sont pas seuls à souffrir de la xenophobie bulgare. Les musulmans ne sont guère mieux traités, ce que, d'ailleurs, prouve surabondamment l'émigration musulmane. Celle-ci a pris en ces derniers temps les proportions d'un exode, privant la principauté de ses populations agricoles les plus laborieuses. Voici

ce qu'écrivait naguère le journal turc *Haïret* paraissant à Philippopoli, pour expliquer cette émigration : « Il nous faut chercher dans une large mesure les motifs qui poussent les musulmans à s'expatrier dans les démonstrations hostiles dont ils sont l'objet, en ces deux dernières années surtout. Dernièrement, à la veille de la Noël, la porte de la mosquée est brisée à Philippopoli ; une bande de perturbateurs se précipite à l'intérieur, saccage lustres, lampes, candélabres, et en jonche le sol. On arrête les auteurs de cette profanation qui sont des soldats, mais la justice considère l'acte incriminé comme une simple plaisanterie et relâche purement et simplement les inculpés. Les muezzins, chantant du haut du minaret, sont grossièrement insultés, les carreaux des mosquées sont brisés à coups de pierres, les auteurs sont dénoncés, mais aucune poursuite n'est intentée contre eux. Voilà pourquoi les Turcs émigrent. Ils émigrent parce qu'ils voient le peu de cas qu'on fait de leurs droits, de leurs sentiments les plus sacrés. »

Les puissances européennes, comme si, dans un moment de lucidité, elles avaient prévu les excès qui allaient être commis par les Etats créés aux dépens de l'empire ottoman, s'étaient pourtant efforcées, dans les dispositions du traité de Berlin, d'assurer la liberté religieuse et intellectuelle à leurs populations si diverses et le respect du droit des minorités. Je tiens à reproduire ici celles des dispositions du traité de Berlin qui se rapportent tout particulièrement à cet objet.

L'article 4 § 2 du traité de Berlin s'exprime en ces termes :

« Dans les localités où les Bulgares sont mêlés à des populations turques, roumaines, grecques ou autres, il sera tenu compte des droits et des intérêts de ces populations en ce qui concerne les élections et l'élaboration du règlement organique. »

L'art. 5, § 2 et 3, ajoute :

« La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries dans quelque localité que ce soit.

« La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous les ressortissants de la Bulgarie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. »

Le « Statut organique de la Roumélie Orientale » qui est aussi un acte international discuté et sanctionné par les grandes puissances, est plus explicite encore (1). Les extraits suivants de cet acte permettront au lecteur de se rendre compte de l'illégalité des mesures prises contre les populations grecques, et du mépris témoigné par le gouvernement de la principauté pour les décisions de ces mêmes puissances dont il a continué à invoquer l'appui.

---

(1) Au bas de cet acte, avant les signatures de ceux qui l'ont rédigé, nous lisons ces lignes :

« Nous, commissaires des puissances signataires du traité conclu à Berlin, le 13 juillet 1878, proclamons et certifions que le Statut Organique contenant lesdites dispositions a été rédigé et sanctionné par nous en conformité de l'article XVIII dudit traité.

« En foi de quoi nous avons signé le présent Statut Organique et y avons apposé nos sceaux.

« Fait à Constantinople, le 14/26 avril 1879, le 4 du Djemazi ul evel 1286.

« *Signé* : Assim, Avreau, Von Braunschweig, Kallay, Ringkoutouly, Henri Drummond, Wolff, Bernoni, Tchereteloff. »

STATUT ORGANIQUE DE LA ROUMÉLIE ORIENTALE

Dispositions concernant les droits des citoyens.

« Art. 24. — Les indigènes de la Roumélie Orientale, sans distinction de race et de croyances religieuses, jouissent des mêmes droits. Les emplois, honneurs et fonctions publics leur sont également accessibles suivant leurs aptitudes, leur mérite et leur capacité.

« Art. 25. — Les emplois publics seront distribués avec équité, l'opinion de la majorité des habitants des différents districts sera prise en considération pour l'élection des fonctionnaires.

« Art. 30. — Tous les citoyens jouiront de la liberté individuelle Personne ne sera persécuté, arrêté, emprisonné ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté en dehors des cas prévus par la loi et selon les formalités prescrites.

« Art. 31. — Chacun aura accès à son juge naturel. La formation de comités spéciaux pour juger les causes pénales est prohibée.

« Art. 32. — Le domicile de tout citoyen de la Roumélie Orientale est inviolable. Les autorités ne sont pas autorisées à y pénétrer de leur propre gré, à moins d'observer les formalités prescrites et seulement dans les cas prévus par la loi.

Dispositions concernant les langues officielles.

« Art. 22. — Les principales langues du pays — le turc, le bulgare et le grec — seront employées dans la province aussi bien par les autorités que par les particuliers dans leurs rapports avec ces dernières, conformément aux règles suivantes :

« Les autorités administratives et judiciaires des départements, des provinces et des districts emploieront dans les sentences des tribunaux, dans la correspondance et les publications officielles, la langue qui est celle de la majorité de la population dans le district respectif, à moins que la minorité des habitants ne soit au moins égale à la moitié de cette majorité.

« En ce dernier cas, la langue de la minorité aura droit à être employée dans la même mesure que celle de ladite majorité.

« Les autorités administratives et judiciaires, centrales et provinciales, dans leur correspondance avec les autorités subalternes de leur ressort feront usage de la langue parlée par la majorité des habitants dans les districts des autorités subalternes en question.

« Le turc sera la langue officielle de la Roumélie Orientale dans ses relations avec la Sublime-Porte et les autres parties de l'empire.

« Les lois qui seront, à l'avenir, publiées dans la capitale, les ordonnances, circulaires et autres publications du gouverneur général, aussi bien que celles du secrétaire général et des directeurs généraux affectant la toparchie tout entière, seront rédigées en turc, en bulgare et en grec.

« Dans les tribunaux, les citoyens auront le droit d'employer l'une des trois langues principales à leur choix.

« Toute sentence de n'importe quel tribunal sera officiellement traduite dans celle des trois langues principales qui sera choisie par la partie intéressée, à la requête de laquelle la traduction sera effectuée.

« Art. 75, § 4. — Quinze ans après la promulgation du statut organique, tout citoyen qui, ayant atteint sa majorité, réclamera l'exercice des droits politiques, devra, en plus des conditions susmentionnées, savoir lire et écrire dans l'une des trois langues ci-dessus.

« Art. 77. — Tout membre de l'Assemblée provinciale pourra employer dans ses discours, dans les notices, propositions et documents relatifs à l'exercice de ses fonctions, une des trois langues susmentionnées.

Education et écoles.

« Art. 38. — L'éducation sera libre. La liberté de l'éducation sera exercée conformément aux règles concernant les aptitudes et la moralité telles qu'elles sont prescrites par la loi et sous le contrôle des autorités en ce qui regarde la moralité, l'ordre public et le respect des lois de l'Etat.

« Art. 39. — Chacun aura le droit d'exprimer ses opinions verbalement, par écrit ou par la presse, pourvu qu'il se conforme aux lois.

« Art. 344. — Les différentes communautés seront obligées de pourvoir aux frais qui sont actuellement à leur charge pour l'entretien de leurs établissements d'éducation et de bienfaisance.

« Art. 347. — Les frais d'établissement et d'entretien des écoles primaires et supérieures sont à la charge des communautés religieuses.

« L'administration intérieure et spéciale des écoles ainsi que la nomination des instituteurs appartiendront à la communauté religieuse qui pourvoit à leurs dépenses.

« Art. 348. — Au cas où une des communautés ne disposerait pas des fonds nécessaires pour l'établissement et l'entretien d'écoles primaires ou bien secondaires, là où ces dernières seraient reconnues nécessaires, une subvention spéciale pourra être accordée à ladite communauté avec l'approbation des autorités centrales du gouvernement.

« Art. 349. — De plus, dans le budget de chaque année, une somme sera réservée pour être employée en secours aux écoles.

« La distribution de cette somme sera faite par un règlement d'administration publique et sera effectuée de telle sorte que les subventions accordées aux communautés religieuses conformément au présent article et à ceux qui précèdent, correspondent autant que possible aux proportions dans lesquelles ces communautés participen aux charges du gouvernement central.

« Art. 356. — La haute surveillance des établissements d'instruction publique et des écoles privées appartiendra au directeur de l'Instruction publique qui devra l'exercer en conformité avec les lois et règlements par un nombre suffisant d'inspecteurs nommés dans chaque province.

« Ces inspecteurs seront choisis parmi les notables de la communauté religieuse dont ils devront inspecter les écoles.

« Art. 359. — Aucune communauté religieuse ne sera forcée à introduire dans ses écoles une langue autre que la sienne.

« Art. 360. — Toute communauté pourra introduire dans ses écoles

l'enseignement des langues qu'elle pourra juger utiles ; elle pourra, en outre, autoriser l'usage de ces langues dans l'enseignement de l'école.

Liberté religieuse. — Clergé. — Communautés religieuses

« Art. 28. — Chacun sera libre de professer sa propre religion et jouira d'une égale protection de la part des autorités dans l'exercice de son culte.

« Art. 29. — Personne ne sera forcé de participer de quelque manière que ce soit aux pratiques et aux cérémonies d'aucune religion ou d'observer ses fêtes.

« Art. 335. — Les communautés religieuses qui existent déjà légalement dans la Roumélie Orientale conserveront les droits, exemptions, privilèges et franchises dont elles jouissaient avant la guerre.

« Art. 337. — Le clergé des différentes confessions ne sera d'aucune façon privé dans la Roumélie Orientale des honneurs et des droits de préséance qui lui ont été accordés par les sultans.

« Art. 338. — Les religieux, pélerins et moines de toute nationalité voyageant ou séjournant temporairement dans la Roumélie Orientale jouiront des mêmes avantages que ceux qui sont reconnus aux membres indigènes du corps auquel ils appartiennent.

« Art. 339. — Les dispositions de l'article 62 du traité de Berlin, concernant la protection des personnes dont il est fait mention dans l'article ci-dessus et de leurs établissements religieux ou de bienfaisance, seront applicables également dans la Roumélie Orientale.

« Art. 69. — Le mufti, les chefs spirituels des cinq confessions chrétiennes et le grand-rabbin résidant dans la capitale seront membres de droit de l'Assemblée du gouvernement.

« Art. 106. — Les chefs des communautés religieuses faisant partie de l'Assemblée du gouvernement et qui ne seraient pas membres du comité permanent des dix, auront droit de participer, avec voix consultative, à celles des discussions du comité qui concerneraient les intérêts de leur communauté particulière.

« Le président du comité, trois jours au moins avant l'ouverture de ces discussions, devra en donner avis aux chefs des communautés religieuses intéressées à peine de nullité des résolutions qui auraient été prises en leur absence.

« Art. 125. — Chaque département aura un Conseil général qui élira dans son sein un comité départemental. Ce Conseil comprendra des membres de droit qui seront les chefs des trois communautés religieuses les plus importantes du département. Dans le département de Philippopoli, les chefs des quatre communautés religieuses les plus importantes feront partie du Conseil...

« Art. 183. — Dans chaque district rural dont tous les habitants appartiennent à la même communauté religieuse, il y aura un maire et un adjoint municipal.

« Art. 184. — Dans les districts ruraux dont les habitants seraient partagés entre deux ou plusieurs communautés religieuses, il sera établi autant de sections qu'il y aura de communautés. Chaque sec-

tion aura un maire et au besoin un adjoint, qui seront élus séparément par chaque section.

« ART. 187. — Pour chaque section des districts ruraux, il sera formé un Conseil des anciens dont les membres ne pourront être moins de quatre, ni plus de douze, selon l'importance du district.

« Les imans et les chefs religieux des communautés non musulmanes seront membres de droit du Conseil des anciens de leurs communautés respectives.

Biens des communautés religieuses.

« ART. 341. — Les communautés religieuses légalement existantes dans la Roumélie Orientale conserveront leurs propriétés mobilières et immobilières.

« Cette propriété immobilière ne pourra être expropriée que pour des raisons d'utilité publique dûment vérifiées, dans les cas et de la manière qui seraient prescrits par la loi, après indemnité préalable et suffisante.

« Les communautés en question ne pourront être privées de leur propriété mobilière, si ce n'est en vue de satisfaire à quelque nécessité supérieure de la santé publique.

« ART. 342. — Les communautés religieuses continueront à percevoir, avec l'aide et protection des autorités publiques, les contributions sanctionnées par la coutume en leur faveur... Les produits de ces contributions ne seront pas imposés.

« ART. 343. — Les immeubles consacrés à l'éducation ou à des œuvres de bienfaisance, et les résidences des membres des différents clergés, soit dans les villes, soit dans les campagnes, jouiront également de cette franchise d'imposition, aussi bien que les terrains sur lesquels s'élèvent ces bâtiments et ces habitations.

« Le même privilège sera accordé en ce qui concerne le mobilier des édifices consacrés au culte, à l'éducation publique ou aux œuvres de bienfaisance, aussi bien que celui qui est destiné à l'usage du clergé ou de toute autre personne appartenant au service de tout établissement religieux, scolaire ou philanthropique, à quelque titre que ce soit.

« ART. 486, § 1er. — Toute propriété donnant un revenu et qui est directement administrée ou louée pour une période déterminée par les communautés religieuses tant musulmanes que non musulmanes, ou par des institutions religieuses, scolaires ou de bienfaisance tant musulmanes que non musulmanes, sera conservée à ces communautés ou à ces institutions.

« § 2. — Les biens fonciers susmentionnés et ceux désignés pour la résidence des prêtres et des ministres des différentes religions reconnues ne seront pas susceptibles d'être saisis ou hypothéqués.

« § 3. — Toute propriété foncière, donnant un revenu, qui n'est pas directement administrée ou affermée pour une période déterminée par les communautés religieuses musulmanes ou non musulmanes, ou par les institutions religieuses scolaires ou de bienfaisance, musulmanes ou non musulmanes, dépendant de ces communautés, deviendra propriété libre des possesseurs légaux, actuels ou de leur ayant droit, qui seront tenus d'indemniser lesdites communautés religieuses

musulmanes ou autres, ou lesdites institutions religieuses, scolaires ou de bienfaisance, musulmanes ou autres.

« § 4. — Cette indemnité sera payée sous le contrôle du gouvernement central, dans les formes et aux conditions suivantes :

« § 5. — Le montant des indemnités payables aux communautés religieuses, musulmanes ou autres, ou aux institutions religieuses scolaires ou de bienfaisance, musulmanes ou autres, sera déterminé pour chaque propriété foncière par voie de capitalisation du revenu annuel payé par la propriété, de quelque nature et de quelque ordre que soit ce revenu, en y ajoutant l'estimation du droit de préemption de la propriété, calculé sur le droit de transfert existant en faveur de la communauté ou de l'institution religieuse, scolaire ou charitables, musulmane ou autre, en cas de transmission de la propriété par legs, vente, etc.

« § 6. — L'indemnité mentionnée dans le paragraphe précédent sera une somme ronde qui, exprimée en piastres or, sera divisible par cent.

« § 7. — La communauté religieuse, musulmane ou autre, qui devra être indemnisée recevra, jusqu'au moment où l'indemnité déterminée comme ci-dessus aura été acquittée, des obligations au porteur (en coupures de 100, 500, 1.000 et 10.000 piastres or) qui porteront un intérêt fixe et seront admises à toutes les Bourses de l'empire.

« En ce qui concerne la propriété foncière ou les legs faits aux mosquées qui ont un exécuteur spécial, ces obligations seront délivrées audit exécuteur.

« En ce qui concerne les biens administrés soit par le ministre de l'*Evkaf*, à Constantinople, soit par le patriarcat ou l'exarchat bulgare, ou par toute autre autorité religieuse, ces obligations seront délivrées audit ministre ou aux autorités susdites, le principal et les intérêts de chaque obligation étant garantis au porteur, en premier lieu par le Trésor du gouvernement central, deuxièmement par l'ensemble des biens fonciers rachetés, troisièmement et plus spécialement par la propriété foncière pour la libération de laquelle ledit bon aurait été émis.

« § 20. — Dans chaque département, une Commission sera formée sous la présidence d'un fonctionnaire spécialement désigné, et sera chargée : 1° d'enregistrer tous les biens fonciers consacrés et tous les legs faits aux mosquées, ainsi que le montant des dettes dues par chacun d'eux ; 2° de fixer le montant de l'indemnité à donner sous forme de bons aux communautés religieuses, musulmanes ou autres, ainsi qu'aux institutions religieuses scolaires ou charitables, musulmanes ou autres ; 3° de déterminer le montant des contributions payables par les détenteurs des biens-fonds libérés en conformité du paragraphe 9.

« § 40. — Contre ces décisions, appel pourra être fait devant la Cour de la chancellerie.

De la propriété en général.

« ART. 36. — Toute propriété est inviolable. Personne ne pourra être privé de sa propriété, si ce n'est pour des raisons d'utilité publique dûment vérifiées, et seulement dans les cas et avec les formalités prescrits par la loi, et après indemnité suffisante et préalable.

« Art. 37. — La confiscation des biens est interdite dans la Roumélie Orientale.

« Les biens des personnes légalement convaincues de contumace, soit avant, soit après la condamnation, ne pourront être confisqués.

Disposition finale.

« Art. 495. — Le présent statut organique ne pourra être modifié qu'à la suite d'une entente entre la Sublime-Porte et les autres puissances signataires du traité de Berlin conclu le 13 juillet 1878. Il est fait exception pour les articles compris dans les chapitres 12 et 13 (concernant la gendarmerie et la milice), à l'égard desquels cette même constitution prévoit qu'ils pourront être modifiés par une loi du gouvernement central. »

PERSÉCUTION DE L'ÉGLISE GRECQUE

Malheureusement, toutes ces dispositions, inspirées par l'esprit libéral des temps modernes et visant à assurer les droits de l'homme les plus essentiels, bien qu'elles fussent revêtues du sceau et de la garantie de l'Europe officielle, furent violées par les autorités bulgares. Elles ont été radicalement abrogées au cours des dernières persécutions pendant lesquelles le gouvernement bulgare collabora fraternellement avec la populace. Je citerai ici quelques-unes des principales violations de ces clauses. Contrairement à l'art. 5. chap. 3 du traité de Berlin, et aux art. 24, 28, 34 et 35 de la loi organique, il a été procédé à la confiscation systématique des églises et des biens monastiques dont nous donnons ici une liste dressée par diocèse.

I. — *Diocèse de Varna.*

1) Eglise de la Trinité.

2) Eglise de Saint-Athanase (village de Katritsi).

3) L'église du village Kara-Housséïn.

4) Une grande étendue de terres et un petit bois appartenant à l'église Saints-Pierre-et-Paul et situés près du village de Soudjoukli.

5) Le monastère de Saint-Dimitri, dans les environs de Varna, avec ses terres et ses vignobles, qui rapportaient 5.000 fr. de revenu annuellement à la communauté grecque de Varna.

6) Le monastère de Saint-Constantin, également dans les environs de Varna, avec son église et ses dépendances et 120 hectares de terres rapportant 5.000 fr. par an à la communauté.

II. — *Diocèse de Philippopoli.*

7) L'église de Notre-Dame, à Philippopoli, dont les Bulgares firent leur métropole.

8) L'église des Taxiarques, à Haskeuy, ainsi que les biens que cette communauté possédait à Philippopoli et toutes les richesses de l'église.

9) L'église de Sainte-Photiné, à Dermendéré.

10) L'église de Saint-Athanase, à Sténimacho.

11) L'église de la Zoodochos Pygé, de cette même ville, avec tous ses biens.

12) Le grand monastère patriarcal de Haskovo qui dépendait

directement du Partriarcat œcuménique, et qui fut reconnu lui appartenir par l'art. 10 du firman impérial du 27 février 1870, réglant les différends entre le Patriarcat et le nouvel Exarchat bulgare.

13) Les riches terres et les biens de ce monastère.

14) L'église de Sainte-Kyriaké, à Philippopoli.

15) Le monastère de la Trinité, à Kravakli.

16) Les dépendances de l'église de Saint-Georges, à Sténimacho.

III. — *Diocèse d'Anchialo et de Messembrie.*

17) Le monastère de Sainte-Anastasie Pharmacolytria avec tous ses biens.

18) L'église byzantine de Saint-Georges et des Saints Anargyres. (Celle-ci cependant fut restituée à la communauté grecque à la suite des démarches énergiques du Patriarcat œcuménique et du gouvernement hellénique.)

L'art. 347 de la loi organique stipule que les dépenses pour l'entretien des écoles primaires et des lycées sont à la charge des communautés religieuses. L'art 348 dispose que si une communauté manque de ressources suffisantes pour la fondation et l'entretien de ses écoles, le budget et la province sont tenus de lui fournir une subvention à cet effet. Cependant, le gouvernement bulgare, tout en imposant de lourdes taxes spécialement affectées aux dépenses d'instruction publique, taxes que les Grecs acquittent régulièrement, et bien que l'art. 25, comme nous l'avons vu, exige la répartition proportionnelle du produit de ces taxes entre les écoles des différentes communautés, les établissements scolaires grecs n'ont jamais reçu de subventions, tandis qu'au contraire les écoles bulgares, aussi bien que les écoles turques et israélites, en reçoivent régulièrement et de très importantes. Les Bulgares cependant, non contents de combattre ainsi indirectement l'école grecque, résolurent de frapper un grand coup. Contrairement à l'art. 38 de la loi organique qui assure la liberté de l'enseignement, le Sobranié, sous le gouvernement de Stambouloff, en 1891, vota un projet de loi d'après lequel les parents grecs sont tenus d'envoyer leurs enfants âgés de 6 à 12 ans aux écoles bulgares. Les enfants ne pourront fréquenter les écoles grecques qu'après avoir accompli cette période d'instruction obligatoire en bulgare. Cette loi, qui aurait porté un coup mortel à l'enseignement grec, n'a pu encore être mise à exécution, malgré le désir de son promoteur et des ministères Ivantchoff, Karavéloff et Daneff ; elle reste en attendant suspendue au-dessus des populations grecques de la Bulgarie, telle une épée de Damoclès. Le gouvernement de la principauté, en effet, n'osant pas violer ouvertement un article aussi précis de la loi organique, chercha à le déformer. Il offrit aux Grecs de subventionner leurs écoles, ce qu'il leur refusait jusqu'à ce jour, à condition qu'ils acceptassent l'application de la loi de 1891. En même temps, une circulaire de l'inspecteur des écoles bulgares de Bourgas imposait aux écoles grecques 34 heures d'enseignement en langue bulgare par semaine, ce qui rendait impossible l'enseignement du grec. Les autorités condamnèrent à de fortes amendes les paysans grecs de nombreux villages du district de Bourgas qui ne voulaient pas se conformer aux dispositions arbitraires de cette circulaire. Enfin, malgré l'inviolabilité de la propriété, assurée par les art. 34, 35 et 36 de la loi organique, les Bulgares se sont emparés à diverses reprises, même

avant les dernières persécutions, des écoles grecques de Hascovo, de Dermendere, et d'une foule de villes et de villages, après en avoir maltraité et chassé les instituteurs. Dans le village grec d'Aspros, les autorités bulgares ont procédé avec plus d'astuce : ils persuadèrent au Conseil municipal de demander une subvention gouvernementale pour leur école ; elle leur fut accordée à condition que le gouvernement nommerait les instituteurs grecs. Les villageois accédèrent à ces conditions, ne soupçonnant pas le piège. La première année, les choses allèrent à souhait, mais dès la seconde, des instituteurs bulgares furent nommés pour enseigner dans leur propre langue, et l'année suivante l'enseignement de la langue grecque fut complètement supprimé ; le tour était joué, les habitants d'Aspros furent privés de leur école, et il leur fut signifié que s'ils tenaient absolument à donner à leurs enfants l'enseignement en grec, ils n'avaient qu'à bâtir un autre édifice scolaire. Ce conseil était d'autant plus inapplicable que la communauté avait été frustrée d'une grande partie de ses revenus par des procédés d'une illégalité flagrante.

Depuis les événements de l'année dernière, le gouvernement ne se croit plus tenu d'user de voies aussi tortueuses, et sous divers prétextes il s'est emparé des écoles des villes grecques du littoral et des magnifiques établissements scolaires de Philippopoli ; mais nous reparlerons bientôt de ces récentes spoliations.

Tous ces actes illégaux et arbitraires n'ont pas semblé suffisants pour combattre l'usage du grec dans la Roumélie Orientale, d'autres mesures ont été prises tendant au même but. C'est ainsi que l'usage d'inscriptions et d'enseignes en grec dans les villes grecques a été soumis à des taxes exorbitantes ; de même l'entrée des journaux grecs dans la principauté a été dernièrement interdit. Voilà ce qu'est devenue la liberté des différentes races et l'égalité des langues que l'Europe avait tenu à assurer par les dispositions judicieuses de la loi organique de la Roumélie Orientale. Nous ne parlons que pour mémoire des travestissements ridicules que les Bulgares ont imposés aux noms grecs des villes de la principauté, noms qui s'étaient conservés intacts à travers les siècles, appelant Philippopoli du nom de Plovdiv, et changeant Sténimachos en Assenograd.

Laissant de côté les spoliations anciennes et nous limitant à celles qui ont accompagné les persécutions de l'année dernière, nous pouvons les diviser en 3 catégories d'après la nature des biens appartenant aux communautés grecques, et qui leur ont été ravis, et selon qu'il s'agit d'édifices religieux, tels que les églises et les couvents, d'édifices scolaires ou de propriétés de rapport.

Parmi les édifices du culte dont les Bulgares se sont emparés, nous pouvons citer les suivants : A Philippopoli, la cathédrale Hagia Marina, avec l'archevêché y attenant, qui fut confisquée et placée sous l'invocation de Saint-Czar Boris, ainsi que les trois autres grandes églises grecques de Saint-Charalampos, Saint-Démétrius et Saint-Constantin, qui furent changées en prophète Elie, Alexandre Newski et Euthymius le Patriarche. En ce qui concerne ces deux derniers édifices les autorités en avaient promis la restitution, mais elles se sont bien gardées de tenir leurs promesses. La petite chapelle particulière de Saint-Denis a été rendue.

A Sténimachos, les églises de la Trinité, de Panagia et de Saint-Nicolas furent confisquées, celle de Saint-Georges fut abandonnée.

A Tatar-Pazardjik, l'église de la Transfiguration fut transformée en Saints-Cyrille et Méthodius. A Péristera, les Bulgares se sont emparés de l'église de la Panagia, à Couklaina de celles de Saint-Athanase et de Saint-Théodore ; enfin, à Anchialos, ils ont détruit la cathédrale en y mettant le feu.

Parmi les couvents usurpés, citons celui de Saint-Georges à Velastina, des Saints-Anargyroi à Couklaina, de Saint-Cerycus à Vodena ; toutes ces localités sont situées à une petite distance de Philippopoli. Le couvent de Saint-Georges, situé aux portes d'Anchialos, a subi le même sort.

Si nous passons aux édifices scolaires, nous pouvons dire que les Bulgares ont fait main basse sur tous ceux qui avaient quelque importance, fondés pour la plupart par la générosité de riches Hellènes originaires des communautés grecques de la Roumélie. C'est ainsi qu'à Philippopoli l'admirable lycée *Maraslis* a été confisqué. Le lycée de jeunes filles, fondé grâce à la générosité du même donateur, a été restitué depuis. Les Bulgares se sont en outre emparés des écoles de Saint-Constantin et de Sainte-Marina, de l'école primaire pour jeunes filles, d'un pensionnat pour jeunes filles, d'un autre pour garçons.

A Sténimacho, le lycée des « Taxiarques » et le lycée de jeunes filles furent confisqué. L'école communale de Tsiprohori fut détruite.

A Tatar-Pazardjik, l'école communale des garçons et celle des filles, l'école communale de Péristera et celle de Couklaina furent également confisquées.

Des propriétés appartenant aux communautés grecques de Philippopoli et leur rapportant 8.000 fr. de revenu annuel passèrent aux mains des Bulgares ainsi que des vignobles et des maisons appartenant aux églises, à Sténimacho.

III

LES MANIFESTATIONS ANTIHELLÉNIQUES EN BULGARIE

Cet esprit de haine manifesté en ces dernières années par le peuple bulgare à l'égard des populations grecques et de tout ce qui touche à l'hellénisme est dû en grande partie à l'action de l'enseignement scolaire en Bulgarie. Dès l'école primaire, les enfants apprennent à détester tout ce qui est grec, et une de leurs chansons a pour refrain : « C'est vous qui le Grec tuerez ». Plus tard, on leur enseignera que le Grec est l'ennemi héréditaire, que l'histoire grecque est une suite de crimes et de défaites, que les Grecs ont usurpé la gloire d'Alexandre, lequel était un Bulgare, ainsi, du reste, qu'Aristote, et on leur démontrera que l'histoire bulgare est pleine de faits glorieux et que la race bulgare est appelée à exterminer la nation grecque corrompue et malfaisante. Il ne se passe pas de fête patriotique sans que les Grecs n'y soient insultés, et ce qui est plus fort, le fanatisme bulgare s'est placé sous le patronage de deux saints de race grecque, saint Cyrille et saint Méthodius qui, pour avoir eu la malencontreuse idée de prêcher le christianisme parmi les peuples barbares de la péninsule balkanique et d'avoir même doté les Slaves de leur alphabet, se voient aujourd'hui glorifiés par les Bulgares comme les véritables apôtres du bulgarisme intransigeant ; leur fête, le 14 février, qui est aussi la fête des écoles dans toute la Bulgarie, est chaque année le signal de manifestations violentes au cours desquelles les pires injures sont lancées contre l'hellénisme et les Grecs de Bulgarie. La résistance opposée par les populations grecques de Macédoine aux agressions des bandes bulgares mit le comble à la fureur bulgare qui dès lors décida de se venger sur les paisibles populations grecques de la Roumélie orientale. Le printemps de 1906 fut marqué par une recrudescence de l'action des bandes gréco-macédoniennes qui réussirent, dans certains districts, à mettre un terme aux atrocités commises par les bandes bulgares, lesquelles se voyaient forcées de se réfugier dans la principauté ; le prestige de la Bulgarie baissait, on commençait à parler en Europe de la force de l'hellénisme, de ses droits en Macédoine. C'en était trop pour les patriotes de Sofia. Des meetings furent organisés dans toutes les villes et des orateurs y prêchaient en termes enflammés l'extermination de tout ce qui est grec.

Pour montrer toute la violence des passions que ce mouvement souleva parmi la foule, il ne serait peut-être pas inutile de mettre sous

les yeux du lecteur le texte de quelques-unes des résolutions prises dans ces assemblées patriotiques.

Le meeting tenu à Sofia le 23 juillet 1906 résolut de soumettre au gouvernement princier une adresse le priant :

1° De rompre les relations diplomatiques avec la Grèce, en rappelant son agent diplomatique à Athènes, puisque le gouvernement hellénique envoie des bandes armées en Macédoine.

2° De confisquer toutes les églises grecques en Bulgarie parce qu'elles furent bâties avec l'argent bulgare.

3° De prendre des mesures oppressives contre les Hellènes établis dans la principauté, analogues à celles prises par la Roumanie, dans le but de les forcer à quitter le territoire.

La proclamation que le club du « Bulgare patriote » faisait distribuer vers la même époque parmi les habitants de la principauté est plus détaillée en ses exigences nationalistes. Elle est rédigée en ces termes :

« Frères,

« Le mouvement antihellénique, écho de l'énergie nationale, s'est répandu dans les coins les plus reculés et a mis fin à notre résignation aussi inexpliquée que coupable en face des méfaits de nos ennemis séculaires, les Grecs. Dans ces circonstances critiques, c'est un devoir sacré pour tous les patriotes de se donner la main en vue d'une action commune et fraternelle dans la lutte engagée ; celle-ci n'est encore qu'à ses commencements, elle exige une activité infatigable et incessante et réclame l'appui de tous si l'on veut qu'elle soit couronnée par un succès éclatant et par la victoire sur l'ennemi maudit de notre nation.

« Après le coup que nous lui aurons infligé en occupant ses écoles et ses églises (les nôtres puisqu'elles ont été fondées avec l'argent de nos pères et de nos ancêtres), et pour donner à ce coup son but initial, enfin pour faire sentir au Grec odieux qui vit en Bulgarie, qu'il doit se soumettre à ses lois, respecter le peuple qui lui donne l'hospitalité, le comité du club national du « Patriote bulgare » de Philippopoli proclame dès aujourd'hui le boycottage contre *les Grecs et contre tous les produits grecs*, et vous invite tous à suivre cet exemple patriotique.

« 1° N'appelez pas de docteur grec au chevet de votre malade, et ne prenez pas de médicaments dans les pharmacies grecques.

« 2° Ne recourez pas aux services d'un avocat grec pour la défense de vos droits.

« 3° Gardez-vous des commissionnaires grecs, de tous représentants grecs d'usines, fermes, sociétés, etc.

« 4° Evitez tout achat chez des commerçants ou des artisans grecs.

« 5° N'entrez pas en relations commerciales avec des Grecs commerçants en gros.

« 6° N'achetez pas le poisson crevé, les olives gâtées, les citrons moisis et tout ce que vend le commerçant grec.

« 7° N'achetez pas de graine de ver à soie aux Grecs ni ne leur vendez vos cocons dorés.

« 8° N'achetez pas les vins des îles, les vins sophistiqués, le vinaigre frelaté, le raki lorsqu'il est distillé par un Grec.

« 9° Ne vendez pas vos denrées aux commerçants grecs et à leurs représentants qui vous trompent à la mesure et dans les comptes.

« 10° Ne recevez dans vos usines, dans vos ateliers, dans vos établissements, ni ouvriers, ni employés de nationalité grecque. On ne peut en tirer d'autre profit que la dépravation et la trahison.

« Patriotes bulgares !

« Quittez dès ce jour tous les hôtels, restaurants, débits de vin et cafés dont les propriétaires et les gérants sont Grecs.

« Bulgares !

« La guerre ainsi déclarée aux Grecs, nous devons la mener jusqu'au bout, nous montrant dignes de nos ancêtres, pour l'honneur de notre mère la Bulgarie.

« Cette lutte sera l'unique satisfaction de nos malheureux frères que les antartes grecs massacrent impitoyablement, soutenus dans cette œuvre néfaste et entretenus par l'or gagné en Bulgarie.

« O Bulgares !

« Lorsque vous rencontrez un Grec, songez que vous êtes les descendants des Krumm, des Assen, des Syméon et des Samuel. N'oubliez pas que vous avez devant vous les descendants abâtardis de Basile le tueur de Bulgares.

« Frères !

« Soutenez par tous les moyens le boycottage de tout ce qui est grec, et jetez-vous avec ardeur dans la lutte contre des Phanariotes efféminés et dégénérés.

« Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons montrer que nous avons aussi une fierté et un amour-propre national.

« Le bureau du club national le *Patriote Bulgare*

à Philippopoli. »

Des proclamations dans le même sens furent affichées en plusieurs endroits de Philippopoli ; nous en extrayons quelques passages :

« Il est sévèrement défendu de parler la langue phanariote dans le jardin public, au restaurant, au café ou dans la rue..

« Turcs, Arméniens, Israélistes et autres, soutenez l'exclusion prononcée contre les Grecs et veillez sur son exécution. Conformez-vous aux ordres du peuple. Les récalcitrants sont poursuivis et sévèrement punis. »

« Ordre du peuple n° 4 :

« Arrêt du comité Rodolioubetz : « Après la punition des Grecs et « l'occupation de leurs écoles et de leurs églises, il est de notre devoir « de boycotter tout ce qui est grec ».

Suivent 11 articles dans lesquels il est interdit aux Bulgares d'avoir aucune communication avec les Grecs.

Nous citerons encore ici le programme de la ligue « le Patriote bulgare », tel qu'il a été exposé par M. Dragouleff, promoteur du mouvement antihellénique, dans le journal de Sofia *Dnevnik :*

« 1° La bulgarisation en règle des côtes de la mer Noire. Les deux foyers de l'hellénisme, Anchialos et Messemvria, devront être baptisés Syméonoffgrad et Kalogiannoffgrad, et on y attirera des popula-

tions bulgares de l'intérieur. Les pêcheries de Sozopolis et les salines d'Anchialos devront être confisquées et livrées pour l'exploitation à des Bulgares, afin de hâter l'émigration des Grecs.

« 2° Des mesures équivalentes devront être prises contre les Grecs de l'intérieur. La ville de Kavakly sera nommée Samonaloffgrad et des lois draconiennes devront obliger partout les Grecs à se faire naturaliser Bulgares.

« 3° Les Grecs étant en minorité devront être partout forcés de fréquenter les écoles bulgares.

« 4° On devra interdire, à l'avenir, l'installation des métropolites grecs dans le territoire de la principauté. »

Ce même programme fut développé par M. Dragouleff dans le meeting tenu à Varna le 6 septembre 1906, et fut incorporé dans l'adresse qui y fut votée.

Les résolutions prises par le *meeting national* réuni à Philippopoli ne s'inspirent pas de plus de justice ni de sentiments plus humains ; elles sont rédigées en ces termes :

« Aujourd'hui, 19 août 1906, nous, les représentants du peuple bulgare assemblés en meeting national à Philippopoli, déclarons ce qui suit :

« 1° La politique suivie par la Grèce, par le patriarcat œcuménique et par la Turquie tend à l'anéantissement de la race bulgare dans la Turquie d'Europe.

« 2° La patience, la douceur paisible et inaltérable dont ont fait preuve jusqu'à ce jour le peuple bulgare et son gouvernement, si nécessaires qu'elles soient en vue du développement de n'importe quel peuple, mais tout spécialement des peuples balkaniques, deviennent des sentiments criminels en face de la politique à laquelle nous venons de faire allusion, d'autant moins excusables qu'ils ne contribuent pas à assurer la paix, si désirable et si indispensable à la péninsule des Balkans.

« 3° La diplomatie européenne, sur laquelle le peuple bulgare fondait tant d'espoirs, non seulement s'est montrée incapable de mettre un frein à cette politique barbare, mais encore, par les réformes de Mürztseg et par tous ses actes, n'a fait que rendre plus mauvaise la situation des éléments bulgares dans la Turquie d'Europe, par suite des espérances qu'elle a fait naître et qui ont amené les Bulgares à déposer les armes et à abandonner leur œuvre de défense.

« 4° L'action de la Grèce, lorsqu'elle envoie des bandes d'assassins en Macédoine, trouve auprès de la Turquie non seulement de la tolérance, mais aussi des encouragements.

« 5° Pour tous ces motifs, le peuple bulgare et son gouvernement devront de toute nécessité abandonner la politique de paix, s'ils ne veulent voir les bras croisés, l'Europe et sa diplomatie cruelle assister, spectatrices calmes et indifférentes, à l'anéantissement d'une race paisible qui n'a d'autre crime que de vouloir rester bulgare et de se refuser à servir de pont vers la Méditerranée.

« En conséquence, les assistants prennent à l'unanimité les résolutions suivantes :

« I. Nous invitons le gouvernement :

« 1° A se lancer délibérément et ardemment dans la lutte afin d'arriver par tous les moyens à l'application de l'art. 23 du traité de Berlin.

« 2° A rompre les relations diplomatiques avec la Grèce afin de

prendre contre les ressortissants hellènes toutes les mesures de représailles autorisées par le droit des gens : expulsion, prohibition des marchandises grecques, etc.

« II. Nous soutenons :

« 1° Que les réformes de Müzsteg, fussent-elles même appliquées intégralement et consciencieusement, ne peuvent avoir d'autre résultat que l'affaiblissement et la destruction de l'élément bulgare, et sont impuissantes à rétablir la tranquillité des esprits.

« 2° Que le peuple bulgare a toujours fait preuve d'une grande tolérance envers les populations de diverses nationalités, habitant la Bulgarie, et nous exprimons nos regrets de ce que la politique inhumaine des Grecs et leurs provocations aient forcé certains d'entre nous à se départir de leur tolérance.

« 3° Nous invitons le peuple bulgare à venir en aide généreusement à ses frères opprimés qui luttent pour leur existence et pour la liberté, et à ne pas cesser la lutte en action qu'il n'ait obtenu l'application de l'article 23 du traité de Berlin. »

C'est là une des nombreuses proclamations antihelléniques qu'on répandait parmi le peuple en juillet 1906 et qui allaient bientôt faire éclater le mouvement, avec l'appui ou du moins la tolérance du gouvernement. Pourtant, quelques mois auparavant, aux premiers troubles dont Philippopoli et Sténimacho avaient été le théâtre, M. Petkoff, président du Conseil, s'empressa alors de les réprimer. Il critiquait même, du haut de la tribune du Sobranié, le mouvement antihellénique de Roumanie dans les termes suivants :

« Nous pouvons vous assurer que nous sommes en bonnes relations avec la Grèce. Le choix de M. Balabanoff, un ancien élève de l'Université d'Athènes, que nous avons nommé au poste d'agent diplomatique à Athènes, fait preuve du désir que nous avons de rester en bons termes avec la Grèce.

« Nous ne voudrions pas et nous n'avons pas l'intention de nous brouiller avec la Grèce à cause de ce qui peut se passer en Macédoine qui est une province de la Turquie quant à présent....

« A Philippopoli et à Sténimacho, des troubles ont eu lieu dûs au chauvinisme, à des rivalités politiques et aussi en partie au patriotisme macédonien ; on a essayé de piller certain café, mais j'ai donné des ordres au commandant de place pour le rétablisement de l'ordre et pour qu'il fasse garder les églises contre toute éventualité... Comment le gouvernement pourrait-il permettre que les Grecs de la principauté fussent molestés parce que les Grecs de Macédoine molestent nos frères de race ? Une telle conduite serait scandaleuse.

« Notre agent diplomatique se rendit un jour, en même temps que les représentants des puissances au ministère des Affaires étrangères à Athènes et fit des représentations au ministre au sujet des bandes d'insurgés qui pénétraient librement par la frontière grecque en Macédoine, en ajoutant que nombre de ces insurgés de retour de Macédoine circulaient dans les rues d'Athènes, etc. Le ministre grec répondit qu'en effet il y avait des insurgés à Athènes, mais qu'il y en avait également à Sofia. « Pourquoi, ajouta-t-il, votre gouvernement n'emprisonne-t-il pas Sarafoff ? » La réplique était juste. Si notre situation vis-à-vis de la Macédoine est délicate, elle l'est aussi à Athènes. Il est indubitable que les Grecs passent la frontière pour

combattre les Bulgares, mais nous ne pouvons nier que de notre côté les choses ne se passent de même. On ne doit cependant pas en inférer que nos relations avec la Grèce se soient refroidies. Officiellement, en tant qu'Etats, nous sommes en excellents termes, et rien n'est venu troubler nos bonnes relations. Je ne puis comprendre comment, sous prétexte que des Grecs en Macédoine commettent des iniquités, nous persécuterions les Grecs de Bulgarie respecteueux de nos lois, et nous nous exposerions aux risques d'une guerre. J'ai déjà dit que de même que le président du Conseil hellénique pouvait trouver à répondre à notre représentant concernant la formation des bandes grecques en Macédoine, notre premier ministre pourrait faire de même si le représentant de la Grèce se présentait à lui pour protester au même sujet... »

Cependant, les instincts brutaux de la populace bulgare ne purent être maîtrisés. Ils se manifestèrent bientôt à Varna. Le métropolite grec de cette ville étant décédé, son successeur fut désigné par le patriarcat de Constantinople et partit pour rejoindre le siège de son diocèse. A la nouvelle de son arrivée à Varna, les Bulgares décidèrent d'empêcher à tout prix son débarquement. La lettre suivante nous donne un récit fidèle des scènes violentes qui suivirent :

« Varna, le 4/17 juin 1906.

« Notre nouveau métropolite, Mgr Néophytos, était attendu hier dans notre ville. Les détails de sa réception avaient été réglés, et pour des raisons faciles à comprendre, nous avions pris nos mesures pour que tout se fît sans bruit et sans ostentation. A 6 heures du matin, le paquebot autrichien sur lequel il avait pris passage entra dans le port, et nous apprîmes alors que la police avait reçu des ordres pour empêcher le débarquement du métropolite. Aussitôt, deux des notables de notre communauté vont trouver le préfet qui les reçoit fort aimablement, mais leur dit de s'adresser aux ministères des Affaires étrangères et des Cultes. Ils envoyèrent immédiatement une dépêche, mais, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, c'est-à-dire pendant les 10 heures que le paquebot s'arrêta dans le port, ils attendirent en vain une réponse. Aucune instruction ne fut donnée de Sofia sur ce qu'il y avait à faire. Il était donc clair que c'est sur les ordres du gouvernement princier qu'on empêchait le métropolite de débarquer. Sur ces entrefaites, on avisa de ce qui se passait le consul de Grèce, M. Seliniadis, et le consul de Turquie, Ichsan, puisque la Porte, en qualité de puissance suzeraine, a le droit d'intervenir en ce qui concerne les droits des communautés. Mais déjà le crieur public invitait les citoyens, au son du tambour, à se rendre sur les quais devant le paquebot autrichien, pour protester contre l'arrivée de l'archevêque grec, dont les mains, criait-on, sont teintes de sang bulgare (!!!) et au besoin de mettre en pièces ce prélat, au cas où le gouvernement l'autoriserait à débarquer.

« Voilà ce que prêchaient les différents démagogues recrutés dans tous les rangs de la société bulgare. A cette occasion, un corps de pompiers reçut l'ordre de faire des manœuvres, en prenant pour thème l'incendie supposé des bâtiments qui entourent le port ou des navires qui s'y trouvent à l'ancre ! Le peuple, voyant courir les pompiers vers le port, se met à les suivre, ignorant ce qui se passait (plusieurs n'étaient pas au courant de la manifestation) ; une foule considérable était déjà massée sur les quais, composée de laitiers, de maraîchers,

de charbonniers, de portefaix, de commerçants, d'artisans et même de médecins et d'avocats ; un grand nombre de ces gens étaient des Bulgares macédoniens qui ne tardèrent pas à injurier et à provoquer les Grecs qui y étaient présents en petit nombre. Un Bulgare alla même jusqu'à bousculer brutalement le prêtre Eustathios, vieillard âgé de 75 ans. La police ne permit à aucun des Grecs de monter à bord, et l'archevêque restait sur le pont profondément surpris en même temps qu'affligé du spectacle de la foule furibonde qui se répandait en injures des plus grossières contre lui et les Hellènes. Les nôtres, peu nombreux, durent se retirer pour éviter de plus grands désordres. Le consul ottoman, repoussant les agents de la police, força le passage et put monter à bord où il s'efforça de consoler le métropolite, en lui donnant de l'espoir sur la possibilité qu'il aurait bientôt de débarquer. En effet, il fit des démarches auprès du préfet ; mais ce fut en vain ; ce fonctionnaire allégua pour excuser son inertie le manque d'instructions de la part du gouvernement princier. A 4 heures, le paquebot leva l'ancre, emmenant notre malheureux prélat à Soulina. »

Le métropolite rentra de là à Constantinople. L'agent diplomatique de Bulgarie dans cette ville exprima ses regrets au patriarche œcuménique et lui donna l'assurance qu'il ferait les démarches nécessaires auprès de son gouvernement pour le retour du métropolite à Varna. Le patriarcat eut le tort de se fier aux promesses du représentant de la Bulgarie, et Mgr Néophytos s'embarqua de nouveau, mais la réception que lui fit la foule bulgare à son arrivée à Varna fut cette fois bien pire que la première. Un témoin oculaire fait le récit suivant des scènes qui eurent lieu à cette occasion :

« Varna, le 6/21 juillet 1906.

« Hier, vers quatre heures de l'après-midi, le crieur public annonça aux roulements du tambour qu'une dépêche signalait l'arrivée du prélat grec pour le soir même. A cette nouvelle, tous les vrais patriotes bulgares, armés de bâtons, de massues, de barres de fer, de pierres ou de gourdins se portèrent en foule vers le port afin de remplir leur devoir de bons citoyens. Au nombre de cinq cents environ, ils se massèrent sur la jetée, attendant l'arrivée du paquebot. Vers six heures, le préfet, M. Charalambieff vint lui-même conjurer les manifestants de se disperser tranquillement, en les assurant que le métropolite ne devait arriver que le lendemain. Les manifestants se retirèrent, en effet, et rentrèrent en ville en formant un groupe compact auquel vinrent se joindre en route plusieurs autres groupes de Bulgares qui descendaient vers le port. Lorsque toute cette foule arriva devant l'église grecque de Saint-Nicolas, le service des vêpres étant terminé, les prêtres s'apprêtaient à partir ; à ce moment les Bulgares envahissent la cour de l'église, attaquent les prêtres à coups de revolvers en poussant des clameurs sauvages et se ruent dans l'église. Ils tombent sur les fidèles, les assomment à coups de matraques, de barres de fer, à coups de pieds et de poings, ils déchirent les soutanes des prêtres, leur arrachent cheveux et barbe. Ils traînent au dehors le chantre, M. Sarantoglon, à moitié mort. Le sacristain étant monté sur le clocher pour sonner la cloche d'alarme, ils le saisissent et le précipitent du haut du clocher sur le toit de l'église où d'autres brutes en fureur l'achèvent à coups de pieds et de bâtons et le jettent dans la rue ensanglanté et ne donnant plus signe de vie. Le prêtre Jean Karavatakis fut saisi par les cheveux, assommé et traîné par la barbe. Ses

bourreaux lui cognaient la tête par terre, le frappaient à coups de nerf de bœuf et l'auraient sûrement achevé si un officier bulgare qui se tenait là en spectateur, ayant par mégard reçu un coup, n'avait dégaîné et menacé les énergumènes, ce qui permit au malheureux prêtre d'échapper à une mort affreuse. Les envahisseurs entrèrent alors dans l'église, déchirèrent tous les livres sacrés et remplacèrent au-dessus de la porte l'inscription portant le nom de saint Nicolas par une planche où ils incrivirent les noms des saints Cyrille et Méthodius auxquels ils dédièrent l'église. »

« L'arrivée de Mgr Néophytos le lendemain donna lieu à de nouvelles scènes scandaleuses. La foule ne se contenta pas de lancer les pires injures contre le prélat, mais elle le lapida, et le poursuivant, le força à chercher refuge dans le navire qui l'avait amené et qui le ramena de nouveau à Constantinople. Les Bulgares habillèrent un âne de vêtements sacerdotaux et le promenèrent dans les rues de Varna en criant : « Le métropolite grec Néophytos ! » Ils occupèrent ensuite l'hôpital grec, la cathédrale de Saint-Athanase et les églises et écoles grecques des faubourgs de Cavarna et de Baldjik.

« Les événements de Varna furent le prologue de la tragédie sanglante qui devait se dérouler dans le reste de la principauté. Le 15/28 juillet, des appels furent affichés à Philippopoli invitant le peuple bulgare à se réunir le lendemain en un grand meeting antihellénique. Les organisateurs des manifestations de Varna, les frères Dragouleff, étaient depuis quelques jours sur les lieux et préparaient le mouvement. Les autorités averties assurèrent le consul de Grèce ainsi que le représentant de l'évêque grec alors absent, que toutes les mesures seraient prises afin que l'ordre ne fût pas troublé. Le meeting eut donc lieu le dimanche 16/29 juillet. Quatre orateurs y prirent la parole et firent l'apologie des événements de Varna. Ils demandèrent que le gouvernement de Sofia prît vis-à-vis des Hellènes, de l'industrie et du commerce grecs, les mêmes mesures que le gouvernement de Bucarest. La foule, en vociférant, se porta alors contre la résidence du métropolite grec. Le général commandant de place ainsi que l'adjoint au préfet étaient présents, mais ils se contentèrent de faire suivre les manifestants par l'armée et la police. A coups de hache, la foule enfonça les portes du palais épiscopal qui fut mis à sac. Meubles, livres, archives, tout fut détruit ou déchiré et lancé dans la rue. L'église métropolitaine fut en même temps envahie, et l'archimandrite Photios, vicaire archiépiscopal, outrageusement maltraité. Après avoir eu sa soutane déchirée et après avoir été dépouillé de sa montre et de son argent, il fut jeté à terre, et tandis qu'un individu, lui mettant un genou sur la poitrine, cherchant à l'étrangler et qu'un autre lui versait de l'eau sale dans la bouche, on lui criait de signer une déclaration par laquelle il céderait la métropole aux Bulgares. L'archimandrite s'y refusa et, apercevant un agent de police qui passait, réclama son aide et puis perdit connaissance. Ses bourreaux voulurent alors le jeter par la fenêtre lorsque enfin son cawass réussit à le tirer des mains de ces forcenés et à le faire transporter à l'hôpital allemand où, à force de soins, on réussit à le ramener à la vie. Les écoles grecques, la bibliothèque et le cercle furent à leur tour mis à sac par les manifestants. Les églises grecques furent toutes occupées de force par la foule. Une cinquantaine de magasins et la plupart des maisons grecques furent pillés et leurs propriétaires malmenés et blessés plus ou moins grièvement. L'avocat Maliadès, sujet

hellène, voyant sa maison envahie par la populace et sa propre vie menacée, fit feu et tua un Bulgare ; il fut aussitôt écharpé sous les yeux de quatre agents qui ne tentèrent même pas d'intervenir. Les dégâts s'élevèrent à un million environ pour la seule ville de Philippopoli. Des troubles eurent lieu les jours suivants dans les autres villes habitées par des Grecs. Le 17/30 juillet, c'était à Bourgas où les écoles et l'église furent envahies et saccagées par les manifestants. Des magasins et les sièges des associations helléniques furent pillés. Le 20 juillet/2 août, les mêmes scènes se reproduisent à Tatar-Pazardjik, et à Peristéra, dans les environs de Philippopoli, le couvent grec de Couclaina est occupé par les émeutiers. Le lendemain, c'est le tour des couvents des saints Anagyres, situés à deux heures de Philippopoli, et de Saint-Georges, près de Velastitza, qui furent confisqués. Ces deux monastères, ainsi que celui de Vodena, possédaient plusieurs hectares de champs et de vignes ainsi que des bois et du bétail.

« Ce même jour, à Philippopoli (nous tenons ces détails du préfet lui-même), le représentant du métropolite bulgare réclama au procureur général l'Evangile d'un grand prix de la cathédrale grecque (1) qui avait été confisqués, ainsi que les objets sauvés du pillage de la résidence du métropolite grec, et entre autres sa bibliothèque. Le procureur général et le commandant de la garnison, général Ivanoff (ce dernier après avoir reçu des instructions du ministère de la Guerre) donnèrent l'ordre de remettre ces objets au représentant du métropolite bulgare. La résidence de l'archevêque, qui était gardée par une force armée, fut livrée en même temps aux autorités ecclésiastiques bulgares.

« Le 22 juillet/4 août, le préfet de Philippopoli se rendit à Sténimachos et fit dire au médecin grec Doxiadès de venir le trouver pendant la nuit. Il lui conseilla alors d'user de son influence afin que l'église de la Trinité fût remise volontairement aux membres du comité, ce qui empêcherait de nouveaux désordres. Le préfet réussit du reste à obtenir du diacre les clés de l'église et y installa une garde de dix soldats.

« Les jours suivants de ce même mois de juillet 1906, le drapeau bulgare fut hissé sur l'église de Saint-Georges à Philippopoli et les livres et vases sacrés furent détruits. D'après les renseignements authentiques, il est prouvé que les portes de cette église ainsi que celles du lycée furent enfoncées par des officiers et soldats bulgares. Il est de plus incontestable que la police, l'artillerie de garde et la cavalerie bulgares envoyées pour la répression des émeutes prirent part à diverses reprises à la destruction des églises et des propriétés privées. Même lorsque les autorités ne prirent pas une part active, elles encouragèrent les émeutiers par le seul fait d'être restées des témoins impassibles de telles violences.

« Le lendemain du jour de cette dernière manifestation, l'officier bulgare Toteff qui avait été chargé de garder l'école centrale des filles et l'école des Archanges, remit ces deux écoles aux mains du comité qui avait organisé le mouvement antihellénique. Les autorités civiles n'essayent même pas de dissimuler la conduite de l'armée, peut-être dans l'espoir de justifier ainsi leur propre incapacité. Un haut fonctionnaire déclara à son retour de Sténimachos que les offi-

(1) Pendant l'attaque des églises, la foule creva les yeux de toutes les icônes dans la cathédrale, renversa la Sainte Table et réduisit en miettes les vases sacrés.

ciers ainsi que le commandant de la place général Ivanoff, étaient du parti de l'opposition et espéraient que ces émeutes feraient du tort au gouvernement. Et c'est pourquoi, tout en étant autorisés à faire feu sur les émeutiers, ils se contentèrent de donner une seule fois l'ordre aux troupes de tirer en l'air.

« Il est maintenant prouvé qu'à Philippopoli trois bandes d'une cinquantaine d'individus firent à elles seules tout le mal ; et le haut fonctionnaire précité répondit à ceux qui insistaient qu'une vingtaine d'agents auraient suffi pour rétablir l'ordre, qu'en effet les manifestants n'étaient pas plus de cent cinquante, mais que deux cents soldats au moins s'étaient joints à eux et avaient pris part aux désordres.

« Les troupes aidèrent les Bulgares qui détruisirent de fond en comble l'école primaire de Tsiprochori, occupèrent l'église de la Trinité ainsi que l'école enfantine y attenant, et envahirent ensuite l'école grecque des filles où ils donnèrent libre cours à leur fureur, brisant fenêtres et meubles et déchirant les livres et les papiers. La cavalerie, afin de prendre part à cette lâche récréation, sabrait les Grecs sans armes et les pourchassait dans la rue. L'infanterie se joignit ensuite à la cavalerie, un carré fut formé au centre duquel se trouvaient les émeutiers et tous ensemble procédèrent à la destruction et au pillage des magasins et des cafés de la ville.

« Les troupes intervinrent aussi pour permettre à la populace d'occuper l'église de Saint-Georges que les Grecs essayaient de défendre.

« L'école et la bibliothèque furent ensuite pillées et incendiées ainsi que toutes les autres écoles au nombre de sept, chacune à son tour, et les autres églises au nombre de huit. La foule détruisit après cela plusieurs maisons et des magasins, causant plus d'un million de dommages. »

Je le répète ici : ces troubles avaient été organisés par les cercles officiels et révolutionnaires de Sofia. Ils faisaient partie du programme de Sarafoff proclamé dans l'Europe entière qui cependant ne s'en était pas émue et n'avait pas protesté. C'était le programme de la destruction par le fer et par le feu de toutes les populations helléniques de la principauté, programme formulé en ces termes par la *Vetcherna Posta*, organe des révolutionnaires de Sofia, en décembre 1904 :

« Une race unique doit dominer dans les Balkans — la race bulgare. Dans ce but, l'hellénisme doit être chassé de la Roumélie Orientale aussi bien que de la Macédoine... L'extermination de la race hellène doit devenir un article de foi pour les Bulgares... L'hellénisme doit être attaqué dans son berceau même... Bulgares, n'oubliez pas votre devoir. »

Tous les comités révolutionnaires étaient animés de ces mêmes idées et proclamaient la guerre sainte contre tous les Hellènes de la principauté et de la Macédoine, en un mot, contre tout ce qui est grec. Ces faits sont connus de tous les étrangers résidant en Bulgarie et qui ont suivi la marche des événements. Ainsi que nous l'avons déjà dit, une enquête menée par des hommes impartiaux et qui ne sympathiseraient avec aucune des deux nations justifierait sûrement toutes les réclamations des Hellènes. Malgré l'apologie de ces atrocités faite en public par le prince Ferdinand, il s'est même trouvé plus d'un Bulgare sincère et honorable, tant à la Sobranié que dans la presse, pour les condamner. Nous insérons ici un discours du député Passareff ainsi que quelques extraits d'articles de la presse bulgare.

« Quelles sont les mesures prises par le gouvernement, s'écriait au lendemain des événements d'Anchialos, en plein Sobranié, M. Passareff, en vue d'empêcher les bandes grecques d'envahir la Macédoine et pour la défense de nos frères de race ? Quelles sont-elles ? Je ne vois rien. Certains trouvent qu'il faudrait user de représailles contre la Grèce. Ces représailles, cependant, seraient peut-être nuisibles aux intérêts de la Bulgarie. Et puis des représailles s'exerçant contre des citoyens bulgares de nationalité grecque seraient-elles plus excusables ? Je comprends que le gouvernement n'ait pas empêché les manifestations, mais je considère que c'est un crime de la part du ministre d'avoir permis les actes de vandalisme qui en furent la suite ; il doit porter la responsabilité d'avoir encouragé les émeutiers. Laissez-moi vous donner quelques exemples. Lorsque le débarquement du métropolite grec Néophytos à Varna fut empêché par les manifestants, quelques individus revêtirent un âne des vêtements sacerdotaux et le promenèrent par les rues. Qui suivait, croyez-vous, le cortège ? Plusieurs gendarmes qui étaient mêlés à la foule, et à la tête de la procession marchait le commissaire de police en personne !

« Pendant ces événements, le préfet demanda trois jours de suite des instructions au ministère mais n'eut aucune réponse.

« Nous savons aussi que les préfets de Philippopoli et de Bourgas quittèrent leurs sièges pour la campagne afin d'être éloignés pendant les troubles. Ces actes arbitraires de la part de la foule n'auraient pu avoir lieu dans aucun autre pays, ils auraient été impossibles en Bulgarie sans l'appui de la police, et par ces actes le prestige de la Bulgarie gagné par trente années d'efforts a été détruit en autant de jours.

« Comment cela se fait-il que les émeutes et le pillage des biens des Grecs n'aient plus eu lieu après le retour de voyage du ministre Petkoff et à la suite des mesures sévères prises par lui ? Répondez à ma question ! N'est-ce pas parce que pendant les premiers jours d'émeutes, les autorité protégèrent les émeutiers contre lesquels elles se virent plus tard forcées de sévir ? »

(*Plusieurs voix des bancs du gouvernement*) : « C'est l'opposition qui menait la foule, c'est elle qui est responsable des actes de vandalisme. »

Passareff. — Ceci ne vous justifie pas. Les autorités n'auraient pas dû permettre les attentats contre les biens des étrangers, et il n'est pas vrai que l'opposition ait fomenté les troubles. Qu'aurait-elle pu gagner à ces violences ? Quels avantages en sont résultés ? La possession de quelques églises ? Je le répète, ces événements ont discrédité la Bulgarie et déshonoré le gouvernement qui, s'il n'a pas été l'instigateur direct de ces événements, n'a du moins pas su les arrêter. »

Les paroles de ce député bulgare qui s'exprima avec tant de courage et de sincérité n'ont pas besoin de commentaires. Nous nous bornons à attirer sur elles l'attention de l'opinion publique de l'Europe.

Un des principaux journaux de la Bulgarie, le *Nova Epoca*, s'exprime ainsi : « L'attention de l'opinion publique est attirée par les détails qui nous parviennent sur les regrettables événements d'Anchialos. La destruction par l'incendie de la ville presque entière a été le résultat d'une manifestation patriotique. Il est triste de penser que tout ce mal a été commis au nom d'une agitation qui a pour programme la liberté de l'individu, l'immunité de la personne et la sûreté de l'existence par la civilisation.

« Le mouvement antihellénique dans ce pays qui s'est manifesté

avec une telle véhémence et une telle force n'est pas dû à un chauvinisme à outrance ne visant qu'à la destruction. L'idéal le plus élevé est une des bases de ce mouvement et en accroît la force et l'activité. C'est justement pour cela que ce mouvement ne doit pas être souillé de tels crimes. Il doit rester jusqu'à la fin ce qu'il était à ses débuts, idéal en son objet et inattaquable en sa pureté. Mais certains éléments fanatiques dans le pays en ont terni la beauté, et à Anchialos en ont totalement obscurci le sens. Le monde avait tout d'abord reconnu le caractère élevé des sentiments manifestés à Varna, et l'opinion, au dehors, était, même après les actes illégaux de Philippopoli, prête à approuver le mouvement s'il n'avait été suivi de la destruction d'Anchialos.

« L'enquête n'a pas encore révélé quels sont ceux qui doivent porter la responsabilité de cet horrible forfait, mais quel qu'en soit le résultat telle sera toujours la véritable qualification de l'événement. A l'étranger, le monde restera frappé par les premières apparences qui contrarieront notre cause, discréditeront la nation entière en même temps que les hommes qui, tout en ayant prévu les événements, n'ont pas eu la prudence de les prévenir. »

La conduite honteuse des Bulgares est certifiée amplement par ce fait que ce journal, tout en attaquant après ce qui précède les Grecs en termes peu mesurés, ne peut néanmoins qu'exprimer son horreur pour les actes de leurs adversaires. L'article se termine par la constatation qu'il serait difficile de réfuter les arguments d'un journal de Vienne qui déclare que les Bulgares sont aujourd'hui les auteurs et non plus les victimes des « atrocités bulgares ».

Un autre journal, le *Bulgaria*, écrit :

« Le gouvernement a permis à la légère la destruction complète d'une ville entière de la Bulgarie. Nous sommes honteux, nous rougissons d'être des Bulgares. Quelles qu'en soient les causes, cet événement sera une tache pour le nom et l'histoire de la Bulgarie. Le gouvernement actuel est seul responsable du triste sort d'Anchialos parce que cette petite ville, à la suite de la fatale résolution du gouvernement, avait été désignée comme la scène où devait se jouer l'effroyable tragédie préméditée.

« Le plan fut mis en œuvre d'une manière qui surpassa l'espoir des héroïques instigateurs du drame ; ceux-ci ne se trouvaient pas à Anchialos mais à Sofia et même hors des frontières, mais ils sont tous ici aujourd'hui, n'étant autres que nos gouvernants. Varna, Philippopoli, Pyrgos, Sténimacho, Sofia, Rustchuk, Anchialos, Sozopolis, etc., sont les centres voués à la violence et à la désolation. Les héros du présent ministère qui firent leur entrée en scène avec la conflagration de la Macédoine (le soulèvement de 1903) feront leur sortie au milieu des flammes, de l'anarchie et des désastres. »

Ce même journal ajoutait que « l'entière liberté pour les rassemblements que le général Petkoff préconise dans sa dernière circulaire aux autorités aggrave la responsabilité du gouvernement. Ceci encouragera la populace à se livrer dans un avenir prochain à de nouvelles violences. »

Les opinions exprimées dans ces articles proviennent d'une source évidente, la *Bulgaria* étant l'organe de l'ex-président du Conseil Daneff qui s'est à maintes reprises élevé contre les violences inutiles et les dangereux excès de ses compatriotes.

Le *Bourgaski Glas* publia l'article suivant qui rejette également la responsabilité des dégâts commis au préjudice des Grecs sur le gouvernement bulgare :

« Pourquoi les Grecs émigrent-ils ? Quels sont les coupables dans la question du second incendie à Anchialos ?

« Personne n'a approuvé les violences dont les Grecs ont été les victimes, violences tolérées par les autorités au moment des manifestations antihelléniques.

« Il n'est pas étonnant que des paroles amères aient été prononcées contre la Bulgarie à propos de ces excès par nos amis mêmes. Quant à nos ennemis, ils ont trouvé en ces violences matière à des accusations injustifiées contre tout ce qui est bulgare.

« Le gouvernement lui-même n'a pas donné une approbation formelle à ces actes, quoique tout le monde sût qu'il les avait tolérées. Les dépêches du ministre Petkoff relatives à cette question sont connues de tous. Mais personne ne croit en notre gouvernement.

« Pour sauver les apparences, il s'est vu obligé de prendre des mesures contre les émeutiers, et à ce propos il destitua quelques fonctionnaires, ordonna des poursuites contre les meneurs, éloigna des lieux les éléments séditieux et destitua les fonctionnaires responsables pour ne pas paraître avoir été de connivence avec eux.

« Notre opinion est que les paroles du gouvernement sont en contradiction avec ses actes. Quelle logique y a-t-il par exemple à remplacer le préfet de Bourgas par M. Zelkoff, ce même Zelkoff qui, remplaçant le préfet de Philippopoli et ayant à sa disposition une division entière d'infanterie et cent cinquante agents de police, n'empêcha pas les injustifiables attentats contre la propriété privée dont furent victimes les résidents grecs ? D'après la logique de la *Nov-Vek*, le gouvernement non seulement acquiesce à la façon d'agir de Zelkoff, mais il le récompense d'avoir toléré ces violences en l'élévant en grade et le nommant à la préfecture de Bourgas, qui est un des principaux centres grecs et où les plus grandes violences eurent lieu et sont encore commises ; nous sommes sûrs que les événements prouveront l'existence de cette collusion.

« Nous avons en vain espéré, après la destruction d'Anchialos, que l'on mettrait un terme à ces actes de violence ; le système seul est changé, et au lieu des attaques par bandes, on a inauguré la persécution individuelle et les assauts isolés. Une bande de criminels jouissant de la protection effective de la police et du gouvernement parcourt les villages grecs, dépouillant les habitants et les terrorisant par le fer et par le feu. Ce système est plus dangereux encore, parce que, en tenant les populations grecques dans un état de terreur perpétuelle, il les oblige à émigrer en masse. C'est en cela que nous trouvons les véritables causes de l'émigration des Grecs et non dans l'application de l'art. 10 de la loi sur l'enseignement. Cet article avait été imposé déjà à quelques villages (Bania, Ravelos, Yénikeni, Akrania, d'autres encore), sans que leurs habitants aient pensé à émigrer.

« La tyrannie des lois vexatoires et les amendes continuelles infligées aux paysans ne sont pas non plus les causes de l'émigration, quoi qu'en disent les Grecs ; celle-ci est bien le résultat du système de terrorisations et de violences que les Grecs ont eu à subir pendant ces trois derniers mois.

« Nous pensons qu'il n'est pas besoin de prouver à nos lecteurs que les Grecs n'osent pas se plaindre. Et en vérité, à qui pourraient-ils le

faire ? A la police ? Mais la police protège ouvertement leurs agresseurs. Et contre qui porteraient-ils plainte ? Contre la police ?

« Que Dieu les en garde ! Il est évident que les Grecs ne tiennent pas à augmenter leurs maux en se plaignant, c'est pourquoi ils écoutent les agents de la Grèce et émigrent.

« Afin de ne pas être taxés d'exagération ou bien accusés de faire de la rhétorique, nous allons vous décrire ce qui se passe aujourd'hui à Anchialos.

« Cette ville a été livrée aux hommes qui sont les instruments de la police : Ivan Christeff, Lascaroglou et Mantzaroff ! Comme si les autres malheurs des habitants d'Anchialos ne suffisaient pas, des brigands, des échappés de bagnes, des ivrognes ont été nommés dans les emplois municipaux ! Une dizaine de leurs pareils rôdent autour du monastère de Saint-Georges. Des bandits menacent continuellement les habitants d'allumer un nouvel incendie en proclamant que tout devrait être brûlé. Le 13 de ce mois, un incendie se déclara le soir dans les écuries de l'Hôtel de la Mer-Noire, à Anchialos. Des témoins oculaires nous affirment que le feu avait été mis par ces malfaiteurs qui avaient versé du pétrole sur le toit des écuries. Il est à remarquer que ce soir-là le gouverneur et son *locumtenens*, le maire ainsi que les employés municipaux et les pompiers étaient tous absents d'Anchialos ! La force militaire, ainsi que la veille du 30 juillet, avait été également retirée à Bourgas. Grâce au temps calme et à l'activité des agents de police B. Popoff et G. Kioutzoukoff, et des civils S. Ivanoff et G. Leblebidgi (et aussi à la pompe qui se trouvait par hasard dans l'hôtel) le feu put être maîtrisé après qu'il eut détruit deux écuries et deux maisons et causé pour environ 6.000 francs de dommages ; mais le danger aurait été grand s'il y avait eu du vent, et cette partie de la ville qui avait été préservée jusque-là aurait sûrement été détruite.

« Après l'extinction de l'incendie, le seul qui se présenta fut Lascaroglou, les autres fonctionnaires, ainsi que les pompiers, restèrent introuvables. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que la panique avait été grande et que la presque totalité des maisons et des magasins avaient été évacués.

« Ils vont nous faire brûler de nouveau ! » criaient les Grecs terrifiés, et ils n'osaient pas aider à combattre l'incendie, ne sachant pas ce qui pourrait les attendre. Heureusement que les Bulgares comprirent qu'ils avaient à se défendre, non pas contre les Grecs, mais contre d'autres Bulgares, et sauvèrent tout ce qu'ils purent.

« Après ce cas évident d'attentat incendiaire, les Bulgares eux-mêmes se mirent à quitter la ville, et les fonctionnaires expédièrent ailleurs leurs familles par crainte de nouveaux incendies et de pillages. Seul le maire, ses gredins d'employés et la police étaient satisfaits ! De tels faits se passant à Anchialos sous les yeux de la police (qui, du reste, sait les fermer au moment opportun), tout le monde peut imaginer ce qui se passe dans les villages.

« Et maintenant, est-il surprenant que les Grecs émigrent ?

« Ces désordres n'ont lieu que grâce à la connivence des autorités, et du moins, dans notre préfecture, l'anarchie est complète.

« La police essaye de justifier cet état d'anarchie en invoquant les sentiments patriotiques ; et nous savons fort bien qu'en exprimant aussi ouvertement et courageusement notre opinion nous nous attirons la haine de ceux qu'on nomme à tort les nationalistes, et les persécutions de la police et d'autres malfaiteurs.

« Mais... que doit-on faire ? Jusqu'à présent, nous nous sommes tus ; cependant, dans les circonstances présentes, le silence est un crime ; on doit mettre un terme à cet état d'anarchie avant que les Bulgares eux-mêmes n'en tombent les victimes. »

Le *Glas*, journal russophile de Sofia, condamne sévèrement le gouvernement bulgare pour avoir, de concert avec les émeutiers, prémédité les violences contre les Grecs.

« Il aurait autrement été impossible à la populace de tenir Philippopoli et les autres places pendant une journée entière.

« Ces émeutes furent pour le gouvernement une heureuse diversion qui détourna l'attention publique de la politique malheureuse suivie en Macédoine. »

La Bulgarie, elle aussi, a sa presse jaune. Voici, par exemple, un article du *Den*, de Sofia, qui, tout en se réjouissant de la destruction de la ville grecque, ne peut cependant nier la vitalité de l'hellénisme à Anchialos. Cet article est précédé de l'importante déclaration suivante :

« Nous considérons qu'il est de notre devoir de déclarer que notre article reflète en même temps les opinions d'une des plus importantes personnalités politiques de ce pays. C'est pourquoi nous le recommandons à l'attention de nos lecteurs et du gouvernement.

« Anchialos a été détruit par le feu, dit plus loin ce journal. Ce repaire des Grecs sur la mer Noire est réduit en ruines encore fumantes. Pendant quatorze siècles entiers cette ville située en plein territoire bulgare, a été une imprenable forteresse de l'hellénisme, l'acropole inviolable de l'idée hellénique. Elle formait un état dans un autre état, ainsi que Sténimacho et aussi Messemvria et Sozopolis. Des lois grecques, des intérêts grecs et des sentiments grecs y régnaient. Grâce à notre inertie, à notre politique négligente ou bien pour d'autres raisons, Anchialos demeura une île inviolée occupée par l'hellénisme au milieu de la mer bulgare, depuis les temps de Krumm et de Syméon jusqu'à présent. Nos côtes maritimes de la mer Noire ont toujours été et restent encore aujourd'hui des possessions grecques.

« En vertu de je ne sais quel privilège, les Grecs ont acquis le droit de se considérer à Anchialos comme en Grèce même. L'effigie couronnée qu'ils reconnaissent, devant laquelle ils se prosternent et dont le nom est prononcé avec respect à l'église et à l'école n'est pas celle du prince de Bulgarie Ferdinand, mais bien celle de provenance athénienne du roi Georges.

« Le nom de la Bulgarie a été exclu de leurs écoles et n'est prononcé qu'avec aversion.

« Maintenant que, grâce aux terribles événements de ces derniers temps ce repaire de l'idée hellénique a enfin été détruit, il est temps pour nous de nous éveiller et d'être enfin les maîtres dans notre propre maison. Il est du devoir du gouvernement de gagner ce coin de Bulgarie à la Bulgarie, et de ne pas permettre à ce centre pernicieux, où l'esprit de haine et d'envie contre tout ce qui est bulgare s'épanouissait impunément, de se remettre et de reprendre des forces. Empêcher l'archevêque grec de se réinstaller à Anchialos ne suffit nullement. C'est l'esprit grec qui ne doit pas s'y installer à nouveau.

« A Athènes, pas un café ne pourrait exister avec une enseigne bulgare ; agissons, nous aussi, en Bulgarie, de telle sorte qu'il y ait une forteresse de l'hellénisme en moins : nous sommes les maîtres dans notre propre maison.

« Qu'y a-t-il à faire ? Le gouvernement peut, et a le droit au point de vue légal, de s'approprier les terrains des maisons incendiées d'Anchialos, dresser le plan d'une cité entièrement neuve et céder les lots de terrain de préférence aux Bulgares. Que de bons Bulgares s'y établissent ; qu'Anchialos renaisse, qu'elle revive, mais cette fois en ville bulgare, où des sentiments bulgares, des intérêts bulgares et une vie bulgare domineront à l'avenir.

« Si ces moyens sont trouvés impraticables, qu'on en choisisse d'autres. Un peu de bonne volonté, un peu plus de patriotisme, le gouvernement actuel ne manque ni de l'une ni de l'autre, suffiront à effacer, par des moyens pacifiques, bien entendu, cette « cité-état » grecque de notre milieu. Ce qui doit être avant tout effacé, c'est le souvenir honteux de notre aveuglement prolongé et de notre inertie, et pour cela il faut changer le nom de la ville. Qu'elle soit baptisée ville de Krumm.

« Nous le répétons, la Bulgarie doit être bulgare. Nous nous sentons les maîtres mêmes de cette côte maritime, et il faut qu'à l'avenir y règne non pas le roi Georges, mais le prince de Bulgarie.

« Ne faut-il pas nous occuper de cela pendant qu'il en est temps ? »

Le journal officieux *Nova Epoca* fit aussi paraître l'article suivant :

« L'organe du patriarcat, *Ecclessiastiki Alitheia*, publié à Constantinople est plein d'insultes et d'insinuations abominables contre S. A. R. le prince Ferdinand, son gouvernement et le peuple bulgare, à propos des manifestations antihelléniques de Bulgarie.

« Le prince s'était refusé d'accepter les calomnies dirigées contre son gouvernement et son peuple. Il refusa de donner créance aux inventions ridicules des journaux d'Athènes, reproduites par ceux des journaux européens qui sont dévoués à la cause grecque. Enfin, il répondit comme il convenait à la dépêche insolente du patriarche, et c'est pourquoi il est aujourd'hui insulté de la manière la plus grossière par l'organe du patriarcat.

« Les insinuations de l'*Ecclessiastiki Alitheia* sont évidemment le résultat d'une faiblesse malsaine qui ne peut atteindre personne, et elles ne valent pas la peine d'être réfutées.

« Ces accès d'hystérie malfaisante ne peuvent modifier la signification politique et l'esprit de tolérance qui ont toujours distingué les actes du prince envers ses sujets sans distinction de race ou de religion ; les journaux grecs se sont toujours exprimés avec enthousiasme en parlant de cet esprit de tolérance qu'ils considèrent comme une faveur spéciale accordée à leurs frères de race. C'est manifestement signe de mauvaise foi que d'attribuer aujourd'hui au prince des sentiments dont il n'a jamais jusqu'ici fait preuve envers les Grecs.

« Nulle accusation ne peut être formulée par les Grecs en ce qui concerne l'ordre de chose créé pour eux en Bulgarie jusqu'à ce jour. Sans en être dignes, ils ont été l'objet d'attentions gracieuses de la part du prince, du gouvernement et du peuple. Leurs calomnies à ce sujet ne touchent personne et ne peuvent amener le résultat visé par l'organe du patriarcat. Ce journal rend un bien mauvais service à la cause dont il se proclame le défenseur, et il constitue un témoignage peu flatteur de l'état d'esprit des instigateurs de cette campagne.

« S'il est dans les intérêts des Grecs de calmer l'irritation du pays contre leurs frères, il est étrange qu'ils s'y essayent en versant de l'huile sur le feu. Les Grecs, dans leur chauvinisme excessif, ont pris

l'habitude d'avoir des manières hautaines et de considérer toutes les autres nations comme des quantités négligeables.

« C'est ce qui nous fait comprendre combien les événements qui eurent lieu dans la principauté ont dû les émouvoir et combien l'ambition arrogante du patriarcat en a été blessée.

« Mais ces événements ont été amenés par l'irritation causée par les Grecs eux-mêmes en Bulgarie et par les crimes des bandes grecques en Macédoine.

« Le gouvernement de la principauté épuisa tous les moyens pour réfréner les sentiments d'animosité contre les Grecs. Il est parfaitement convaincu d'avoir fait son devoir en ce qui concerne le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans le pays, mais personne n'ignore les difficultés s'opposant à l'accomplissement d'une telle tâche dans les circonstances actuelles. Le patriarcat grec devrait être le premier à se rendre compte de la gravité de ces circonstances et aurait dû s'abstenir de commencer une campagne d'insinuations et de calomnies dont le seul résultat est de créer des raisons artificielles d'inimitié contre les Grecs qui s'ajouteront à nos anciens griefs.

« Ce n'est pas au moyen d'insultes dirigées contre le prince, le gouvernement et le peuple bulgares que le patriarcat doit espérer rétablir au profit des Grecs de la principauté le régime de faveurs dont ils jouissaient auparavant, ou bien ramener l'ancien ordre de choses.

« Ces insultes et ces calomnies venant s'ajouter à l'exaspération produite quotidiennement par les événements de Macédoine créent une irritation nouvelle et offrent aux éléments de désordre l'occasion de faire avancer leurs projets criminels malgré les efforts du gouvernement pour les anéantir.

« L'injustice n'est pas un bon capital pour tout profit, elle ne fait qu'attirer l'inimitié sur celui qui l'exploite. La sainte Eglise grecque qui devrait être une institution de la plus haute impartialité, aurait dû le savoir et ne pas laisser les passions mauvaises et de bas instincts obscurcir son caractère de sainteté.

« Ses artifices grossiers et ses sombres machinations ne peuvent nuire à la principauté ni l'effrayer. Seule la tranquillité du troupeau spirituel vivant sous la protection du patriarcat en est troublée.

« Ce n'est cependant pas à nous de donner des conseils de prudence au patriarcat. La Turquie, dont le patriarche invoque constamment l'appui dans l'ingrate tâche de tromper la Bulgarie, aurait dû exiger de lui l'abandon de cette polémique avant que de lui offrir son appui. Mais la Turquie n'a pas pris tout cela très au sérieux ; d'ailleurs ce gouvernement montrê toujours la plus grande tolérance pour les attaques contre le prince Ferdinand publiées en plein Constantinople dans l'organe du patriarcat. De telles attaques ne sauraient être tolérées dans aucun pays libre où cependant il n'y aurait pas la censure.

« La censure turque néanmoins est assez regardante lorsqu'il s'agit de certains journaux parfaitement inoffensifs. Cette attitude nous encourage donc à penser que si la Porte ne partage pas entièrement les sentiments du patriarcat, ils ne lui sont du moins pas tout à fait étrangers. Elle fournit prétexte à croire à un état d'esprit qui se manifeste indirectement. La Bulgarie doit y prêter attention. »

Sous l'en-tête « Des actes, beaucoup d'actes — sur le papier », le journal bulgare *Bourgaski Glas*, publie l'article suivant contre le gouvernement :

« Je n'essaierai pas de nier que les atrocités commises par les ban-

des grecques en Macédoine n'aient provoqué des représailles contre les Grecs de Bulgarie. Cependant, le dernier mouvement avec ses conséquences désastreuses n'a pas été provoqué par ces bandes — depuis longtemps déjà les bandes ravagent la Macédoine — mais bien par les bruits ayant couru de l'union de la Crète à la Grèce.

« Nos lecteurs n'ont peut-être pas oublié l'étonnement exprimé par les feuilles gouvernementales au sujet de la patience du peuple bulgare, lorsque coururent les premiers bruits de l'union de la Crète à la Grèce. Et l'étonnement gouvernemental implique toujours une menace. Quand les menaces sur le papier n'étaient plus suffisantes, le gouvernement permit le mouvement antihellénique. Nous croyons inutile de répéter que l'occasion favorable à un mouvement antihellénique avait été préparée longuement à l'avance, et surtout grâce à la politique tortueuse du gouvernement.

« Le gouvernement s'est servi du mouvement antihellénique dans l'espoir de retarder par ce moyen l'union de la Crète à la Grèce et l'envoi de bandes grecques en Macédoine. Mais ces calculs échouèrent.

« La Crète, sinon par la forme, est en fait unie à la Grèce, et le roi Georges nomme aujourd'hui directement son haut-commissaire. Cependant que les bandes grecques en Macédoine, non seulement existent toujours, mais sont encore plus nombreuses depuis le mouvement antihellénique, elles se sont entendues avec les bandes serbes pour l'extermination de l'élément bulgare ; la Grèce officielle elle-même, par les facilités offertes aux Grecs émigrant de Bulgarie, montre qu'elle n'a pas l'intention de changer de politique en Macédoine. Aussitôt, par conséquent, que notre gouvernement se rendit compte qu'il ne gagnerait rien de ce qu'il attendait du mouvement antihellénique, il l'arrêta net.

« Au lieu donc des résultats escomptés par le gouvernement, nous avons des résultats tout à fait négatifs. La Crète est unie à la Grèce, les bandes grecques sont plus nombreuses en Macédoine, et la Bulgarie s'est déshonorée en permettant des violences odieuses.

« Nous avons aujourd'hui l'enquête sur la destruction d'Anchialos, dans laquelle sont impliqués des Bulgares. Une autre enquête sur les circonstances entourant une affaire de vol dans laquelle — pourquoi le cacherions-nous ? — la police est impliquée ; enfin, en troisième lieu... mais elles sont trop nombreuses.

« A Bourgas, nous avons des procès pour la saisie des églises et des écoles qui ont au pouvoir des autorités municipales. Nous avons un acte d'accusation au sujet d'un vol (?) d'armes sans qu'il y ait de partie civile et sans inculpés. Qu'y a-t-il encore ? Tout ce qui peut être fait par des gouvernants ayant perdu la tête. Ce qu'il y a de plus grave dans ce désordre, c'est que toutes ces actions en justice sont annulées les unes par les autres et aboutissent au chaos actuel d'où se dégage une puanteur dont bien des nez se sont offensés.

« Ceci n'empêche pas naturellement nombre de personnes innocentes et coupables d'être jetées en prison. Nous disons coupables et innocentes, en effet, parce qu'il n'aurait pas été question de Grecs ou de Bulgares coupables si le gouvernement n'avait pas permis au mouvement de prendre de telles dimensions. Nul plus que le gouvernement n'est coupable d'avoir troublé la paix publique.

« Il est immoral de la part du gouvernement, après avoir ruiné les Grecs et compromis les Bulgares crédules, de les jeter tous deux en prison.

« C'est pourquoi il est indispensable que l'amnistie soit accordée à tous les crimes commis pendant les troubles antihelléniques. Mais l'amnistie serait insuffisante si l'on ne met finalement un terme aux abus commis par les autorités. »

Ce même journal bulgare, en réponse à une déclaration du ministre Petkoff, formule l'accusation suivante :

« Le ministre Petkoff a informé la Chambre, en répondant à M. S. Botsoff, qu'il n'est pas vrai que les Grecs soient terrorisés aux alentours de Bourgas (Pyrgos). Cependant, ce qui est la vérité, c'est que l'anarchie règne dans les environs de Bourgas, et surtout dans les autres centres grecs. Il nous est pénible de faire cet aveu, mais nous croyons que dans les circonstances présentes le silence est criminel, et nous serions heureux de connaître la politique gouvernementale — si toutefois le présent état d'anarchie permet une politique quelconque. Voici les plus récents attentats :

« 1) Michel Alikoglou d'Anchialos a été assommé à coups de bâton près de l'endroit nommé « Soka » et son troupeau lui fut enlevé.

« Nous apprenons qu'il est mort depuis à Messemvria de ses blessures. Les coupables étaient deux comitadjis.

« 2) Dans la petite auberge sur la route d'Anchialos à Bourgas, des comitadjis armés arrêtèrent les marchands Rodeff et Tineff en leur demandant de l'argent. Ces mêmes comitadjis firent feu dans l'auberge.

« 3) Sur la route d'Anchialos à Thermæ, Manuel Tabacoglou, d'Anchialos, fut dépouillé par des comitadjis qui lui enlevèrent 260 francs.

« 4) Trois comitadjis, à Anchialos, attaquèrent pendant la nuit et assommèrent à coups de fouet Georges Leblebidgi.

« Tous ces attentats ont eu lieu dans l'espace d'une semaine et sont tous attestés par des témoins. Si dans cet état de choses l'appui et l'aide des autorités n'ont paint fait défaut — car c'est ainsi que doit être traduite la réponse de M. Petkoff — il n'est pas étonnant que les Grecs émigrent et que les Bulgares eux-mêmes suivent cet exemple. »

Le *Bulgaria*, commentant le discours du prince au Sobranié et tout particulièrement ce passage : « L'Europe commence à considérer la principauté de Bulgarie comme un important facteur de la civilisation », fait les observations suivantes : « Tout le mal qui a été fait et qui continue à être fait journellement dans ce pays, tel que les actes de brigandage, les incendies dûs à la malveillance, les vols à main armée, et en général tous les attentats à la vie, la propriété, l'honneur de nos concitoyens de n'importe quelle nationalité tendent à accréditer l'opinion que notre pays est devenu un important facteur de désordre.

« L'attitude des grandes puissances ainsi que celle de la presse européenne montré d'ailleurs clairement comment est jugée la Bulgarie à l'étranger. »

Le journal bulgare *Den*, dans son numéro du 20 octobre 1906, accuse également le parti de M. Gennadieff « d'avoir provoqué les troubles antihelléniques qui ont fait tant de tort à la Bulgarie uniquement pour des raisons financières. »

Nous insérons ici une lettre reçue d'un correspondant de Bourgas à la date du 16 août 1906 :

« La population grecque de notre ville, ainsi que de toutes les villes de Bulgarie est sous l'empire du désespoir et de la terreur. Les Grecs n'osent s'aventurer hors de leurs maisons que pour aller à l'achat des

provisions indispensables, et sont obligés de fermer leurs habitations de très bonne heure sous menace de mort de la part des comitadjis.

« Il y a trois jours, les patriotes bulgares firent une nouvelle attaque contre les maisons et les magasins grecs. Ils détruisirent et mirent au pillage le magasin de M. Karagiozis.

« Le commerce ne va plus et tout crédit est arrêté. Les malheureux Grecs d'ici et d'ailleurs ne savent où donner de la tête et fuient où le destin les pousse, abandonnant leur avoir grand ou petit afin de sauver leur vie.

« Vous serez peut-être surpris d'apprendre que, quoique le ministre de l'intérieur, M. Petkoff, ait révoqué le préfet de Bourgas, cette révocation n'a aucunement influencé l'état des affaires.

« Croyez-vous sérieusement que le gouvernement désapprouve ces violences ? S'il en était ainsi, n'aurait-il pas pu les prévenir ? Et maintenant que tant de crimes sont encore commis contre les Grecs, que fait-il pour prouver sa bonne foi ?

« Je vous conterai un seul incident pour vous montrer combien les actes des Bulgares diffèrent de leurs paroles.

« M. Petkoff, qui visita notre ville après la Commission d'enquête, promit aux habitants d'Anchialos et de Bourgas que toutes leurs églises saisies ainsi que leurs écoles leur seraient rendues et que les maisons incendiées seraient reconstruites aux frais du gouvernement. Trois jours plus tard, néanmoins, le ministre de l'Instruction publique, M. Chichmanoff nomma les professeurs de l'école qui, vingt-cinq jours auparavant, était école grecque, en la transformant en école commerciale bulgare ! Cet incident est caractéristique de la façon dont parlent et agissent ces deux ministres du parti stambouloviste. Le 12 de ce mois le vapeur grec *Antigone* a quitté notre port ayant à son bord deux cent cinquante familles de réfugiés d'Anchialos. Oh ! si vous aviez vu ce spectacle lamentable ! Si vous aviez vu tous ces hommes et ces femmes nu-pieds, couverts de haillons, affamés, misérables, pleurant la perte d'êtres chers et fuyant leurs foyers en ruines, la terre où ils étaient nés et avaient vécu !... »

L'agent diplomatique bulgare à Constantinople, M. Natchovitch, en donnant sa démission dit : « Les trois années que j'ai passées à mon poste à Constantinople ont été pour moi des années de supplice que je n'ai pu endurer plus longtemps après avoir eu connaissance de la destruction d'Anchialos. J'ai souffert de cet événement aussi bien en ma qualité d'agent diplomatique que comme Bulgare, et c'est pourquoi je n'ai pas hésité à envoyer ma démission. » Et le président du Conseil actuel, M. Petkoff, semblait prédire la vérité lorsqu'en visitant les ruines d'Anchialos il s'écria devant sa suite : « Ces crimes coûteront cher à la Bulgarie. »

Mais en fait, l'Europe n'a pas été soulevée d'indignation par les atrocités bulgares. La Bulgarie est acclamée partout. Elle est dans les Balkans l'Etat de l'avenir !

Il ne serait pas juste cependant de dire que la presse européenne tout entière ait gardé un silence coupable et montré une entière indifférence au sujet de ces crimes. Un grand nombre de journaux, en effet, protestèrent et stigmatisèrent comme il convenait les fauteurs des désordres.

Un des journaux les plus importants de Vienne, l'*Allgemeine Zeitung*, publiait un long article sous le titre « l'Hellénisme en Bulgarie ».

« Le mouvement antihellénique dure encore dans la principauté

de Bulgarie. Cette fois cependant les autorités bulgares ont pris des mesures sévères contre ses instigateurs. On s'est enfin rendu compte à Sofia qu'il ne faut pas permettre à un état de choses sous lequel la lie de la population est la maîtresse des affaires publiques, de devenir chronique.

« L'annihilation et la bulgarisation de l'élément grec en Bulgarie amènerait de lourdes pertes commerciales et de nombreux désavantages pour la principauté. La haute valeur de l'élément grec en ce qui concerne le commerce bulgare est le résultat d'un long développement historique, et sa destruction violente serait nécessairement très nuisible à l'Etat bulgare.

« Le gouvernement bulgare, après avoir compris cette vérité et s'être rendu compte de la honte que faisaient rejaillir sur lui les actes horribles des mois d'août et septembre, a résolu de recourir à des mesures sévères contre la populace insurgée.

« Mais le gouvernement bulgare ne doit pas s'arrêter à des demi-mesures, il ne lui sera du reste pas possible de le faire. Il se verra au contraire forcé de déclarer et de garantir qu'il n'a pas l'intention de tirer profit des crimes de la populace. La destruction de l'organisation hellénique tout entière est l'œuvre de la partie la plus vile du peuple bulgare, de la « brute bulgare ».

« Il est donc évident que pour maintenir l'autorité civile au-dessus de la volonté de la populace, il va falloir forcément ramener les choses à l'état où elles se trouvaient avant les actes illégaux des mécontents bulgares.

« La plus élémentaire justice impose à l'Etat l'obligation et le devoir de rendre aux représentants du patriarcat œcuménique et aux communautés ecclésiastiques grecques de Bulgarie les seize églises saisies ainsi que les trois monastères et les dix-huit écoles avec les biens leur appartenant. Mais il faut aussi comprendre dans la restitution des biens ecclésiastiques saisis ces bâtiments que les communautés bulgares réclament comme leur appartenant, car ils ont été enlevés par la force à leurs possesseurs.

« La bulgarisation des écoles grecques à laquelle les agitateurs nationalistes visent en voulant appliquer la loi de Stambouloff sur les écoles, semble aussi inutile qu'injuste. »

Voici encore quelques extraits d'articles publiés au sujet des troubles en Bulgarie et dans la Roumélie Orientale par quelques-unes des principales feuilles européennes. Le *Fremdenblatt* s'exprime comme suit :

« La lutte des races dans la péninsule balkanique a déjà été la cause de terribles événements. Après les récentes émeutes pendant lesquelles les églises et les écoles grecques dans la Roumélie Orientale furent prises d'assaut, la foule en furie a livré hier aux flammes une ville entière.

« Anchialos a été presque en entier réduite en un monceau de ruines ; nombre d'habitants ont péri et ceux qui ont réussi à se sauver se sont réfugiés sur les montagnes afin de ne pas tomber aux mains de leurs implacables ennemis après la destruction de leurs foyers.

« Cette explosion de haine contre les Grecs de Bulgarie est en effet le résultat de l'activité des bandes grecques en Macédoine qui pas à pas ont refoulé les Bulgares. Mais les bandes sont d'invention bulgare ; les bandes bulgares se sont aventurées témérairement jusqu'au cœur de la Macédoine, où l'élément bulgare est mêlé à des populations par-

lant une autre langue ou bien constitue une minorité, et y ont fait la propagande de leur cause nationale au moyen de violences de toutes sortes, attentats et agressions, incendies, assassinats, viols. »

Plus loin, parlant de l'activité des bandes grecques en Macédoine qui exterminèrent les brigands bulgares, l'auteur de l'article ajoute :

« Ce résultat, grâce auquel l'hellénisme put progresser en Macédoine, réveilla en Bulgarie, où la Macédoine était déjà considérée comme une possession nationale, des sentiments de rage et de terreur, et, ainsi qu'on l'a vu, fit naître ce mouvement purement fanatique. Les succès des bandes grecques ont provoqué une telle explosion de haine contre les Grecs que les populations hellènes de la Roumélie Orientale sont menacées d'extermination et leurs tentatives de résistance n'ont fait qu'aggraver le danger. Les Bulgares se servent des Grecs de Bulgarie comme d'otages, et pour chaque kilomètre carré de territoire perdu au sud, un sanglant événement se produit au nord.

« Le gouvernement bulgare qui promit après les premières manifestations de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour protéger les Grecs, et qui en effet, dans les plus grandes villes, retint la populace au moyen des troupes, ne tenait pas à empêcher le désastre d'Anchialos. »

L'*Allgemeine Zeitung* de Vienne fait une description très impartiale de l'état des choses. L'article suivant a pour titre : « La leçon d'Anchialos » :

« Les atrocités de Kishineff et de Gomel ont été surpassées de beaucoup par celles d'Anchialos qui fut dimanche passé le théâtre des plus effroyables scènes. Mais nous savons aujourd'hui de façon sûre et indiscutable que le gouvernement et la nation bulgare elle-même sont compromis terriblement aux yeux de l'Europe.

« Comment serait-il, en effet, possible qu'après les récents événements de Philippopoli, Sténimacho, Pyrgos, Cernaba et Messemvria les autorités n'aient pas penés à prendre les mesures préventives nécessaires pour empêcher l'attaque d'Anchialos qui avaient été préparée ouvertement et soigneusement avec l'aide des paysans des villages environnants ? Et comment une ville entière située en pleine Bulgarie a-t-elle pu être détruite par le feu sans que les autorités de la principauté s'y soient opposées d'aucune façon, sans que les troupes amenées de Bourgas, distant de 2 h. ½ à peine, aient rien fait pour la sauver, ce qu'elles auraient dû faire même en tirant sur les émeutiers si cela était nécessaire, sans que personne ait levé le doigt pour la défense de l'autoritée civile grièvement lésée, pour la défense de l'honneur national, contre les incendiaires et les assassins qui pendant une journée entière donnèrent libre cours à leur rage effrénée et épuisèrent la série tout entière des crimes les plus abominables ?... Quels que soient les crimes commis pendant ces dernières années en Macédoine par les bandes de brigands albanais, bulgares, serbes ou roumains, les horreurs d'Anchialos les rejettent dans l'ombre. Elles montrent en lettres sanglantes, éclairées par les lueurs de l'incendie, quel serait le sort de la Macédoine si les puissances, la détachant de l'empire ottoman et la constituant en province autonome, la confiaient aux autorités bulgares.

« La nécessité d'une action commune des puissances est démontrée et le gouvernement de Sofia doit être infomé catégoriquement que non seulement les actes hideux et barbares, depuis les événements de Philippopoli jusqu'à ceux d'Anchialos, rayent la principauté de Bulgarie

du rang dans les Etats civilisés, mais aussi que les puissances ne toléreront à aucun prix la répétition de ces crimes.

« On ne peut que reconnaître aujourd'hui combien furent sages et pleines de prévoyance les mesures des puissances assemblées à Berlin qui firent reculer la Bulgarie de la mer Egée et gardèrent Cavalla à la Turquie. Car tandis que dans les villes grecques de Pyrgos (Bourgas) Anchialos et Varna confiées à la Bulgarie en 1878, les Grecs qui y représentent la partie la plus entreprenante et la plus progressive de la population sont continuellement molestés, persécutés, tyrannisés et volés, la ville grecque de Cavalla, qui fut alors sauvée des mains des Bulgares, de simple bourgade de 8.000 habitants qu'elle était, se transforma, sous la domination turque, en une riche et florissante cité comptant actuellement une population de 40.000 habitants.

« Il est donc prouvé de façon claire et indiscutable que la domination du sultan en Macédoine est en tout cas préférable aux « méthodes civilisatrices » sanglantes de la nouvelle Bulgarie... »

Le *Neues Wiener Tagblatt* juge très sévèrement aussi les événements :

« Les yeux du monde effrayé sont tournés aujourd'hui vers la Bulgarie où la rage effrénée contre tout ce qui est grec a déchaîné dans chaque localité de véritables désastres. Tout ce que les Bulgares enragés et délirants ont infligé aux habitants grecs de Philippopoli, de Sténimacho et d'autres villes, nos lecteurs l'ont déjà appris par de longues descriptions et ils savent aussi que le gouvernement bulgare se hâta de déclarer à l'Europe qu'il désapprouvait tout ce qui s'était passé dans le pays, et prendrait des mesures pour empêcher à l'avenir toute répétition de pareils événements.

« Comment le gouvernement bulgare s'est-il employé à prévenir de nouvelles explosions de la haine populaire contre les Grecs ? Nous le sûmes bientôt. A chaque coin, dans chaque rue ou place, de nouveaux meetings antihelléniques s'assemblaient sans être nullement inquiétés par la police ou par la troupe ; à chaque meeting des résolutions étaient votées, proposant la persécution sans merci et l'extermination des Grecs ; enfin, après une organisation méthodique de la populace une effroyable catastrophe eut lieu hier, catastrophe unique même dans l'histoire de la barbarie orientale.

« Dans les rapports bulgares officiels, il est dit que les Grecs tentèrent de s'opposer au meeting. Mais par quels moyens ? « En se bar-« ricadant dans leurs églises et leurs maisons », nous répond-on de Sofia ! »

Le journal viennois s'applique ensuite à réduire à néant les démentis de Sofia quant aux causes qui ont provoqué la catastrophe, et démontre clairement la culpabilité du gouvernement bulgare.

L'organe allemand *Vossische Zeitung* écrivait à propos des événements d'Anchialos :

« Que dit à cela l'Europe ? Que dit cette Europe désignée pour veiller à la tranquillité de la péninsule balkanique et qui en vertu du traité de Berlin est tenue d'intervenir d'une manière ou d'une autre au sujet des récents événements de Bulgarie ?

« Jusqu'à ce jour nous croyons savoir que l'Europe ne dit absolument rien et garde le silence, ne tenant évidemment pas à mettre la main dans ce nouveau guêpier. Il est certain que si quelque église chrétienne en Turquie était seulement profanée par une foule ameutée mais n'ayant aucun lien avec le gouvernement, l'habituelle clameur

d'indignation résonnerait dans le monde (surtout en Angleterre), et dans les différents parlements, les gouvernements ne sauraient trouver de paroles assez sévères pour condamner une simple profanation. Mais lorsqu'il s'agit d'églises grecques assiégées et prises, et d'autres violences abominables commises par le peuple bulgare — l'Europe se tait. »

Même le journal bulgarophile *Novoïé Vremya*, malgré ses sophismes et ses tentatives pour justifier les Bulgares, appelle les émeutes des « incidents regrettables », tandis que le *Dvatesatey Vieck*, dans un article intitulé : « Le slavisme en danger », entre autres remarques sur la Macédoine qu'il craint, dit-il, de voir devenir autrichienne, albanaise ou grecque, et non pas slave, ajoute en terminant que les Bulgares « ne devraient pas attaquer des citoyens sans armes ».

L'importante feuille pétersbourgeoise *Pietersburski Viedomost* s'exprime comme suit :

« Pendant ces quelques dernières semaines, des nouvelles nous parviennent de Philippopoli, Varna, Bourgas et d'autres villes et villages de la Bulgarie méridionale relatant des vols et autres actes de violences commis contre les Grecs, et toujours de la même façon. La populace bulgare envahit les églises grecques, y détruisant les livres saints, et saisit et détruit les magasins grecs : en un mot, elles se livrent aux mêmes sortes de violences préméditées que les pogroms russes. Les églises sont confisquées sous le prétexte qu'elles ont peut-être été construites avec de l'argent bulgare. A Varna, une manifestation hostile a empêché le débarquement de l'archevêque grec parce que le patriarche n'avait soi-disant pas trouvé nécessaire de communiquer sa nomination au gouvernement bulgare.

« Il paraîtrait qu'en prêtant un appui caché à la populace dans ses attaques contre l'Eglise grecque en Bulgarie, le gouvernement bulgare n'a d'autre but que de soumettre cette Eglise aux autorités civiles de la principauté ; et le peuple bulgare nourrit une telle inimitié contre les Grecs qu'il n'a nul besoin de raisons particulières pour les attaquer.

« Les Grecs sont haïs en Bulgarie pour des raisons politiques aussi bien que pour des raisons sociales. Ils ont supplanté les Bulgares non seulement dans les villes commerçantes de la côte (1) où ils ont concentré entre leurs mains tout le trafic maritime et le transport, mais aussi dans les villes de l'intérieur de la Roumélie Orientale où tout le commerce de gros ainsi que du détail en partie est entre leurs mains. Dans les arts et dans la manière de se comporter envers les clients, ils sont des concurrents redoutables. Comme hôteliers, commis, coiffeurs et dans tous les emplois où une certaine dose de politesse est nécessaire, ils ont plus de succès que les Bulgares. Il y a même un grand nombre de Grecs au service du gouvernement. Autrefois, les Bulgares ayant de l'instruction étaient rares. Les Grecs, avec cette intelligence qui les distingue, surent profiter de l'occasion qui se présentait à eux et occupèrent nombre de postes importants. Grâce à cela, il n'est guère étonnant que les Bulgares haïssent les Grecs.

« Il est à peine nécessaire d'ajouter l'attitude hostile du clergé grec qui défie ouvertement les exarchistes pour que les violences contre les Grecs soient considérées comme facilement excusables.

---

(1) L'auteur de cet article oublie que les colonies grecques de la côte sont bien antérieures à l'apparition des Bulgares.

« Le gouvernement bulgare a tout un corps d'armée à Philippopoli, et cependant aucune mesure ne fut prise pour la répression des troubles. On croit ici que le gouvernement de la principauté se maintint dans le rôle de simple spectateur parce qu'il comptait sur l'appui de l'Autriche. »

La *Koelnische Zeitung*, qui examine toujours les affaires d'Orient avec calme et impartialité, est le seul journal en Allemagne qui, connaissant à fond la question, en parle sans être ni la dupe, ni l'instrument d'individus ou de partis.

Le 19 juillet 1906, la *Koelnische Zeitung* publiait dans sa seconde édition du matin l'article de fond suivant sur les troubles qui venaient d'avoir lieu :

« Le mécontentement général ressenti en Bulgarie par suite de l'activité des bandes grecques en Macédoine est allégué comme étant la cause des récentes émeutes. D'un autre côté, il est certain que celles-ci furent organisées par des agitateurs. De toute façon, la police bulgare qui, du reste, n'a jamais été réputée pour son excessive prévoyance, n'est pas intervenue, et il faudrait tirer au clair si sa conduite est imputable à son impuissance ou à sa connivence.

« L'année 1872 donna aux Bulgares un exarque qui est maintenant devenu l'adversaire du patriarche œcuménique et dont le pouvoir s'est accru, la Bulgarie étant devenue une principauté et ayant été réunie à la Roumélie Orientale. La population de ces deux pays s'est ralliée pour la plus grande partie à l'exarchat, et seulement à Philippopoli, à Sténimachos, dans les ports de la mer Noire et dans quelques autres endroits, des communautés grecques se maintiennent encore qui de jour en jour se voient anéantir et disperser.

« Le patriarcat œcuménique a justement à se plaindre de nombreuses vexations illégales et des usurpations incessantes de l'exarchat. Les discussions entre orthodoxes et exarchistes atteignirent à une grande intensité lorsque le conflit des deux races en Macédoine se changea en lutte sanglante entre les bandes de chacune des deux nationalités.

« Mais cette nouvelle phase du conflit est due aux Bulgares. Avec la chute de Stambouloff, prit aussi fin en Macédoine la politique de « pénétration pacifique » par l'école et l'église, et les propagandistes inaugurèrent une action qui eut de terribles conséquences. Cette action provoqua la défense armée des Grecs et des Serbes restés fidèles au patriarcat.

« Dans de telles circonstances, la condition des orthodoxes de Bulgarie empire naturellement de jour en jour. Les comités macédoniens de la principauté y fomentent par tous les moyens en leur pouvoir l'agitation contre les Grecs, tout en insistant sur l'urgence qu'il y aurait à destituer tous les orthodoxes occupant des fonctions publiques. Ils voient en eux un élément dangereux ; il y a deux ans, en effet, lorsqu'un conflit avec la Turquie semblait imminent, non seulement les réservistes musulmans, mais aussi ceux de nationalité grecque furent exclus de l'armée.

« Cependant, le gouvernement bulgare s'est jusqu'ici abstenu de prendre des mesures exceptionnelles contre les orthodoxes tant que ceux-ci étaient en règle avec les lois, mais il a saisi toutes les occasions qui se sont présentées pour affaiblir le prestige du patriarcat. »

Le *Neue Freie Presse*, dans un autre article, soutient que ces manifestations, au lieu de mettre un terme à la tension survenue entre les

gouvernements de Sofia et d'Athènes, contribueront à l'aggraver et auront une répercussion déplorable en Macédoine, où la Grèce semble être la plus forte.

Le *Pester Lloyd*, commentant dans un article de tête les émeutes de Sofia, insiste tout particulièrement sur les acclamations enthousiastes de la foule bulgare devant la résidence de l'agent britannique et demande : « Quel est le motif de ces démonstrations spéciales de la part des manifestants bulgares en l'honneur de l'agent britannique et du gouvernement anglais, nulle explosion de cet enthousiasme délirant ne s'étant produite devant les autres agences diplomatiques ? »

Le *Fremdenblatt*, organe officieux, examinant les causes des troubles, remarque que cette situation anormale a été créée en Macédoine par la Bulgarie elle-même qui recruta et lança ses bandes bien avant que les autres bandes macédoniennes ne fussent entrées en campagne et que celles-ci ne firent plus tard qu'imiter la méthode inaugurée par les Bulgares.

« Comment la Bulgarie ose-t-elle protester et rendre la Turquie responsable de ce qui se passe en Macédoine alors qu'à elle seule incombe toute la responsabilité de cette lutte de races à laquelle elle a acculé les Grecs ? »

L'*Indépendance belge* s'exprime comme suit :

« Les graves événements qui se sont déroulés à Cavarna, en Bulgarie, où la populace, après avoir pris possession de l'église et de l'école grecques, s'est livrée à toutes sortes de déprédations dans les magasins appartenant à des Grecs, attirent de nouveau l'attention sur la question brûlante de la lutte entre nationalités qui a créé en Orient une situation extrêmement dangereuse. Le gouvernement bulgare ne peut évidemment pas être rendu responsable de ces désordres, d'autant plus que le préfet de la ville avait promis de protéger la communauté grecque et que les émeutiers ont profité de son absence pour commettre les excès dont il est question. »

« Nous évrivions hier », dit l'*Indépendance belge* dans son numéro du lendemain, « que le gouvernement de Sofia s'empresserait certainement de dégager entièrement sa responsabilité en ce qui touche les regrettables incidents antihelléniques qui se produisirent en territoire bulgare. Le représentant de la Grèce a protesté contre les manifestations de Philippopoli et demande une indemnité pour les dégâts causés ; le gouvernement de Sofia a immédiatement ordonné l'arrestation et la punition des coupables. »

Quelle a été l'attitude de la presse anglaise devant ces crimes dénoncés par les Bulgares eux-mêmes et qui soulevèrent les protestations indignées d'une grande partie de la presse européenne ? Plus d'une fois l'Angleterre a officiellement protesté par voie du Foreign Office contre la lutte des Grecs en Macédoine et a demandé la punition des métropolites grecs soi-disant responsables. L'opinion publique égarée par certains membres du« Balkan Committee » et par le correspondant du *Times* à Sofia — le *Times*, ainsi que tout le monde sait, soutient la théorie périmée d'une plus « Grande Bulgarie » s'étendant jusqu'à Salonique et le mont Olympe et destinée à former un solide rempart contre la Russie, et cela au profit (!) de l'étroit royaume de Grèce (comme si l'idée hellénique était confinée à l'Etat libre et comme si l'hellénisme n'était puissamment vivace en Macédoine, en Thrace, en Epire, dans la mer Egée et en Asie-Mineure !) — l'opinion publique a donc, par la voix de plusieurs journaux ayant le *Times* en tête,

déclaré la guerre aux bandes grecques en Macédoine, tout en absolvant les malfaiteurs de Sofia qui « luttent contre les Turcs pour fonder un grand Etat chrétien comprenant outre la Bulgarie actuelle, la Macédoine, la Thrace et le reste de la péninsule balkanique avec les îles grecques adjacentes (1) »

Il existe des déclarations faites en Angleterre par plusieurs hommes politiques responsables appartenant pour la plupart au parti libéral tendant à prouver que la solution de la question d'Orient dépend de la création d'un grand et puissant Etat bulgare, capable de remplacer la Turquie dont la puissance se désagrège et décline de jour en jour. Ceci explique l'intérêt témoigné par l'Angleterre officielle, surtout pendant ces trois dernières années, en faveur de la Bulgarie.

Tandis que la majorité de la presse anglaise félicitait les Bulgares pour les déclarations belliqueuses et les menaces de leurs hommes politiques, le discours à la Chambre du premier ministre grec, M. Théotokis, fut accueilli par des commentaires très peu favorables.

Le *Times* déclara que les paroles de M. Théotokis étaient surprenantes et que l'humanité n'avait rien à y gagner. Il ajoutait que le gouvernement hellénique, en demandant aujourd'hui l'application urgente de l'œuvre des réformes en Macédoine, ne le fait que pour ne pas rester en arrière des autres Etats balkaniques (1)

IV

LA POLITIQUE BULGARE EN MACÉDOINE

Les instigateurs de l'action révolutionnaire bulgare en Macédoine depuis l'annexion de la Roumélie Orientale, tentèrent d'abord de convertir les populations macédoniennes au bulgarisme, au moyen d'un rapprochement avec la Turquie, ainsi que par l'école et l'église.

Tel était le programme de l'exarchat bulgare en 1885, et il fut adopté et mis en vigueur par tous les moyens, violents ou frauduleux pendant le règne politique de Stambouloff.

Cette année, mémorable dans l'histoire de la Bulgarie, puisque la Roumélie Orientale fut annexée par un coup d'Etat à la jeune principauté et que les décisions du Congrès de Berlin furent annulées aux applaudissement des principaux membres de ce congrès, un livre parut en langue bulgare, et par la suite en français, intitulé : « La Macédoine et le millième anniversaire de Méthodius ». Dix siècles venaient de s'écouler depuis la conversion des Bulgares au christianisme et l'exarchat bulgare célébrait cet événement dans le monde slave par des publications commémoratives.

L'auteur de cet ouvrage était le secrétaire de l'exarchat, Athanase Shopoff, écrivant sous le pseudonyme d'Opheikoff, et il fut publié comme une sorte de programme de la politique qui devrait être suivie en Macédoine pour arriver le plus facilement et le plus promptement à la réalisation de l' « idée bulgare » en ce pays.

« Le berceau du christianisme pour les races slaves, c'est la Macédoine, terre natale des saints Cyrille et Méthodios (1). Mais hélas ! aujourd'hui cette contrée est profondément malheureuse ; elle n'ose se proclamer slave, elle n'ose parler sa langue maternelle. » Et ailleurs, l'auteur s'écrie : « Notre avenir, c'est la Macédoine, c'est le réveil des

---

(1) L'auteur pourrait dire plus justement que c'est grâce à l'esprit éclairé de l'Eglise et de la nation grecque à laquelle appartenaient saint Cyrille et saint Méthodius que fut répandue la lumière du christianisme parmi les peuples barbares de la Péninsule balkanique. Ces apôtres de la foi et de la civilisation naquirent tous deux à Salonique au IXe siècle. Méthodius était un moine réputé pour son talent de peintre. En 853, il fut appelé à Nicopolis par Bogoris, roi des Bulgares, qui voulait lui faire peindre une salle de festin. Il y représenta le jugement dernier et produisit un tel effet sur l'âme du barbare, que celui-ci se convertit avec toute son armée au christianisme. En 860, saint Méthodius se joignit à saint Cyrille, surnommé le philosophe et qui appartenait à une famille sénatoriale et ils allèrent prêcher la foi chez les Bulgares et parmi les autres peuples slaves habitant la Moravie et la Bohême. Saint Cyrille fonda une académie à Bade et composa le premier alphabet slavon nommé de son nom cyrillien. Mais les Bulgares ont oublié tout ce qu'ils doivent à l'Eglise et aux lettres grecques. Il y a cinquante ans à peine, la jeunesse bulgare fréquentait les écoles grecques et l'Université d'Athènes d'où sont sortis plusieurs des hommes d'Etat de la Bulgarie actuelle.

Bulgares de Macédoine, car si nous ne visons pas vers cet idéal, notre grandeur, notre unité nationale future, notre existence même en tant qu'Etat balkanique, ne peuvent exister. C'est en Macédoine qu'il nous faudra travailler à l'avenir. Salonique devra être la première ville de notre pays, Salonique sera la fenêtre principale qui éclairera l'édifice entier. Travaillons donc en Macédoine ! »

D'après l'auteur, c'est toujours le Grec qui est le véritable ennemi de l'idée bulgare. En faisant la narration des maux dont souffrent ses frères de race, il les met tous sur le compte des Grecs et du patriarcat œcuménique. « C'est de la caisse du patriarcat, dit-il, que découlent tous les subsides destinés à éclairer la Macédoine, ou plutôt à helléniser les Macédoniens et par conséquent à anéantir les Bulgares. La Grèce est la plus dangereuse des rivales et il ne serait pas étonnant qu'un jour elle fût la maîtresse en Macédoine ! »

Comment cet ennemi doit-il donc être combattu ? La réponse est aisée : par le maître d'école et par le prêtre. C'est par eux que l'on créera en Macédoine un sentiment national bulgare. L'auteur déclare que ce pays sera perdu à jamais pour les Bulgares s'ils ne consacrent tous leurs efforts, au prix des plus grands sacrifices, à le faire revivre, à lui insuffler une force nouvelle, à le doter d'une jeune génération éduquée, de telle sorte qu'elle ne craigne pas d'avouer sa nationalité et qui sache mourir pour faire triompher la cause nationale.

« La Macédoine, ajoute l'auteur, ne peut être bulgarisée que par l'école. Mais cela demande des sacrifices continuels et une infatigable activité. Après avoir créé un sentiment national la question d'un nouveau recensement des habitants doit être soulevée. »

L'auteur dit encore : « Pour que notre action en Macédoine puisse être efficace, pour que nous puissions lutter contre l'hellénisme et conserver aux populations la nationalité bulgare, *nous devons rester les amis des Turcs* jusqu'à ce que le moment d'agir par le fer et par le feu soit arrivé... Pour triompher du Grec en Macédoine, *nous devons rechercher une alliance avec les Turcs sans laquelle nous ne pourrons réussir...* »

Le secrétaire de l'exarchat termine son appel émouvant au peuple bulgare en résumant l'idée maîtresse de son ouvrage : « Pour le bien de notre patrie, pour le succès de notre entreprise, *il nous faut agir de concert avec les Turcs*, il nous faut conserver les relations les plus amicales avec eux. »

Cette politique appliquée pendant vingt années et plus n'a pas eu de succès. La moisson n'a pas rendu le grain. L'hellénisme, malgré les attaques d'ennemis variés et nombreux, a gardé sa force tant en Macédoine qu'en Thrace, et il ne fallait pas espérer qu'il cédât ou qu'il se fondît dans le creuset de l'idée bulgare !

Un changement de politique parut donc nécessaire dans ces deux provinces de la péninsule balkanique, la Thrace et la Macédoine. Le principal auteur du nouveau programme d'action fut l'ex-agent commercial de la Bulgarie à Uskub, M. Rizoff. Dans un mémoire, sous forme de lettre ouverte adressée au prince Ferdinand en 1898, il condamnait la méthode de l'exarchat alors en vigueur, d'après laquelle le plan d'action en Macédoine devait se borner au développement et à la culture des populations par l'école et l'église.

M. Rizoff émettait l'opinion que « cette œuvre-là devait être laissée aux soins de l'exarchat exclusivement, mais que la Bulgarie doit concentrer toute sa force et la diriger vers la délivrance de la Macédoine,

car « plus l'état de choses actuel dure en Macédoine, plus nos adversaires gagnent du terrain, tandis que nous aggravons notre situation Tout ce qu'il était possible d'obtenir des Turcs par l'amitié en faveur de nos frères de race, nous l'avons déjà obtenu. Toute concession faite en notre faveur par la Turquie, en supposant qu'elle puisse encore en faire, nous serait plus nuisible qu'avantageuse parce qu'elle nous coûterait plus qu'elle ne vaudrait, tout en nous distrayant de notre mission principale ».

« La Turquie même, si elle en avait la volonté, n'est plus en position d'introduire des réformes en Macédoine. Elle n'en a du reste pas le moindre désir, et elle le montre en fournissant des armes et des munitions aux populations turques et albanaises.

« Les seules réformes possibles en Turquie sont celles prévues par l'article 23 du traité de Berlin, et le seul moyen possible de les réaliser est l'autonomie accordée sous le contrôle et la protection de l'Europe, autonomie qui se changera plus tard en annexion (comme celle de la Roumélie Orientale, ainsi que le fait observer la *Gazette de Cologne*).

« Rien ne serait plus facile que l'application de ces réformes si seulement la Russie, la France et l'Angleterre se décidaient à envoyer chacune un régiment à Salonique, Monastir et Uskub tout en concentrant leurs flottes réunies dans le golfe de Salonique.

« Tous ceux qui connaissent la psychologie des Turcs et les sentiments des populations macédoniennes parieraient leur tête que pas un seul fusil turc ou albanais ne parlerait aussitôt qu'une armée européenne occuperait les capitales déjà nommées des trois vilayets macédoniens... la Bulgarie doit donc faire tous ses efforts pour remettre le plus tôt possible à l'ordre du jour de la diplomatie européenne la question macédonienne.

« Mais en aucun cas la Bulgarie ne devra s'entendre avec aucun des Etats balkaniques en ce qui concerne une division possible de la Macédoine ou pour la définition des sphères d'influence dans cette contrée. Une seule combinaison est possible avec les Etats balkaniques, celle qui assurerait leur collaboration aux efforts de la Bulgarie pour l'autonomie de la Macédoine. »

Ces idées du diplomate bulgare suivies d'une propagande des plus actives en Macédoine ne sont pas demeurées infructueuses. Les cercles, tant officiels que privés, en Bulgarie, ont compris que l'action pacifique de l'école et de l'église ou bien les privilèges ecclésiastiques (tels que bérats et évêchés) arrachés à la Turquie par des manœuvres politiques ne suffisaient pas à faire avancer l'idée bulgare en Macédoine. Un nouveau système fut donc appliqué pour la bulgarisation de cette contrée. Ce système fut exposé de la manière la plus brutale et la plus éhontée par Boris Sarafoff à Belgrade, voici quatre ans : « Puisque l'école et l'église n'ont pas réussi à bulgariser la Macédoine, il est nécessaire que nous adoptions des moyens plus pratiques et plus efficaces, c'est-à-dire la dynamite et l'incendie. »

Voilà les nouveaux dogmes de l'école révolutionnaire de la nouvelle Bulgarie !

De là la campagne menée par les comités bulgares pour le soulèvement de la Macédoine et du vilayet d'Andrinople, campagne qui fut commencée en 1902, mais n'atteignit son apogée qu'en 1903. Cette politique se manifesta surtout après les fêtes célébrées à Chipka, lorsque le général Ignatieff, créateur de la Bulgarie et chef du panslavisme, visita ce pays.

Le général Ignatieff, s'adressant à une délégation de patriotes bulgares, dit entre autres : « J'aime les Bulgares depuis 1862. J'aime tous les Bulgares. Je ne fais aucune distinction entre ceux qui sont libres et les irrédimés. Je n'ai qu'une seule préférence : j'aime excessivement la Macédoine esclave !

« Pour la pacification de la péninsule balkanique, j'ai découvert un remède — la Bulgarie de San-Stéfano ; mais pour des raisons indépendantes de ma volonté, ce remède, ce traitement ne peut être appliqué.

« Moi, comte Ignatieff, vivant ou mort, je conjure les Bulgares et leur donne ce conseil, qu'ils devront se communiquer de père en fils que la Bulgarie de San-Stéfano doit être réalisée.

« Je lègue à la nation bulgare la recommandation de travailler, de tout tenter, de combattre et de lutter afin d'empêcher qu'un morceau quelconque, fût-ce un village — un seul homme — ne soit détaché de la Bulgarie de San-Stéfano. »

Ce sont là les conseils prononcés dans la capitale de la Bulgarie par l'apôtre du panslavisme en 1902, pendant les fêtes de Chipka. Après avoir écouté ces paroles provocantes, les comités révolutionnaires se sentirent encore plus encouragés à poursuivre leur politique macédonienne. Boris Sarafoff et les partisans choisis de l'idée de la Grande-Bulgarie inaugurèrent en 1902 et continuèrent avec encore plus de zèle en 1903 leurs exploits par la dynamite et l'incendie.

C'est ainsi que commença l'invasion de la Macédoine par les bandes des comités et ce mouvement fut appelé par les cercles bulgarophiles en Europe une « révolution macédonienne ». Les crimes succédèrent aux crimes au nom de la délivrance de la Macédoine.

Nous donnons ici les descriptions et les commentaires, extraits des dépositions officielles, de documents et rapports de sources européennes et bulgares de ces attentats inouïs.

En premier lieu, nous citerons quelques extraits des rapports de sir Alfred Billiotti, alors consul général britannique à Salonique.

Au mois d'avril 1902, la dépêche suivante était expédiée par sir Alfred Billiotti à son gouvernement : « L'insécurité relative qui existe en ce moment est causée par ceux-là mêmes qui s'en plaignent davantage. En effet, en exceptant les défauts permanents de l'administration turque, qui lui sont inhérents, il n'y a en ce moment rien qui puisse justifier l'anxiété manifestée par la presse en ce qui concerne l'état d'esprit des populations musulmanes, les Rayas n'étant guère molestés après tout. Mais les bandes bulgares qui pendant quelque temps avaient cessé leurs crimes, ont recommencé à assassiner les chrétiens d'autre race ainsi que les musulmans. Jusqu'à présent, ceux-ci n'avaient pas usé de représailles de manière assez générale pour que l'on puisse en parler, mais leur situation est devenue très précaire et Grecs, Serbes et Valaques aussi bien que musulmans, se plaignent en termes énergiques des procédés des bandes bulgares ainsi que de la façon dont se comportent les populations bulgares par suite de ces procédés. Ainsi, à Doïrani, les chrétiens (sauf les Bulgares) et les musulmans ferment les portes de leurs maisons au coucher du soleil. Ces procédés des comités bulgares ont amené le règne d'une véritable terreur parmi les habitants de cette région qui compte un grand nombre de Bulgares. » (*Blue Book*, 1903.)

Le 17 octobre, ce même consul-général écrivait à son ambassadeur : « Ceux des chrétiens qui exercent quelque influence sur leurs coreligionnaires, au moindre signe de résistance aux ordres du comité, sont

assassinés, ce qui est un moyen de s'en débarrasser, et en même temps de frapper de terreur la population entière. De véritables listes de proscriptions ont été trouvées par les autorités sur quelques-uns des Bulgares tués dans des rencontres. Le comité macédonien a dressé des registres d'après lesquels chaque chrétien est taxé selon ses moyens, et quiconque refuse de payer est exécuté. C'est ainsi que les chrétiens, après avoir payé l'impôt au gouvernement, doivent acquitter un second impôt au comité, sans parler de l'obligation de fournir les vivres à tous les membres du comité passant dans leur village, et qui sont suivis de près par les gendarmes soi-disant chargés de les poursuivre. J'ai reçu des informations d'après lesquelles il y aurait des cas où le bakchich sert à clore les yeux des gendarmes. »

« Une autre dépêche du 9 décembre 1902 est ainsi conçue : « Les comités macédoniens ont employé une double méthode d'action ; ils cherchèrent d'abord à réveiller un sentiment national parmi les paysans par l'influence d'une littérature propagandiste et à les détacher du patriarcat œcuménique, et d'un autre côté ils essayèrent au moyen des bandes qui parcourent le pays pendant l'été, de les attirer par des promesses ou de les forcer par des menaces à se joindre à ce mouvement. Par le prosélytisme et la terreur, ils cherchaient à détruire complètement toute tranquillité et à réduire les habitants du district à une misère telle qu'elle les forçât à embrasser leurs idées révolutionnaires. Peu à peu, ils firent disparaître tous ceux qui, restant fidèles au patriarcat, leur refusaient obéissance ; dans le sandjak de Serrès seulement, plus de cent Grecs, Valaques ou Bulgares orthodoxes furent victimes de leur vengeance et de leur cruauté. Les comités ont donc réussi au moyen de leurs agents, le maître d'école et le prêtre opérant toute l'année, de leurs bandes et de la terreur qu'elles inspirent pendant les mois d'été, à détacher du patriarcat la presque totalité des villages de Djuma-Bala et de Razlog et la plupart des villages de Melnik, Petritch et Nevrocop... »

Sir Alfred Billiotti, après avoir décrit la première phase de l'action des comités, expose comment les bandes venant de la Bulgarie pénètrent en Macédoine. Il décrit quelques combats et engagements et ajoute (pages 282-283) : « En somme un très petit nombre de paysans prirent effectivement part aux combats ; la plupart d'entre eux se réfugièrent dans les montagnes pour protéger leurs femmes et leurs enfants. Pas un seul village n'a pris volontairement part au mouvement ou n'émigra de sa propre initiative. Ils y furent tous forcés par les instigateurs du mouvement au moyen de promesses, de menaces et même de meurtres, et on leur fit entendre que les comités agissaient de concert avec la Bulgarie qui était soutenue par la Russie en vue de l'affranchissement de la Macédoine. Lorsque ces promesses ne produisaient pas l'effet attendu, les bandes prédisaient aux paysans la destruction de leurs foyers et l'enlèvement de leurs femmes et enfants, et dans le cas d'un refus persistant, elles recouraient au meurtre. C'est ainsi qu'un certain Doucho assassina Doukas, du village de Bousdovo, dans le caza de Melnik, et qu'un autre chef de bande assassina le kodjabachi de Sartchievo et d'Igralichta, dans le caza de Petritch. Bien d'autres individus, ainsi que je vous l'ai souvent signalé, ont péri pour le même motif. »

Plus loin, sir A. Billiotti cite ces lignes d'une lettre qu'il a reçue de Bulgarie : « C'est assurément un spectacle digne d'éveiller l'admiration que celui de ces jeunes héros de la Bulgarie passant la frontière,

après la fin de l'hiver, pour aller tuer quelque Turc à l'aventure et puis s'en retournant directement dans leurs foyers, tandis que grâce à eux des paysans sans défense ont abandonné les leurs ; si ces malheureux survivent et arrivent à franchir péniblement la frontière bulgare, ils se verront forcés, afin de gagner quelque chose qui leur permette de ne pas mourir de faim, de vendre leur bétail à des spéculateurs au prix de 20 ou 30 francs par tête. »

Ces faits, mentionnés par les rapports, publiés dans les *Livres Bleus* du Foreign Office, se résument ainsi : Actes de violence perpétrés contre des gens innocents et désarmés, actes de brigandage, meurtres, tortures cruelles infligées à des hommes comme à des femmes, à des prêtres, à des médecins, à des maîtres d'écoles, incendies d'églises, attentats à la dynamite contre tous les amis de la loi et de l'ordre, extermination de tous les chrétiens orthodoxes et des musulmans, terrorisme universel, sang versé et massacres.

Le correspondant du *Novoïé Vremya* a eu l'heureuse inspiration de publier les clauses principales du plan de campagne des Bulgaro-Macédoniens. Voici ce qu'il en dit :

« Les bandes révolutionnaires sont armées et organisées par les différents comités. Les armes leur sont cependant fournies particulièrement par le Comité central, mais indépendamment de cela chacun des membres d'une bande est tenu de se procurer par ses propres moyens des armes et des munitions afin de les avoir à sa disposition dans le district où il opère. De plus, tous les affiliés sont obligés de mettre à mort n'importe quelle personne qui leur serait désignée par les chefs des comités.

« Toujours sur l'ordre de ces chefs, ils sont chargés de fomenter l'insurrection, d'en préparer l'explosion. Toute personne qui essaierait de faire obstacle à la réalisation du plan révolutionnaire doit être immédiatement supprimée. Dans ce cas, le comité de Sofia doit être prévenu à temps, et ses membres sont tenus de demander, autant qu'il est possible, une autorisation spéciale pour chaque meurtre. Les condamnations secrètes doivent être communiquées le moins possible aux femmes et aux enfants, parce que ceux-ci ne savent pas résister à l'enquête des autorités. Les membres d'une bande ne peuvent visiter leurs parents et amis qu'après autorisation spéciale des comités locaux. »

Le journal bulgare *Struma* écrivait à ce sujet :

« Plus de cent Bulgares appartenant aux classes éclairées ont été assassinés sous prétexte qu'ils étaient des informateurs ou des traîtres.

« Depuis deux ou trois ans, la Bulgarie macédonienne est sous le joug de ses prétendus libérateurs ; elle tremble et gémit, mais elle ne voit personne auprès d'elle à qui elle puisse demander protection.

« Les émissaires de nos patriotes la tiennent jour et nuit sous le règne de la terreur. Un petit hameau, Kotsani, a été amené à payer en quelques mois la somme de 300 livres turques qui était soi-disant destinée à l'achat d'armes. De tout petits villages ont dû se racheter jusqu'à ce jour au prix d'une rançon de 1.000 ou de 2.000 livres turques. Malheur à qui refuserait, il serait immédiatement mis à mort comme traître. Les Turcs contemplent le spectacle des infidèles s'entre-tuant et sont contents, tandis que mudirs, kaïmakams et pachas sont payés pour fermer les yeux sur ces crimes... Il est vrai que les patriotes envoient de temps en temps quelques armes en Macédoine, mais seulement après avoir reçu 5 livres turques en paiement. Le mois dernier, quelques comitadjis enlevèrent à deux reprises une provision d'armes

dans le dépôt militaire d'une ville frontière de Bulgarie et les introduisirent frauduleusement en Macédoine. »

Dans une de ses dépêches adressées à son ambassadeur à Constantinople, sir A. Billiotti dit :

« Les bandes bulgares ont depuis quelque temps pris l'habitude de camper non pas dans les villages bulgares, mais dans les villages habités par des Grecs qui passent ainsi comme étant leurs complices aux yeux des autorités turques, ce qui leur attire toutes les rigueurs de l'administration ottomane, d'autant plus que les Hellènes osent encore moins que les Bulgares refuser le gîte et les provisions aux rebelles. Ce qui est pourtant remarquable, c'est que malgré tous les maux qu'ils ont à subir, pas un seul des villages orthodoxes n'a vu sa population passer en masse à l'exarchat ainsi qu'il arriva avec certains villages valaques. » (*Blue Book*, 1903).

Au mois de septembre 1902, le *Messager du gouvernement* de Saint-Pétersbourg publiait un article dont voici la conclusion : « N'ayant pas trouvé d'appui pour leurs projets politiques parmi les Bulgares de Macédoine, les instigateurs du mouvement ont été amenés à provoquer un soulèvement général dans le pays en commettant toutes sortes d'actes de violence et de cruautés, en répandant le terrorisme, de façon à empêcher l'application des réformes projetées. Malgré les mesures de précaution adoptées par le gouvernement de Sofia, l'agitation macédonienne s'est grandement répandue jusqu'à pénétrer même dans la principauté de Bulgarie, étant soutenue par des partis qui ont eu la folie de croire que l'insurrection proclamée obligerait la Russie à changer de front et à se porter au secours des plans et des projets extravagants des chefs du mouvement révolutionnaire. Cette erreur fatale que le gouvernement impérial s'est toujours efforcé de combattre a été la cause de terribles souffrances pour les chrétiens des vilayets de Turquie, auxquelles on ne peut mettre un terme qu'en empêchant de nouvelles bandes de passer de Bulgarie en Turquie et en arrêtant ainsi l'action révolutionnaire des comités. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de demander l'application immédiate des réformes répondant aux besoins des populations et qui puissent protéger les habitants contre les actes arbitraires des Turcs. »

En 1903, le comte de Lamsdorff se rendit à Sofia afin de persuader les patriotes bulgares qu'ils devraient se rendre à la raison, mais ce fut en vain. En vain désavoua-t-il officiellement l'agitation bulgaro-macédonienne. En vain publia-t-il des avertissements directs ou indirects dans le genre de celui-ci : « Ce serait une grave erreur de la part de la principauté de s'imaginer que les mesures prises par la Russie sont un encouragement à l'agitation révolutionnaire dont l'activité inlassable et criminelle met obstacle à la pacification des vilayets et subséquemment à l'application des réformes projetées. »

« Il est démontré par les rapports des consuls de Russie que la partie pacifique de la population macédonienne souffre autant de par les agissements des bandes révolutionnaires que de la tyrannie des Turcs.

« Cela prouve qu'il est de toute nécessité que le gouvernement bulgare réprime aussi énergiquement que possible l'action révolutionnaire en vue de mettre un terme à la situation troublée dans la péninsule balkanique. »

En France, le ministre des Affaires étrangères faisait au mois de novembre 1903 la description suivante de la situation :

« Les insurgés demandent une indépendance absolue, ils demandent tout et tout de suite ; pour forcer l'Europe à le leur donner, ils se livrent à des actes inqualifiables. On peut dire que leurs coups visent de préférence les sujets de ces puissances auprès desquelles les maux de leurs compatriotes ont éveillé le plus de sympathies.

« La Banque Ottomane a sauté, le *Guadalquivir* a subi le même sort ; ensuite, c'est un train qu'on fait dérailler et qui ensevelit sous ses décombres un grand nombre d'étrangers parfaitement innocents en ce qui concerne les malheurs de la Macédoine.

« Afin d'aggraver le triste sort des habitants de cette province, aux exactions des agents de la Turquie s'ajoutent aujourd'hui celles des insurgés. Malheur à qui refuse d'ouvrir sa bourse ou son garde-manger ! Malheur à celui qui refuse de se joindre aux bandes des insurgés ! Le Code de l' « Organisation intérieure » ne prescrit qu'une peine unique pour toute infraction à ses lois, et c'est la peine de mort.

« Vous pouvez juger, messieurs, de la misère des habitants. Ceux qui ne sont pas liés par un invincible attachement à leur sol natal se pressent en foule dans les bureaux des agences d'émigration.

« Ils fuient », m'écrit un de nos consuls, « ils fuient devant les « Turcs et devant les comités. »

Le journal bulgare *Reformi*, organe du Comité suprême, décrit ainsi les qualités nationales des Bulgares :

« La raison principale pour laquelle la Bulgarie avec une population aussi énergique, travailleuse et frugale, a été en l'espace de vingt années réduite à un état aussi misérable, c'est qu'elle manque de classe cultivée et de société capable d'éliminer les criminels.

« En regardant les choses d'un point de vue général, on peut dire que la Bulgarie acquit cette liberté dont elle jouit aujourd'hui sans faire de sacrifices. La guerre de l'indépendance fut bien vite terminée et le pays n'en subit presque aucun dommage. En plus, les Russes y répandirent l'or à pleines mains, de sorte que lorsque l'aurore de la liberté éclaira la Bulgarie, le pays nageait dans l'or. Mais en moins de vingt ans, la riche Bulgarie perdit sa prospérité matérielle, et aujourd'hui le pays se débat dans une crise financière.

« Les richesses nationales ont été soustraites et gaspillées. Les voleurs et les pillards, au lieu d'être méprisés, jouissent des plus grands honneurs dans la société. C'est pour cela qu'aujourd'hui en Bulgarie chacun tâche de voler et de s'enrichir aux dépens de la nation. Et voilà comment notre Bulgarie si belle, douce, frugale et travailleuse, après s'être épanouie, se flétrit aussitôt. »

Le ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, M. Daneff, fit au mois d'avril 1901 la déclaration suivante à l'envoyé du journal de Bucarest, *Adewerul :*

« Les efforts du comité macédonien sont en grande partie inutiles.

« La Macédoine n'est pas habitée exclusivement par des Bulgares, mais aussi par des Grecs, des Roumains, des Serbes ainsi que des Turcs. Comment se fait-il que ces nations ne se plaignent pas autant que les Bulgares dans leur sollicitude ridicule pour la Macédoine ? La réponse est facile : c'est parce que les Grecs, les Serbes, les Roumains bornent leur activité en Macédoine à la fondation d'écoles et à la sauvegarde des intérêts religieux de leurs frères de race et n'y introduisent pas des armes et des munitions, n'organisent pas des comités révolutionnaires et des bandes d'insurgés. »

Les projets des Bulgares et leur action sont décrits de façon très

caractéristique par le Monténégrin Stefane L. Joannovitch, dans le journal *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, ainsi que par le journaliste russe M. Amphithéatroff, connu pour ses tendances bulgarophiles et antihelléniques, qui cependant, après avoir visité la Macédoine et les autres pays de la péninsule balkanique, ne peut s'empêcher de dépeindre sous les plus sombres couleurs la situation affreuse créée en Macédoine par les crimes et les infamies des Bulgares.

D'après M. Amphithéatroff, l'école bulgare de Sofia serait le foyer incandescent de la propagande révolutionnaire dont les apôtres se promènent librement à Salonique, Monastir et Uskub.

Le publiciste russe, M. N. Dournovo, traitant la question de la politique russe dans l'Orient orthodoxe, s'exprime ainsi sur les Bulgares et leur campagne macédonienne :

« Les Grecs ont maintenu les Bulgares dans la religion orthodoxe, mais ceux-ci les massacrent eux et leurs prêtres ; les attachent à des arbres, ils les enduisent de pétrole et y mettent le feu. Un sort pareil est infligé aux paysans...

« Il n'y a pas un Grec, un Serbe ou un Roumain qui ne sache que les évêques bulgares de Macédoine sont affiliés au Comité révolutionnaire anarchiste de Sofia et qu'ils dressent les listes des condamnations à mort de tous les prêtres, instituteurs et autres personnes ayant quelque influence. Combien de plaintes n'ont-elles pas été portées contre les évêques schismatiques d'Uskub, de Dibra et de Monastir ? »

Le député bulgare Kirkoff a eu la sincérité, il y a quelques années, dans la Sobranié, de décrire sous leur forme véritable les ambitions secrètes des Bulgares : « Il n'est pas vrai de dire que nous autres Bulgares désirons les réformes en Macédoine, nous ne voulons pas non plus de l'autonomie.

« Ce sont là des phrases de pure politesse qui ne sont qu'une feinte. Nous autres Bulgares, nous voulons l'annexion de la Macédoine. Les arguments et l'action du comité ont donné à cette ambition bulgare et à ces désirs rapaces une teinte macédonienne artificielle... »

Un des membres du comité bulgare s'est exprimé avec la plus grande audace dans une conversation qu'il eut avec le correspondant de la *Gazette de Cologne* à Sofia. « Nous avons comme programme, dit-il, de faire sauter à la dynamite toutes les villes de la Macédoine ; nous empoisonnerons les réservoirs ; nous incendierons les villages ; nous détruirons les récoltes et mettrons hors de service les lignes télégraphiques et ferrées, et nous changerons la Macédoine en un désert. Nous avons de grandes provisions de dynamite à notre disposition ainsi que d'autres explosifs, des armes, des approvisionnements, des cartouches et une vingtaine de bouteilles de bacilles de la peste ! »

Sous le titre « A bas le masque ! », le journal de Sofia *Reformi*, organe du comité bulgaro-macédonien, publiait, dans une édition spéciale bordée de noir en signe de deuil, un long article sur les atrocités et les attentats commis par les Bulgares tant en Macédoine qu'en Thrace.

Cet article, qui fit grand bruit dans les cercles politiques bulgares, peut être résumé ainsi :

« Nous nous voyons, à notre grande douleur, forcés de dénoncer les atrocités inouïes dont s'est rendue coupable envers les Macédoniens sans défense la trop connue Mafia, et ce faisant nous avons pleine conscience de la responsabilité que nous assumons. »

Un correspondant du *Manchester Guardian* donne les informations suivantes :

« La Macédoine, sans aucun doute, va de mal en pis. La longue liste des crimes commis par les populations chrétiennes s'allonge journellement, et pour compléter le tableau il faut y ajouter les meurtres et actes de violence perpétrés par les populations musulmanes et les troupes turques.

« La propagande grecque a réussi très brillamment.

« En fait, dans certaines provinces, son succès a été complet ; le vilayet de Monastir a été entièrement nettoyé des bandes bulgares et les villages qui avaient été « convertis » par les hordes sauvages des Bulgares sont rentrés dans le sein de l'Eglise orthodoxe grecque.

« Ainsi les Bulgares perdirent un grand nombre de villages sur lesquels s'étendait l'autorité de l'exarchat. »

V

LES RÉFORMES EN MACÉDOINE

Sous ce régime d'anarchie organisée, toute activité sociale ou politique avait cessé en Macédoine et le crime y triomphait de tous côtés aux applaudissements et aux encouragements des cercles bulgarophiles de l'Occident qui attendent des mains de la Bulgarie la solution de la question d'Orient et l'établissement d'un régime politique stable. Cependant deux des puissances intéressées le plus directement à la Macédoine — l'Autriche et la Russie — mandataires des autres grandes puissances, décidèrent de coopérer en vue du rétablissement de l'ordre, chacune ayant naturellement en vue ses propres intérêts.

A la suite de cette décision, les deux empereurs eurent une entrevue à Mürszteg, qui eut pour résultat l'application des réformes jugées nécessaires pour mettre fin à l'anarchie régnant en Macédoine. Ces réformes furent établies sur la base suivante :

« Pour assurer le succès de la mission, confiée en vertu de l'iradé du sultan, à l'inspecteur général, celui-ci sera maintenu à son poste pour une période de plusieurs années déterminée d'avance, et il ne sera pas révoqué avant l'expiration de cette période sans que les puissances aient été préalablement consultées à ce sujet. Il aura la faculté de se servir, si le maintien de l'ordre public l'exige, des troupes ottomanes sans avoir chaque fois recours au gouvernement central.

« Les valis seront tenus de se conformer strictement à ses instructions.

« Pour la réorganisation de la police et de la gendarmerie, le gouvernement ottoman se servira du concours de spécialistes étrangers. La gendarmerie sera composée de chrétiens et de musulmans dans une proportion analogue à celle des populations des localités en question.

« Les gardes-champêtres seront chrétiens là où la majorité de la population est chrétienne.

« Vu les vexations et les excès dont la population chrétienne n'a que trop souvent à souffrir de la part de certains malfaiteurs arnautes, et vu que les crimes et délits commis par ces derniers restent dans la plupart des cas impunis, le gouvernement ottoman avisera sans retard aux moyens de mettre fin à cet état de choses.

« Les nombreuses arrestations opérées à la suite des derniers troubles dans les trois vilayets y ayant excité les esprits, le gouvernement ottoman, pour accélérer le retour à une situation normale, accordera une amnistie à tous les accusés ou condamnés pour faits politiques ainsi qu'aux émigrés.

« Pour assurer le fonctionnement régulier des institutions locales

un budget des revenus et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet et les perceptions provinciales, contrôlées par la Banque Impériale, seront destinées en premier lieu aux besoins de l'administration locale, le payement des services civils et militaires y compris. Le mode de perception des dîmes sera modifié et l'affermage en bloc aboli. »

Malheureusement, grâce aux divergences de sentiments qui divisent les populations en Macédoine et aussi à cause des ambitions diverses et du but égoïste de certaines grandes puissances, sans parler du manque de tact et de la mauvaise foi d'un grand nombre d'organes civils et militaires du gouvernement ottoman, les réformes ne devaient aboutir à aucun résultat bienfaisant. Ceci est démontré par les rapports officiels des divers gouvernements européens et par des informations privés de sources autorisées.

Sir Alfred Billiotti, le consul général de la Grande-Bretagne à Salonique dont il a déjà été question, écrivait à la date du 11 mars 1903 à son ambassadeur à Constantinople (voir le *Blue Book*, Turkey, n° 1. 1904) :

« Je suis convaincu, au contraire, que les bandes mettront tout en œuvre pour s'opposer à l'application des réformes et maintenir le présent état d'anarchie qui a été amené par elles et qui constitue leur raison d'être aux yeux de l'Europe.

« Les comités poursuivent, il n'y a pas de doute, un but politique qui est l'autonomie ou l'annexion ; les chefs obéissent peut-être à des aspirations élevées, mais parmi ceux qui sont affiliés à leurs bandes, il y a un grand nombre de véritables brigands dont le seul objet est de tuer, etc., pour leur profit personnel. Mais quels que soient leurs mobiles, chacun des partis a en vue un seul et même but, celui de tenir le pays dans un état de désordre et d'empêcher par tous les moyens l'introduction de mesures qui pourraient y ramener le calme. »

Sir A. Billiotti n'est pas celui qui dénonce avec le plus de véhémence les troubles en Macédoine. Une dépêche du consul de Russie à Uskub, à la date du 14 mars 1903, est ainsi conçue :

« ... Ce fait prouve que ce mouvement est factice et n'est pas appuyé par la masse de la population.

« Afin de rendre la situation encore plus intolérable, les comités ont recours à la violence et aux cruautés qu'ils exercent aux dépens même des Turcs. Ainsi tout récemment, une bande commandée par un certain Georges qui venait justement de bénéficier de l'amnistie, massacra à Perlépé un notable de la ville du nom de Seffedin Bakhtiar ; après lui avoir arraché les ongles, les comitadjis lui crevèrent les yeux et finalement le décapitèrent. Le même jour, un nommé Detcho Traïko traitait avec la plus grande cruauté un des hommes riches de la ville, tandis qu'un nommé Vessel Abdi faisait subir les derniers outrages et pendait ensuite la mère de cet homme, une très vieille femme.

« Les comités s'acharnent à provoquer par tous les moyens un mécontentement général parmi les populations musulmanes et de les pousser au massacre des chrétiens. »

Sir Alfred Billiotti envoya également à son ambassadeur à Constantinople un mémoire confidentiel dont voici quelques extraits :

« Ce ne doit pas être un péché que de dénoncer les intentions et les actes des assassins bulgares pour sauver la vie à bien des gens innocents.
. . . .

« Les officiers originaires de Macédoine ayant récemment accompli leur service dans l'armée bulgare sont au nombre de 286. Cent quatre-vingts d'entre eux, aussitôt l'amnistie proclamée, pénétrèrent au mont Athos, déguisés en pélerins ; la plupart de ces officiers portent des lunettes...

« Chaque habitant de Thrace ou de Macédoine appartenant à la première classe est tenu d'accepter des bons pour la somme de 20 à 50 livres ; ceux de la seconde classe, de 10 à 30 livres, et ceux de la troisième de 1 à 3 livres. Tout refus est puni de mort.

« Ce sont les nombreux employés bulgares des chemins de fer particulièrement dans les vilayets de Monastir et de Salonique qui sont chargés de poser la dynamite pour faire sauter les ponts lorsque le signal de l'insurrection aura été donné...

« L'administration générale et les chefs du comité se trouvent à Salonique. Douze d'entre eux résident ici. Les sous-comités se tiennent dans les villes et les villages de la Thrace et de la Macédoine et ordonnent les mesures générales pour l'accomplissement de leurs desseins meurtriers. »

Le 7 avril, le consul général écrivait :

« Un Grec et son fils ont été assassinés près de Keupreulu, et sa femme, en état de grossesse, après avoir subi les derniers outrages, fut éventrée et l'enfant fut coupé en morceaux. »

D'autres crimes aussi abominables sont souvent mentionnés dans le *Livre Bleu* comme ayant été commis par les bandes du comité contre les Grecs.

Voici encore un extrait d'un rapport du vice-consul britannique, M. Mac Gregor, à la date du 19 avril 1903 :

« Il n'est guère probable que Chakalaroff, dont ses partisans eux-mêmes dénoncent le caractère cruel et tyrannique, néglige l'occasion de se venger de son insuccès. Il paraît jouir de la confiance toute particulière de Sarafoff ; celui-ci, le 11 de ce mois, fit mettre à mort un nommé Ghélé, un des chefs comitadjis d'Armensko (près de Florina) ainsi que sa femme, parce que ce dernier s'était permis de critiquer l'âpreté dont fait montre Chakalaroff pour l'extorsion des contributions destinées à la caisse révolutionnaire. »

Nous lisons les lignes suivantes sur ce même Chakalaroff dans un mémoire publié dans le *Livre Bleu* déjà cité :

« Chakalaroff prêchait constamment dans Smyrdech et dans tous les autres villages, disant que les Grecs sont, bien plus que les Turcs, les véritables ennemis des Bulgares, et que personne n'a le droit de s'appeler un vrai Bulgare s'il n'a trempé d'abord ses mains dans le sang d'au moins un Grec.

« Chakalaroff, il n'y a pas longtemps, alla de Smyrdech au village de Gabris, dont les habitants le prièrent de s'éloigner. Il leur répondit que puisque son village, Smyrdech, était détruit, le reste n'avait aucune importance, et que la vie de 500 villageois ne valait pas celle d'un seul comitadji. »

Les Grecs de Monastir, révoltés par les crimes commis à leurs dépens par les Bulgares, les menacèrent enfin de représailles. A ce propos, sir A. Billiotti écrivait, le 3 avril 1903, à sir N. O'Connor :

« Il m'a été rapporté que les Grecs de Monastir, éveillés enfin à l'action, ont prévenu les Bulgares habitant la même ville que pour chaque patriarchiste massacré dans les campagnes par les bandes ils tueront deux Bulgares dans la ville. Je ne saurais dire si cette nou-

velle est vraie ou fausse, mais le fait est que l'on entend parler moins souvent de meurtres commis dans ce vilayet ces derniers temps, et que les bandes paraissent se consacrer à la besogne plus lucrative d'extorquer de l'argent. »

Un récit détaillé de la destruction de Kroussovo nous est fourni par le *Blue-Book* qui stigmatise comme de juste ce nouvel exploit des Bulgares. Nous voyons d'abord que le 2 août 1906 une bande de 250 à 300 comitadjis ayant pour chefs Piton Ghoulé, Ghiourtsin, Todor, Haré et Ivanoff, un soldat bulgare, envahirent le village grec de Kroussovo pendant la nuit, mirent au pillage les magasins et brûlèrent la presque totalité des maisons. Les habitants, à peine vêtus, se sauvaient de maison en maison, poursuivis par l'incendie. Le rapport continue ainsi :

« Le matin du vendredi, les habitants de Kroussovo, à moitié nus, affamés, meurtris, prenaient refuge sur les hauteurs qui entourent la ville et regardaient avec désespoir leurs maisons que dévoraient les flammes ; un cordon de troupes les entourait !

« La plupart des soldats continuèrent l'œuvre de destruction par le pillage et l'incendie et ne s'arrêtèrent que devant le quartier bulgare... qui est resté intact. »

Ce miracle fut, dit-on, accompli à la suite de certaines négociations secrètes avec les Bulgares et dû à un nuage de poussière dorée qui s'éleva entourant les Turcs et leur cacha la vue de ce quartier. Ceci est très caractéristique et nous montre non seulement la corruption qui existe chez ces derniers, mais aussi la souplesse, le manque de moralité, la fourberie, l'esprit pratique que les autres savent mettre en œuvre pour inventer les moyens de se tirer d'affaire au moment critique. De quarante à cinquante comitadjis furent tués ou blessés pendant la fusillade qui éclata lorsque les Turcs occupèrent les points fortifiés et les collines ; Ivanoff et Piton Ghoulé étaient parmi les morts, leurs camarades s'enfuirent bravement ou se rendirent, abandonnant tout à la merci des Turcs, après avoir amené le désastre. Il y eut aussi parmi les soldats une vingtaine de morts et de blessés. Dans l'espace des quarante-huit heures pendant lesquelles les soldats et les bachi-bouzoucks occupèrent la ville, il y eut 366 maisons brûlées et 600 mises à sac ; 203 dépôts et magasins pillés et incendiés ; 44 hommes et femmes tués dans les maisons et dans la rue, dont 41 étaient patriarchistes et 3 seulement étaient des Bulgares. »

Les crimes mentionnés dans le *Livre Bleu* sont innombrables. Dans chacune de ses 300 pages sinistres, deux et trois crimes ou meurtres sont inscrits.

En ce qui concerne le mouvement insurrectionnel et la faillite de la propagande bulgare, le vice-consul britannique de Serrès écrivait à la date du 26 mai 1903 :

« J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport sur l'aspect général de la situation politique dans le sandjak de Serrès depuis les récents événements. Les derniers efforts des comités bulgares qui ont essayé d'attirer l'attention publique par les attentats anarchistes de Salonique et d'ailleurs, et de forcer l'intervention des puissances européennes ont définitivement échoué, le mouvement factice soulevé en Macédoine, soutenu seulement par la terreur, a avorté, et les victimes maudissent les auteurs de ces procédés tragiques et sanguinaires. »

Un autre document intéressant publié dans le *Blue Book*, nous fixe sur la nature des ordres de certains chefs de bandes à leurs compa-

gnons. Ce document en langue barbare fut trouvé sur le cadavre d'un de ces chefs, Boris Sfetkoff, qui fut tué au mois de juin 1905.

En voici quelques extraits :

« Tout chrétien de n'importe quel village, s'il peut être considéré comme pouvant nuire ou s'il refuse son assistance, doit être tué de propos délibéré, et si possible, de manière à ce que le crime puisse être imputé au garde-forestier, au bailli, à l'iman ou au déré-bey ; à cet effet, deux témoins doivent être présentés qui tâcheront de persuader la justice que le meurtre a été commis par des tyrans de ce genre. En ce cas, les dépositions doivent être faites avec conviction et beaucoup d'assurance. La bande doit avoir dans chaque village des affiliés dévoués qui se chargent personnellement de tirer vengeance des oppresseurs. Un affilié, en cas de meurtre d'un déré-bey ou d'un dénonciateur de son village ou d'un village voisin, doit se sacrifier. Ainsi les responsabilités seront limitées et il ne sera pas possible aux autorités de traîner la population entière en masse devant les tribunaux. »

Le *Livre Bleu*, ainsi que les documents officiels publiés par les autres puissances, cite d'innombrables attentats commis par les bandes au préjudice des Grecs.

Le massacre des habitants grecs de six villages situés sur les bords de la mer Noire, près de la ville de Basilikon, et la destruction de dix-sept villages dans le district de Saranta-Ekklessiès, en Thrace, comptent parmi les exploits de ces hordes de barbares en 1903.

Les bandes bulgares descendirent pendant la nuit des montagnes et envahirent les villages, mettant tout à feu et à sang, tandis que tout près de cette côte se trouvait la flotte russe se livrant à une démonstration navale contre la Turquie à propos du meurtre d'un consul russe à Uskub, tué par des Albanais. Les malheureux habitants se réfugièrent dans leurs bateaux, et un grand nombre réussit ainsi à s'échapper ; 500 femmes et enfants arrivèrent jusqu'au Bosphore où les ambassadeurs des grandes puissances purent les voir affamés et dépourvus de tout.

Dans ces conditions, voyant que les crimes commis par les Bulgares devenaient de jour en jour plus nombreux, les Grecs de Macédoine se persuadèrent qu'il fallait à tout prix se défendre les armes à la main contre les envahisseurs bulgares, vu que ceux-ci étaient soutenus par les envoyés militaires de certaines grandes puissances qui ont tout intérêt à maintenir l'anarchie et que le gouvernement ottoman était, ainsi que nous l'avons déjà dit, incapable ou ne désirait pas rétablir l'ordre, et que s'il se décidait à prendre des mesures sévères et énergiques nécessaires, il provoquerait probablement l'opposition et l'intervention des puissances intéressées.

VI

MESURES DÉFENSIVES DES GRECS DE MACÉDOINE

« La Grèce est tenue de faire un effort désespéré afin de s'assurer une assez large partie de la Macédoine pour ne pas être coupée de Constantinople dont la possession est l'espoir commun de la race hellène.

« Cependant la Russie travaille depuis longtemps déjà pour que la Macédoine entière, et surtout le mont Athos soient compris dans les territoires appartenant aux races slaves. »

Ainsi écrivait, en juin 1877, sir M. Layard à lord Derby.

L'homme d'Etat anglais qui, cependant, n'avait jamais montré une sympathie exceptionnelle pour la Grèce, avait raison cette fois... La Macédoine devra constituer la base d'un puissant Etat grec qui comprendra tous les tronçons de la race hellénique. La nation grecque, attaquée et insultée, accusée d'avoir perdu tout esprit guerrier, puisqu'elle permettait aux Bulgares de s'approprier son héritage ancestral, a décidé qu'il était de son devoir d'agir en Macédoine. Les bandes gréco-macédoniennes furent donc constituées il y a deux ans, ayant pour objet de repousser les envahisseurs bulgares de la Macédoine et de protéger les populations helléniques sans défense.

Il est vrai que ces bandes, formées en majeure partie de Macédoniens, ont vu leurs membres s'accroître d'hommes venus d'autres provinces de la Grèce libre ou irrédimée, sans y avoir été le moins du monde autorisés par le gouvernement grec ; mais qui pourrait empêcher ces hommes de même race, ayant souffert des mêmes maux, de se joindre à leurs frères pour la défense de leurs droits nationaux ? Ces hommes sentent bien, dans leur souci de réhabiliter leur nation, que sans la Macédoine la patrie hellénique est en danger. Voilà la raison de leur coopération.

Certains gouvernements européens ont décrié ces bandes et leur action qui s'est peut-être égarée quelquefois ; cependant, d'une façon générale, on ne peut leur imputer les intentions systématiquement criminelles des comités bulgares ni leurs procédés abominables.

Qu'il me soit permis d'exprimer mon indignation de ce que certaines puissances exigent la disparition des bandes gréco-macédoniennes, tandis qu'elles ne prêtent aucune attention aux agissements des bandes bulgares et que les crimes commis par ces dernières continuent à ne soulever aucune émotion !

De quel droit peut-on dire à un peuple qui lutte contre un danger menaçant son existence même comme nation : « Renoncez au droit de

vivre, suicidez-vous » ? Cette prétention montrerait sous un jour étrange notre civilisation et ses conceptions morales.

Nous donnons ici un tableau officiel, dressé par les autorités turques, des bandes bulgares, grecques et serbes, opérant dernièrement dans la Macédoine et le vilayet de Konovo. Ce tableau ne mentionne pas les bandes travaillant pour la Roumanie, probablement parce qu'elles sont presque entièrement composées de musulmans.

VILAYET DE SALONIQUE

CAZAS	Bandes Bulgares	Bandes Grecques
1. Vodena	2	2
2. Yennitsa	4	4
3. Stroumnitza	1	0
4. Tikfes	1	0
5. Avret Hissar	1	0
6. Ghevgheli	6	0
7. Karaferria	1	1
8. Langada	0	3
9. Katerina	0	1
10. Kalandra	0	1
11. Melenik	7	0
12. Ano-Djoumaya	5	0
13. Demir Hinar	2	0
14. Petritsi	1	0
15. Razlog	1	0
16. Zihna	6	0
	38	12

Ce tableau, on le voit, ne se rapporte seulement qu'aux deux sandjaks de Serrès et de Salonique ; le troisième, celui de Drama, est passé sous silence. Il y avait cependant cinq bandes bulgares opérant dans ce sandjak, mais comme elles ne comprenaient qu'un petit nombre d'hommes, le rapport officiel turc les a négligées.

VILAYET DE MONASTIR

CAZAS	Bandes Bulgares	Bandes Grecques	Bandes Serbes
Perlépé	5	1	4
Caradjova	3	0	2
Castoria	6	5	0
Monastir	3	3	0
Florina	3	1	0
Ochrida	3	0	0
	23	10	5

VILAYET DE KRONWO

CAZAS	Bandes Bulgares	Bandes Serbes
Uskub	1	0
Istip	1	0
Coumanowo	4	2
Radovista	1	0
Karatovo	1	0
Osmanié	3	0
Velessa	1	1
Pinga	2	3
Kotsana	1	0
	15	6

Cependant les grandes puissances continuent à adresser des notes sévères, tant à Athènes qu'à Constantinople. Afin de prouver leur désir de pacification, les bandes gréco-macédoniennes, à la suite de la dernière note des puissances au gouvernement hellénique, déposèrent les armes. Le résultat ne se fit pas attendre ; une bande bulgare forte de 200 hommes, envahit le village de Négovani, dans le caza de Florina, le 4 octobre dernier, y massacra 16 habitants grecs, dont 10 femmes, après avoir incendié vingt-trois maisons appartenant à des notables grecs. D'autres massacres ont été perpétrés par les comitadjis bulgares au cours de ces derniers mois, comme ceux de Nissi, Rachovon, Melnikitz, Melnik, etc., sans parler d'innombrables meurtres et attentats isolés. Nul doute que de telles atrocités ne suscitent des représailles. Mais il ne faut s'en prendre qu'à ceux qui, tout en dénonçant à grands cris l'action des bandes gréco-macédoniennes, savent si bien tirer parti des dispositions conciliatrices des Grecs. Si on doit déposer les armes « que Messieurs les assassins commencent ».

UN DERNIER MOT

LES RÉVÉLATIONS DE NATCHEVITCH

Les pages qu'on vient de lire suffisent à prouver, sur la base de documents et de témoignages authentiques, que les crimes dont les populations grecques de la Roumélie Orientale ont été victimes, loin de provenir d'une soudaine effervescence du peuple bulgare ou des excitations de quelques obscurs agitateurs, ne sont que l'aboutissement d'un programme froidement médité et préparé de longue main par le gouvernement même de la principauté. L'édition anglaise de cette étude avait déjà paru lorsque les vérités qu'elle énonçait reçurent une éclatante confirmation par la bouche d'un des hommes d'Etat les plus distingués de la Bulgarie, M. Natchevitch, qui, au lendemain de la crise de 1903, fut chargé de représenter la principauté à Constantinople.

Nos lecteurs n'ignorent sans doute pas que, pendant ces journées honteuses pour la nation bulgare, M. Natchevitch, agent diplomatique bulgare près la Sublime-Porte, donnait brusquement sa démission, laissant entendre que cette résolution lui était dictée par le sentiment d'indignation que lui inspiraient des excès dont il se fût considéré, en quelque sorte, comme solidaire s'il avait continué à représenter son pays en ces circonstances. M. Natchevitch ne s'en tint pas là ; retiré de la vie publique, il se départit tout récemment du silence qu'il s'était jusqu'alors imposé et crut de son devoir, si pénible que ce devoir pût lui paraître, de proclamer la vérité tout entière en dénonçant les véritables auteurs des nouvelles atrocités bulgares : les collègues du président du Conseil, M. Petroff, et tous les acolytes dont ils s'entouraient. Ce sont de véritables révélations que l'Europe civilisée est tenue de prendre en considération si elle veut émettre un verdict équitable, conforme à la réalité des faits. Les partisans de l'idée bulgare pourront apprécier toute la saveur de ces révélations.

Le journal bulgare *Le Mir*, publiait en feuilleton, dans ses numéros du 19 au 22 juillet dernier, un long article de M. Natchevitch traitant des crimes commis sur les populations grecques de la principauté et de la Roumélie Orientale, sous le titre de « Réflexions, conclusions et souvenirs ». En voici quelques extraits :

« Dans ces deux dernières années, la conduite de nos autorités, dans certains événements importants, a été tellement énigmatique

qu'il était impossible de n'en pas déduire que tout ce qui était fait était le résultat d'un plan secret, préalablement établi.

« L'année dernière, à mon retour de Constantinople, un agent de police me dit qu'à Sofia plusieurs employés de ministère bien connus avaient reçu la permission de s'absenter et de se rendre dans différents endroits de la Bulgarie pour commander les bandes qui saccageaient et pillaient les maisons et les magasins des Grecs.

« Mais, moi, je n'avais pas besoin de ces renseignements de l'agent de police. En effet, les nombreux amis que je compte à Varna, Roustchouk, Bourgas, Philippopoli, etc., m'avaient déjà donné des renseignements détaillés et des plus précis sur les crimes qui eurent lieu et sur leur auteur moralement responsable.

« De ces renseignements ainsi que du langage des journaux très proches du gouvernement, il résultait que les violences et les pillages avaient été organisés en haut lieu. »

Les révélations de M. Natchevitch, protestations indignées d'une conscience d'honnête homme, provoquèrent, comme l'on pense, dans les cercles gouvernementaux de Bulgarie, un sentiment de stupeur mêlé de colère. Déjà l'homme d'Etat bulgare, dans un article de la *Balkanska Tribuna*, avait fait voir que la ville grecque d'Anchialos avait été incendiée sur l'ordre du gouvernement, par des officiers et des soldats bulgares travestis. L'organe officieux *Vetcherna Posta* avait, à cette occasion, publié des articles d'une extrême violence contre l'ancien agent diplomatique bulgare. En réponse à ces attaques virulentes, M. Natchevitch a publié dans la *Balkanska Tribuna* (31 juillet) un article par lequel de nouveaux faits ont été révélés à la charge des autorités princières. Nous pensons qu'il n'est pas inutile de le reproduire *in extenso* dans l'intérêt de la vérité.

« J'ai quitté Constantinople, non parce que je ne pouvais remplir ma mission, mais parce que j'avais honte de regarder les gens en face. Mon idéal pour la patrie est l'opposé de l'idéal de M. Dascaloff. Je voudrais que la Bulgarie fût renommée dans le monde pour son gouvernement d'un ordre et d'une légalité exemplaires, pour ses progrès moraux et matériels, pour la liberté dont jouissent tous ses habitants, pour le respect qu'ils ont de ses lois, pour la sécurité assurée à la vie et aux biens de tous ses citoyens sans distinction de nationalités ou de religions. Lorsque les ministres d'un tel Etat modèle, d'une Bulgarie moralement si haut placée élèveront la voix en faveur de nos frères qui souffrent par delà nos frontières, tous les chefs d'Etats les écouteront avec respect et prendront en sérieuse considération leurs paroles. »

« Voyez maintenant, d'après l'organe tsintsarien (la *Vetcherna Posta* de Sofia, organe officieux du gouvernement), quel est l'idéal de Dascaloff et de ses patrons (les ministres). Ce journal a prêché l'extermination des Grecs, les persécutions contre eux et le vol de leurs biens. Il a conseillé l'insurrection, les troubles, les désordres, les crimes et l'emploi de la dynamite.

« Comment un pays dans un tel état d'anarchie pourrait-il donc porter secours à la Macédoine ? Nous avons, du reste, vu comment il l'a fait. La Conférence de La Haye a fait tomber le masque et a forcé même les aveugles à voir clair. L'attitude indécise et peu nette constamment gardée par la *Vetcherna Posta* dans la question macé-

donienne fut tirée au clair à La Haye et la direction de ce journal fut forcée de montrer son jeu.

« J'avais seize ans, dit en continuant M. Natchevitch, lorsque je lus « l'Histoire de la Révolution française », de Bücher. J'y trouvai le récit de l'épisode suivant :

« Un jour, une foule nombreuse attaqua la maison d'un comte et brisa tout ce qui s'y trouvait. En sortant, tous ceux qui avaient pris part à ces vandalismes retournèrent leurs poches, la doublure en dehors, et s'en allèrent en tenant les bras levés pour que chacun pût voir qu'ils ne s'étaient rien approprié et que personne d'entre eux n'avait volé quoi que ce fût, et que leur but avait été non le vol, mais la vengeance.

« Les amis de Dascaloff avaient avec eux, à Roustchouck, Philippopoli, Anchialos, etc., des voitures pour emporter les marchandises et les meubles des Grecs. J'ai appris dans Bücher à me méfier de cette sorte de patriotisme intéressé.

« J'y ai bien vu que trop souvent de tels actes, qui ne sont que des vols, se cachent sous un masque patriotique. Si Mme Roland vivait de nos jours, elle se serait écriée : « O Macédoine ! que de « dettes ont été payées en ton nom, que de maisons et que de palais « ont été construits, que de champagne a coulé ! » Les protestations soulevées par de tels actes nous arrivent de partout, même de La Haye où les Grecs ont présenté leur rapport.

« C'est parce que je me suis rendu compte qu'un patriotisme ainsi entendu ne peut que flétrir pour longtemps l'honneur de la Bulgarie que je me suis refusé à servir un parti ayant de tels principes et non parce que je n'aurais pu me rendre utile... »

L'ancien président du Conseil, M. Ratcho Petroff, accusé par M. Natchevitch d'être moralement responsable de ces crimes, voulut se disculper en invoquant, pour expliquer tous les méfaits commis, la théorie de la « psychologie des foules », soutenant que personne en particulier ne pouvait être considéré comme responsable. M. Natchevitch répondit ainsi à ces allégations :

« La psychologie de la foule nous apprend que derrière elle il y a toujours un ou plusieurs Catilina qui se servent d'elle dans un but personnel.

« Un ami de Varna m'écrivait au mois de septembre de l'année dernière qu'il avait demandé à Dragouleff, qui était alors doué du don d'ubiquité, comment celui-ci connaissait le ministre roumain général Lahovary, auquel il faisait parvenir une adresse télégraphique de Philippopoli, après les pogroms antigrecs de cette ville. Dragouleff répondit : « C'est le général Petroff qui m'a remis l'adresse et « m'a chargé de télégraphier pour lui, me disant qu'il avait fait la « connaissance du général Lahovary à Madrid ! !... »

Il répondit de même à toutes les attaques dirigées contre lui par les journaux du gouvernement. C'est ainsi qu'il publia, dans les numéros du 7 et 8 août 1907 de la *Vetcherna Posta*, la lettre suivante :

« Après les injures des membres du gouvernement, voici maintenant les attaques publiées contre moi par le chef (l'ex-président du Conseil, Petroff) dans l'organe de M. Siangoff.

« Ces injures et ces attaques ne me troublent pas parce que je m'y suis habitué et que je suis un homme que rien n'étonne. En outre, les attaques de ces gens me font toujours plaisir.

« Pour la plupart, ces injures n'arrivent pas jusqu'à moi, car je

n'ai pas le temps de lire tous les journaux. Je les laisse bien des fois passer sans y prêter attention lorsqu'elles ne se rapportent pas à des questions d'Etat. Mais les attaques de M. Petroff ont un caractère officiel. Aussi me suis-je décidé à y répondre.

« M. Petroff, dans l'interview publiée, s'exprime comme suit :

« Ce n'est pas par patriotisme que M. Natchévitch n'est pas allé à « Constantinople, parce que, s'il était animé d'un tel sentiment, il « n'aurait pas pu opposer un refus à la lettre de S. A. R. le Prince, « par laquelle celui-ci le priait d'aller à Contanstinople... »

« Je n'avais pas répondu que je refusais de me rendre à Constantinople, mais que je trouvais inutile d'y aller tant que M. Ratcho Petroff serait au pouvoir, celui-ci étant l'organisateur principal de l'action des bandes en Macédoine et ne pouvant être partisan du rétablissement des bonnes relations avec la Sublime-Porte.

« Le prince étant rentré d'Euxinograd à Sofia, me fit appeler un soir.

« — Ne voyez-vous pas, me dit-il, l'anéantissement des populations bulgares dans les vilayets ?

« — Connaissez-vous un seul village où les bandes soient entrées qui n'ait été détruit ? répondis-je.

« — Je n'en sais rien, dit Son Altesse.

« — Cela veut dire, repris-je, que nos bandes sont causes de tout le mal. Pourquoi leur permettez-vous de se former et de passer la frontière ?

« — Mais est-il possible de les empêcher ?

« — Comment ne serait-ce pas possible ? Les autorités n'existent donc pas chez nous ? Selon moi, l'insistance à maintenir les bandes est une trahison de la cause bulgare et un crime envers nos frères de Macédoine... Altesse, arrêtez les bandes si vous voulez faire cesser la destruction des Bulgares...

« Finalement, le prince me congédia sur ces mots :

» — Allez voir le ministre de la guerre, et voyez ce qu'il vous dira.

« Le lendemain, j'allai trouver le ministre :

« — Son Altesse, lui dis-je, m'a donné l'ordre de vous voir pour causer avec vous de la question des bandes. Dites-moi, monsieur le ministre, quelles raisons avez-vous pour tolérer les bandes ?

« — Toute la faute en est à Petroff, me répondit le ministre.

« — N'est-il pas possible, demandai-je, de convaincre cet homme qu'en protégeant les bandes il fait un tort incalculable à la cause bulgare ?

« — Ce n'est pas possible, répliqua le ministre, M. Petroff a passé dix ans de son existence avec les comités, prenant part à toutes leurs intrigues. C'est par eux qu'il s'est élevé au pouvoir, en servant leurs idées et leurs traditions, de sorte qu'il ne saurait changer de ligne de conduite.

« — Et vous, monsieur le ministre, demandai-je, que pensez-vous des bandes ?

« — Je vois bien aussi qu'elles sont un mal, mais que puis-je faire ?

« — A votre place, dis-je, si j'étais ministre de la Guerre, je ferais cesser par tous les moyens à ma disposition un mouvement au sujet duquel j'aurais la conviction qu'il est criminel. »

D'après M. Natchevitch, M. Petroff doit être considéré, sinon

comme le chef des comités macédoniens, tout au moins comme un membre permanent et un collaborateur assidu de ces organisations.

« MM. Petroff et Cie ont commis un crime de lèse-Macédoine en n'acceptant pas les réformes de Müerzsteg, et, loin de faciliter leur application, ils firent tout pour la faire échouer. Par cette façon d'agir, ils ont aggravé les maux de leurs frères de là-bas, sans pour cela obtenir la moindre concession. Le crime de nos gouvernants deviendra plus grand encore si à cette heure ils ne prouvent, par leur conduite, qu'ils sont en état de tirer une leçon des événements de ces derniers temps. »

« Est-ce à cause des événements d'Anchialos ou pour d'autres « motifs que M. Natchevitch a quitté son poste de Constantinople ? » demanda le rédacteur de la *Vetcherna Posta* à M. Petroff, qui répondit en ce sens :

« M. Natchevitch n'est nullement responsable de l'administration intérieure du pays, et il n'a pas le droit de se poser en martyr d'une cause qui n'est pas la sienne. Je m'imagine quelle aurait été la position de M. Goluchowski, par exemple, si M. Natchevitch avait été son représentant à Rome pendant les étranges incidents d'Innsbrück. Il se serait sans doute empressé de prendre le premier train pour Vienne et d'aller accuser son ministre d'imprévoyance. M. Natchevitch sait cependant très bien ce que c'est que la psychologie d'un peuple. »

« M. Petroff, continue M. Natchevitch, parle des troubles entre Allemands et Italiens à Innsbrück. Mais il ne dit pas que ces troubles n'ont duré que quelques heures. Là les autorités ont pris, de suite, les mesures nécessaires ; l'ordre fut rétabli et ne fut plus troublé.

« ... Mais en Bulgarie, les scandales durèrent vingt jours entiers, croissant de jour en jour. Ayant commencé à Varna où le métropolitain grec fut lapidé et les églises et les hôpitaux grecs attaqués, ils se communiquèrent à Roustchouk, à Philippopoli, etc., pour aboutir à la destruction d'Anchialos. Et presque partout Dragouleff était à la tête des émeutiers. On le rencontrait aussi bien au ministère des Affaires étrangères qu'à Roustchouk, à Philippopoli et dans la voiture du premier ministre. Mais après le retour de M. Petroff, la psychologie bien connue de M. Petkoff s'est modifiée et l'ordre fut rétabli. Petkoff agit en cette circonstance comme un homme averti et assez sage pour bien apprécier les avantages qu'offrirait pour le pays le rétablissement de l'ordre. Mais il prouvait en même temps qu'il met les intérêts de son parti au-dessus de ceux du pays, car il n'y avait qu'un seul moyen qui pût effacer la honte que ces événements avaient fait rejaillir sur la Bulgarie et c'était la démission du cabinet et l'éloignement des ministres qui pendant vingt jours avaient toléré ces actes de vandalisme. Ce n'est qu'après une telle mesure que le monde civilisé aurait pu se rendre compte qu'il existe encore en Bulgarie quelques hommes civilisés.

« L'ancien ministre attribue ces excès au peuple bulgare et assure que mes protestations contre ces excès sont une insulte contre ce peuple. Si ma raison me disait que le peuple, dans une circonstance quelconque, a mal agi, je sens dans mon cœur assez d'amour et de dévouement pour lui dire qu'il a commis une erreur. Cependant, j'ai la conviction que les nations ne commettent pas de crimes ; les sentiments d'honneur, de justice et de pitié sont profondément enracinés

dans leur âme. Les Catilina, eux seuls, en agitant les foules par leurs mensonges, entraînent le peuple au crime.

« M. Petroff est d'avis que, du moment que je ne suis pas personnellement responsable, je n'ai pas le droit de m'inquiéter de ce que font les autres. Cela veut dire que, selon M. Petroff, chacun a le devoir, du moment qu'il n'est pas lui-même en cause, de regarder avec indifférence l'opprobre de son pays et de voir souiller l'honneur de la Bulgarie.

« J'ai une conception toute différente du devoir des citoyens envers leur pays, et je crois qu'ils ont tous l'obligation de ne pas permettre les actes qui touchent à l'honneur de leur patrie...

« J'ai même le courage de vouloir que la Bulgarie soit un pays civilisé où règne la justice ; un pays dont les autorités soient un idéal de moralité ; un pays où les actes arbitraires et les violences soient choses inconnues. Je demande tout cela parce que je désire que ma patrie soit classée parmi les pays civilisés, mais aussi parce que nous pourrons alors seulement, sans provoquer l'hilarité, élever la voix en faveur de nos frères. »

M. Natchevitch, en faisant ses déclarations, a accompli le devoir de tout honnête homme ; il s'est élevé au-dessus de tout intérêt personnel et de tout fanatisme national. Il ne fut pas, du reste, seul dans cette lutte. A la suite de ces révélations, un autre patriote bulgare, M. Michaïlowsky, ancien député, professeur et pendant quelque temps président du comité andrinoplo-macédonien de Sofia, compléta l'œuvre réparatrice de l'ancien agent diplomatique bulgare. Dans une conférence qu'il fit à l'Association des membres de la presse bulgare, il fit entre autres les déclarations suivantes au sujet des derniers événements et des principes qui sont à la base de la politique nationale en Bulgarie. Nous les transcrivons ici comme elles ont été publiées dans le numéro 195 du journal bulgare *Balkanska Tribuna* :

« Nos étourderies, dit M. Michaïlowsky, ont servi à nous attirer la haine non seulement des Turcs, mais de tous nos voisins...

« Naguère, les armées russes venaient à peine de traverser le Danube que nous chantions « Tsarigrad est nache ! » (Constantinople est à nous !). Nous venions à peine d'être constitués en principauté que nos écrivains (en dépit de formidables luttes intestines) se mirent à assourdir le monde du bruit de leurs revendications : « La péninsule « balkanique, disaient-ils, n'est peuplée que de Bulgares, et nul autre « peuple n'a le droit de revendiquer le moindre pouce de terrain ; elle « appartient de droit à la nation bulgare. »

« Nous ne savions pas alors, et nous ne le savons pas encore, que sans la force le droit ne peut rien, et que les droits n'appartiennent qu'à ceux qui peuvent les imposer.

« Et nous ne nous sommes pas contentés d'écrire et de crier, nous avons encore entrepris de réaliser nos rêves : la destruction de l'empire ottoman et l'écrasement de tous nos voisins. Pour atteindre notre but, nous avons créé en Bulgarie des comités, nous avons fondé des journaux et publiés des brochures où nous exposions tout au long nos plans et nos projets, à l'instar des gens qui sont sûrs du lendemain. Nous avons formé des bandes que nous lancions en territoire turc, nous avons ouvert nos frontières à tous les ennemis du sultan qui formaient des comités sous les yeux mêmes des autorités.

« C'est sur notre territoire que se tramaient les complots et que s'organisaient les attentats à la dynamite contre les établissements des grandes puissances en Turquie, etc., etc. Et tout cela sous les yeux des ministres bulgares, et sans doute — du moins tout le monde peut le croire — avec leur assentiment, car il est inadmissible qu'un ministère qui ne serait pas capable de mettre un terme à une agitation semblable puisse se maintenir au pouvoir. Ces actes inqualifiables se continuent encore aujourd'hui !

« ... Le résultat de cette politique stupide fut notre isolement complet et l'inimitié de tous les peuples et de tous les gouvernements sans exception.

« J'ai été, poursuit M. Michaïlowsky, un des promoteurs du mouvement macédonien, j'eus l'occasion de m'entretenir avec plusieurs hommes d'Etat et nombre de rédacteurs d'organes européens importants. Aucun d'eux n'approuvait l'agitation « macédonienne ».

« Au contraire, tous s'accordaient à la condamner comme inopportune, criminelle dans ses moyens et vouée à l'insuccès.

« Nous savons bien que chez nous tout est pourriture, mais qu'im-« porte, agrandissons-nous d'abord, nous nettoierons après. » Mais nous ne nous sommes pas dit que des gens nés et élevés dans la boue ne sauraient accomplir un tel exploit, n'étant pas même capables de nettoyer leur propre maison. Le résultat de tout ceci, nous l'avons sous les yeux ; il est ignominieux.

« Vous m'objecterez peut-être, Messieurs, qu'il n'y a pas longtemps, j'étais à la tête de ce mouvement et tenais alors un tout autre langage. Vous auriez raison de le faire. Il est vrai que naguère je parlais sur un autre ton que celui que vous venez d'entendre. Il y avait deux raisons à cela : la première, c'est que je ne connaissais pas la vérité, je ne l'ai apprise que lorsque je suis allé en Occident (!) où je me suis entretenu avec les hommes d'Etat dont je vous ai parlé. Quant à la seconde cause, je n'en puis rien dire, car j'ai peur. Dans notre Bulgarie constitutionnelle, on n'est pas toujours en sécurité lorsqu'on dit la vérité ; c'est pourquoi je l'ai exposée en détail dans mes mémoires. »

Scripta manent. Nous publions tous ces documents sans y ajouter aucune remarque, sans en faire l'analyse, sans commentaires. Ils nous paraissent donner par eux-mêmes une idée très exacte de l'âme bulgare d'aujourd'hui, des tendances des gouvernants et des gouvernés qui sont regardés de bonne foi par bien des gens, tant dans l'Europe continentale qu'en Angleterre, comme les civilisateurs prédestinés de la péninsule des Balkans. A ce propos, je me borne à reproduire de nouveau l'apostrophe terrible du poète bulgare Bazoff à ses compatriotes :

« O mon peuple ! je regarde ton visage que les souffrances ont rendu féroce et inhumain, et je frémis. Des mères asservies t'ont donné le jour ! La voix de la pitié t'est étrangère, car la cruauté est l'élément profond de ta vie ! »

Soc. Anon. des Imp. Wellhoff et Roche,
124, bd de la Chapelle, Paris. Tél. 441-86. — Anceau, directeur.

Du même auteur :

L'Hellénisme et la Macédoine



La Macédoine et les Roumains

En préparation :

Le Problème Macédonien

(Genèse, évolution, solution)



